

INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

le Numéro : 1 F 50 - MENSUEL

N° 94 - JUIN 1970

SOMMAIRE

Quelques réflexions	1
Travailleurs et syndicats	8
L'exploitation et la lutte des classes	16
Luttes de classes	22
Les villes nouvelles	28
Correspondance	29
Des camarades et des groupes	33

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

Quelques réflexions

Depuis mai 1968, la situation a fortement évolué au sein des groupes révolutionnaires, ou prétendus tels. Dans une première période, qui, en gros, a recouvert la première année suivant les « évènements », l'ensemble du mouvement a vécu dans l'attente d'un déclenchement des opérations. Fin juillet 1968, le mot le plus généralement entendu était : « comme toujours la révolution aura lieu en octobre ». La rentrée universitaire paraissait pleine de promesses. Puis, par la suite chacun attendait mai 1969. Mais cet anniversaire passé, il devient clair pour tout le monde que l'histoire ne se reproduit jamais deux fois de manière identique et qu'il est vain d'attendre la répétition de faits et d'actes déjà dépassés.

Cette situation s'est traduite, à l'intérieur des facultés, par l'abandon progressif de l'intérêt des étudiants pour la lutte. La plupart d'entre eux retombèrent dans les illusions réformistes. Le temps s'écoulant, ces illusions elles-mêmes s'estompent quelque peu et font place à une sorte de dégoût et de je m'en fichisme ouvertement affichés. L'étudiant se rend compte que son passage dans les facultés ne lui ouvre pas (s'il l'a jamais fait) l'accès aux couches supérieures de la classe dominante, et le plus souvent il y voit simplement le moyen de retarder son entrée dans le monde de la production. Les études lui apparaissent comme une méthode de prolonger la vie dans la « liberté » de l'adolescence. Telle est la forme

idéologique de la condition matérielle des étudiants. Il faut dire que cette situation n'a rien de déplaisant pour la classe dominante elle-même. Si on organisait sérieusement la sélection, le résultat en serait l'afflux sur le marché du travail d'un nombre important de jeunes et par conséquent une croissance dangereuse du chômage. Au contraire, le maintien des étudiants en faculté, sorte de prime de chômage, a deux avantages : Il permet de reculer cet afflux et de garder cette masse comme une menace pour les autres travailleurs de voir arriver de nouveaux concurrents sur le marché, et par ailleurs de concentrer dans de véritables ghettos des contestataires de tout poil. Au bout d'un certain temps, les étudiants auront bien fini par apprendre quelque chose de plus ou moins utile et, l'âge aidant, se seront calmés et seront plus aptes à être digérés. (*)

Pendant ce temps, les étudiants politisés se trouvaient réduits à une quasi impuissance au sein des facultés. Tolérés sans doute et plutôt avec sympathie, ils n'entraînent ni ne touchent la masse des étudiants. Dans une telle situation la groupusculation ne pouvait aller

(*) Cette vue à court terme est possible grâce à l'existence des grandes écoles. A long terme, la classe dominante ne peut se désintéresser du problème des futurs éducateurs (instituteurs, professeurs), formés dans une université contestatrice.

qu'en s'accéléralent. Divisés parce que faibles et se divisant de plus en plus, les étudiants devaient voir s'accroître les divergences entre eux. Faute de pouvoir se traduire par une action réelle sur les choses, les divisions devaient prendre la forme idéologique de la radicalisation des positions de principe. Il est juste de dire que ce faisant un certain nombre de problèmes politiques fondamentaux se sont trouvés posés et qu'il en est résulté des cassures profondes dans le mouvement « gauchiste ».

La première rupture fondamentale eut lieu lors de la campagne pour l'élection présidentielle. Alors que Rouge n'hésitait pas à présenter un candidat, l'A.J.S. se bornait à soutenir Duclos, les autres groupes maos ou anars malgré un intermède plus ou moins comique à Vincennes pour certains d'entre eux, se prononçaient contre les élections reconnues à juste titre comme une des armes classiques de la bourgeoisie pour intéresser et intégrer l'ensemble de la population à ses affaires. Cette rupture fondamentale consommée, et il est bon de souligner que sur ce point les groupes léninistes qui s'étaient prononcés contre la participation électorale, rompaient avec un point très important de la doctrine de leur maître, d'autres allaient nécessairement suivre dont nous constatons les effets aujourd'hui.

Tous les groupuscules se retrouvaient cependant sur un point : il fallait sortir des facultés, du ghetto où on voulait les enfermer. La marche au peuple devint le mot d'ordre général. Restait à déterminer comment on marcherait. La marche au peuple exige que le peuple réponde à cet appel. Or, actuellement le « peuple » est toujours bien tenu en main et par le P.C. (ce dont on parle souvent) et par les gaullistes (que l'on a trop tendance à oublier). Ceci ne veut pas dire que le peuple ne s'oppose ni au P.C.-C.G.T. ni au gaullisme, mais qu'il ne le fait que de manière sporadique et temporaire, juste pour des actions limitées, dans des situations concrètes. De ce point de vue, la lutte de classe en est restée à un niveau très bas en comparaison avec ce qui a pu exister avant-guerre.

Il est cependant indéniable que ces actions limitées prennent un caractère plus violent, plus « sauvage » qu'autrefois. Cet état de fait inéluctable ne peut être considéré comme accidentel : il résulte de l'évolution du système capitaliste lui-même. Sa réorganisation, sa concentration plus poussée, la destruction nécessaire des anciens lieux de concertation (parlement, etc...), l'intégration plus poussée, ne laissent aux producteurs et aux autres couches de la population écrasées par cette évolution, que la ressource des révoltes brutales que le pouvoir ne peut que réprimer par la force. Déjà cette période se développait avant mai 1968, qui apparaît de ce point de vue comme un point culminant qui devait débloquer une certaine situation. Les travailleurs n'hési-

tent pas à entrer dans une grève sauvage, à déborder les syndicats, à séquestrer les patrons, les petits commerçants à affronter violemment les flics, les camionneurs à bloquer les routes, etc..., tout comme les étudiants n'avaient pas hésité à se battre en mai 1968.

Face à cette situation, la réaction des étudiants politisés a été de deux types.

Pour les uns, suivant le schéma traditionnel, il fallait poursuivre l'action politique habituelle : entrer dans les syndicats pour les transformer, les rendre plus durs, faire l'alliance politique avec des partis voisins, etc... D'un certain point de vue, ils répondaient au souci d'une certaine partie des gens. Ceci explique le succès relatif de ce type de gauchistes dans certaines entreprises (l'A.J.S. avec ses C.A.O., Lutte Ouvrière, voire Front Uni). Une certaine radicalisation de la lutte revendicatrice se trouvait de mise.

Pour d'autres, la création d'un nouveau syndicat pur et dur s'imposait ou s'impose. Mais les expériences faites à ce sujet furent sans lendemain. Tant qu'à refaire un syndicat, pense la masse des travailleurs - d'ailleurs elle-même peu syndicalisée - autant garder les anciens.

Pour les derniers enfin, l'analyse du fait syndical, ou plutôt de son rôle négatif, est faite. Enfin on ne parle plus, ou presque plus, de trahison des organisations syndicales, mais on les considère comme liées au système du capital et, en tant que telles, comme des instruments d'intégration. Remarquons qu'il manque souvent dans ces analyses la contre-partie dialectique : dégager en quoi les syndicats restent utiles à la classe ouvrière dans sa vie quotidienne. En ne le dégageant pas, l'analyse exacte du rôle des syndicats vis-à-vis du capital reste partielle et ne permet pas de comprendre l'attitude des travailleurs et la facilité avec laquelle les organisations syndicales récupèrent tout mouvement sauvage, en faisant consacrer par la loi les avantages acquis.

Mais la position vis-à-vis des syndicats, la reconnaissance de leur rôle négatif dans la lutte révolutionnaire, l'inutilité de vouloir les transformer ou des les utiliser, a constitué la seconde rupture au sein des étudiants politisés. Soulignons que là encore le refus de participer à toute activité syndicale signifie pour les groupes léninistes qui l'on adopté une rupture fondamentale avec l'enseignement de leur maître. Une rupture analogue avec d'anciens modes de pensée, se produit également chez les anarchistes qui ont bien voulu reconnaître que l'anarcho-syndicalisme ne signifie plus rien.

Dès que la voie syndicale d'action était rejetée, la rupture entre « gauchisme légal » (ou mieux institutionnel) et l'autre était consommée. Elle l'était de manière définitive, in-

dépendamment des positions qui pouvaient être prises sur la violence elle-même.

Le problème de la violence a toujours exercé une véritable fascination sur les intellectuels des pays avancés. Pour eux le plus souvent, le mot action ne prend de sens que s'il s'accompagne de l'adjectif « violente », et l'action violence signifie affrontement avec la police, brutalité, etc...

A la suite de mai 1968 où les bagarres dans la rue ont joué un rôle non négligeable de déblocage, beaucoup en sont venus à considérer la violence comme un but en soi. Au lieu de voir dans la violence brutale qui se déroule actuellement la traduction d'une situation inéluctable, la preuve de la nécessité pour certaines couches sociales de faire entendre leur voix dans le système (étudiants, commerçants, voire ouvriers) ils y voient l'action contre le système dans toute sa pureté. Si on adopte ce point de vue sorélien, on aboutit très vite à la plus grande des confusions politiques : celle de défendre au nom de la violence, des alliances entre des classes et des couches sociales dont les rôles dans le système du capital sont pour le moins disparates. C'est cette position fondamentale irréfléchie vis-à-vis de la violence qui explique que la G.P. et autres maos préconisent des accouplements monstrueux entre ouvriers et petits commerçants.

Sur ce point se dessine une nouvelle rupture, celle qui doit mener à voir dans la violence autre chose qu'une fin en soi, à une conception plus profonde de la violence révolutionnaire. C'est ce point que je veux développer plus avant.

C'est une banalité de dire que la société bourgeoise exsude la violence par tous les pores. Non seulement la violence se manifeste, exaltée ou blâmée, à tous les niveaux de la culture, mais elle se retrouve dans la vie de tous les jours, où elle est devenue si habituelle qu'elle en paraît normale. La flaque de sang fait partie du décor de la vie quotidienne. Les accidents du travail ou d'auto, véritables assassinats, s'intègrent naturellement au destin, ne rencontrent que l'indifférence générale et se révèlent objectivement comme un moyen de mise en condition à la violence latente. Pour ne pas parler des guerres passées dont le souvenir continue de marquer les générations, souvenir et aussi perspectives que viennent raviver les images des massacres et des génocides des guerres actuelles. Mais face à ce conditionnement à la violence bourgeoise, se développent, comme un sous-produit, des réactions, soit individuelles soit collectives, qui s'opposent à l'état de choses bourgeois : attentats, grèves, manifestations sauvages, insurrections même. La multiplicité et la diversité de ces réactions prouvent qu'il s'agit de phénomènes inéluctables, et la vérité du slogan : on a raison de se révolter.

Mais, face à l'inéluctabilité de ces révoltes, l'attitude de beaucoup de camarades n'est pas d'aller plus profondément dans les choses, mais de faire leur la phrase du président Mao : « le pouvoir est au bout du fusil ». Ils en construisent toute une théorie de la guérilla urbaine dans les pays avancés, dont le moins qu'on puisse dire est que sa fondation ne semble pas très assurée. Cette théorie n'est qu'une illustration d'un romantisme de la violence.

Pour un premier groupe, de loin le plus nombreux, celui de la G.P., la phase de la lutte armée est pour demain, pour ne pas dire aujourd'hui. D'où ces opérations de commando, ces tentatives de soulever telle ou telle usine, ces proclamations triomphalistes de la C.d.P. Il est tout à fait remarquable qu'aucune position théorique véritable, aucune définition des buts recherchés ne se trouvent dans la G.P. (pas plus d'ailleurs que chez les autres maos). On pourrait dire que de ce point de vue, ils rejoignent les révisos (les vrais, ceux d'avant 1914) qui disaient avec Bernstein : le but n'est rien, le mouvement est tout.

La G.P. a incontestablement une force d'attraction considérable sur tout le monde, y compris les anars ou conseillistes bon teint. Chez nous tous, intellectuels, existe l'admiration pour le coup de main bien fait, l'exposition de sang froid à la répression, le sacrifice de soi, etc... Le métier d'intellectuel ne prédisposant pas spécialement, au contraire, au courage moral, chacun se sent attiré par les types « gonflés », et se sent prêt à leur accorder un satisfecit politique, comme si le courage physique était en soi une preuve de vérité politique. A ce compte il faudrait soutenir les nazis et les fascistes, ou les bolchéviques de la belle époque, incontestablement gonflés.

Sur ce point doit se consommer une nouvelle rupture. Pour un certain nombre de camarades maos ou quasi-maos, l'analyse de la G.P. est erronée. Ce n'est pas qu'ils mettent en question la phrase « le pouvoir est au bout du fusil », mais simplement qu'ils estiment que la période historique n'est pas encore arrivée à ce stade. Ce faisant, ils se trouvent rejetés vers ceux qui pensent que la violence révolutionnaire n'est pas essentiellement la lutte armée, même si celle-ci peut devenir inévitable.

Il est donc nécessaire de se poser la question : Qu'est-ce que la violence révolutionnaire ? De la réponse que l'on donne à cette question dépend fortement le style d'action que l'on veut mener.

La violence révolutionnaire c'est essentiellement l'opposition de la classe des producteurs face à la classe bourgeoise, c'est-à-dire celle qui détient les moyens de production, soit individuellement soit collectivement (*).

(*) Individuellement en partie dans le capitalisme occidental, collectivement dans le capitalisme d'Etat des prétendus pays socialistes quels qu'ils soient.

Cette violence s'incarne finalement dans la dépossession de la classe bourgeoise et l'appropriation des moyens de production par les producteurs eux-mêmes.

Du point de vue de cette violence révolutionnaire, la fixation des cadences par les ouvriers eux-mêmes (comme certaines tentatives italiennes), sont cent fois plus violentes que tout affrontement avec les C.R.S., tout simplement parce que cet acte transcende la rationalité bourgeoise et voit plus loin que la société actuelle. Au contraire la lutte des partisans, les bagarres, etc..., restent dans la rationalité du système.

D'une manière générale, toute tentative, aussi faible soit-elle, d'organiser la production par et pour soi est beaucoup plus violente que toute destruction de machine ou séquestration de directeur d'usine. Que cette organisation de la production par et pour soi ne puisse faire l'économie des séquestrations ou éventuellement d'une lutte armée, est une évidence, mais le combat révolutionnaire que nous pourrions mener dépend essentiellement de la partie que nous désirons accentuer.

Si nous mettons l'accent en premier lieu sur la lutte armée, si nous voyons dans la transformation sociale une simple « prise du pouvoir », alors les vieux arguments léninistes sont irréfutables. La bourgeoisie présente, face à la classe productrice montante, un front uni, un commandement uni et nous devons lui opposer nous-même un front uni. Face aux stratèges bourgeois doivent se dresser des stratèges « populaires » et, comme faire la guerre, fut-elle de partisans, est une opération qui demande une décision à chaque instant, il faut installer un groupe dirigeant qui doit décider de tout et qui ne rendra des comptes, s'il en rend, qu'au cours de révolutions plus ou moins culturelles.

De cette courte analyse ressort nettement le caractère ultra-léniniste, dans ses conséquences au niveau du principe de l'organisation, de la phrase « le pouvoir est au bout du fusil ». Qui plus est, on voit clairement son caractère bourgeois et même quasi-fasciste, stalinien, qui mène en droite ligne au culte du chef, au respect de ses décisions, à l'obéissance (perinde ac cadaver), fut-ce à la pensée dudit chef.

Cette position qui restitue une des divisions fondamentales du monde bourgeois, celle des dirigeants-dirigés, est particulièrement adaptée aux pays arriérés où le capital national n'est pas encore formé. Elle a fait ses preuves d'efficacité dans la Russie de 1917, puis dans la Chine de 1946. Dans les deux cas elle a permis d'installer le capitalisme d'Etat, dont elle était une préfiguration avec sa division entre ceux qui savent et pensent et le reste. Il faut cependant remarquer que dans l'un et l'autre cas le système dominant s'était trouvé affaibli par une guerre extérieure (Allemagne dans

le cas de la Russie, Japon dans celui de la Chine) entraînant un écroulement de l'appareil d'Etat. On peut aussi noter que tous les autres pays où le fusil ait réussi à triompher du pouvoir sont certaines anciennes colonies françaises et Cuba. Dans ce dernier cas, l'action de Castro bénéficia, au moins dans un premier stade, de l'aide ou de l'accord tacite d'une certaine frange du capital américain. Dans le cas des colonies françaises, la nécessaire décolonisation, c'est-à-dire un changement dans la manière d'exploiter tel ou tel pays arriéré, n'a pu prendre la forme qu'elle a connue dans les colonies anglaises par exemple, par suite de l'imbécillité de la bourgeoisie française, répugnant à toujours perdre un peu sur le moment pour garder davantage plus tard. En Indochine, comme d'ailleurs en Algérie, l'occupant français s'est trouvé déchiré, face à l'insurrection (incontestablement plus conséquente et développée au VN) entre le désir d'abandonner et celui d'écraser la révolte à fond comme au bon vieux temps. Dans les deux cas, l'aide extérieure (japonaise, américaine, chinoise nationaliste d'abord, puis russe et chinoise populaire ensuite pour le VN, américaine et arabe dans le cas de l'Algérie) n'a pas été sans influence sur l'évolution des conflits ; tout comme la rivalité entre les divers états capitalistes et les intérêts économiques. Au contraire l'O.A.S., mouvement de guérilleros incontestablement « populaire » et comme un poisson dans l'eau au sein de la population européenne d'Afrique du Nord, n'a pu faire triompher son point de vue dès que la classe dirigeante française, forte et non en décomposition, et ayant fait son choix, s'est décidée à imposer le sien (1).

La théorie du « pouvoir au bout du fusil » s'applique donc tout au plus aux pays arriérés, car, par sa similitude avec le système hiérarchique, par le fait que la lutte armée permet de former les cadres de la société future, que la lutte des partisans permet une « démocratisation » à l'échelon local avec une centralisation à l'échelon général, elle est adaptée à la transformation de la société féodale en capital d'état, au remplacement des vieilles classes dominantes par les nouvelles. Sans doute l'écrasement de la vieille mentalité féodale et le passage de l'ensemble de la population à la mentalité capitaliste moderne ne prend pas le même visage dans les différents pays. Elle ne se fait pas sans heurts : résistance des diverses couches aux nouvelles relations socia-

(1) Cette allusion à l'O.A.S. a fait sursauter beaucoup de camarades. Si on veut bien relire le passage, on verra qu'il n'y est fait aucun amalgame entre l'O.A.S. et les mouvements révolutionnaires actuels. Volontairement, on a fait abstraction de beaucoup de facteurs pour insister sur les limitations de la violence et contraindre ainsi à la réflexion. De toute manière, tirer le bilan de l'O.A.S. ne serait pas sans intérêt pour les révolutionnaires ne serait ce que du point de vue technique.

les (par exemple des paysans à la « socialisation » des terres), procès de Moscou c'est-à-dire : destruction d'une certaine clique bureaucratique soutenant une position déterminée et dépassée par le paysannat (Boukharine), révolution culturelle (c'est-à-dire : pour autant qu'on puisse en juger, introduction de la pensée occidentale par l'intermédiaire de celle d'un génial vulgarisateur adaptateur, nécessaire pour créer les cadres subalternes indispensables à une industrialisation plus poussée, réarrangement des diverses couches bureaucratiques, etc...) (2).

Ces quelques lignes ne font qu'effleurer ce sujet. Il faudrait y revenir plus longuement car la clarification des idées et la détermination des différences entre les groupes léninistes et les autres passe nécessairement par une critique des régimes russes, cubains et chinois.

Si, pour en revenir aux pays avancés, c'est-à-dire développés du point de vue du capital national, on voit dans la violence physique et dans la lutte armée éventuelle un sous-produit de la violence plus profonde que constitue la lutte de classe pour l'expropriation de la classe bourgeoise, la position face à la situation actuelle et future prend une tout autre forme.

On reconnaît d'emblée que le changement de mentalité des producteurs est fondamental et que le rôle de toute « organisation » révolutionnaire est de faire tout son possible pour aider à ce changement de mentalité. Sans doute celui-ci se fait-il essentiellement dans les luttes des producteurs eux-mêmes et est-il vain de vouloir susciter un tel changement, surtout lorsque les conditions « objectives » matérielles n'y sont pas. Mais le rôle idéologique, négatif ou positif, pour la prise de conscience n'est pas négligeable. Populariser les luttes réelles de producteurs, montrer en quoi elles rompent avec la tradition bourgeoise, souligner leur côté prometteur d'une organisation nouvelle de la société, tel est finalement le travail d'un groupe qui se veut véritablement révolutionnaire. Il ne s'agit pas de se constituer en avant-garde détenant la vérité et cherchant à l'imposer à l'ensemble des producteurs mais, simplement, de se faire l'écho d'un ensemble de réflexions et de pratiques des membres du groupe, réflexions et pratiques qui font, elles aussi, partie de la lutte de classe.

Cette popularisation ne signifie pas l'utilisation unique de moyens « pacifiques », ou la simple réflexion théorique dans un article. Parfois une action ponctuelle peut jouer un rôle important dans la prise de conscience, voire

plus important (par exemple le vol et la distribution des 30.000 tickets de métro), peut jouer un rôle dans la prise de conscience de l'absurdité du système de transport urbain, etc...). Ce qui est essentiel pourtant, c'est de garder présent à l'esprit que nos actions, nos prises de position, ne sont qu'une toute petite partie du processus social, qui le plus souvent n'ont d'importance que pour nous-mêmes. C'est pourquoi il est essentiel de ne pas s'enfermer dans un type d'action, dans une forme organisationnelle, dans la surenchère avec les autres groupes existants.

Mais ceci nous entraîne sur le terrain de « l'action révolutionnaire » qui ne peut être sérieusement examiné avant d'avoir dégagé certaines caractéristiques du mouvement des producteurs dans la prise en main de la réalité sociale, caractéristiques qui dépendent du développement des luttes.

En fait, et pour adopter un raisonnement « triphasé » dans le style des maos, nous pouvons distinguer trois phases dans le processus révolutionnaire, trois phases qui s'étendent sur de nombreuses années, car la révolution elle-même, si elle est une accélération et une transformation qualitative de l'histoire, ne saurait se réduire à un quelconque grand soir, fut-il le plus long de l'année. Ces trois phases correspondent à trois niveaux différents,

a) Dans la première phase, le producteur se rend compte qu'il est exploité. Cette prise de conscience est maintenant quasi faite par tous. Presque toujours le producteur trouve qu'il est exploité, même si les facteurs d'intégration jouent pour le lui faire oublier et si, le plus souvent, il estime que cette exploitation est normale et cherche à entrer dans la catégorie des exploités.

b) Dans une deuxième phase, le producteur se rend compte qu'il est exploité en commun avec les autres producteurs, c'est-à-dire qu'il fait partie d'une classe exploitée face à une classe exploitrice. Cette deuxième prise de conscience existe pour le moment à l'état latent. Le plus souvent elle est masquée par la phraséologie syndicalo-stalinienne. Elle s'accélère et devient manifeste lors des luttes collectives, grèves, émeutes, etc..., où la solidarité des producteurs face à l'ennemi commun commence à s'affirmer.

c) Dans la troisième phase enfin, le producteur se rend compte qu'avec sa classe, il peut transformer la société et supprimer l'exploitation. Cette dernière phase (qui ne peut prendre place que dans des pays avancés pour de simples raisons « objectives », matérialistes), est de loin la plus difficile et de fait, historiquement, elle n'a jamais été atteinte. Tout au plus avons-nous assisté à quelques balbutiements. C'est qu'en effet cette tâche est une tâche formidable, non seulement du point de vue de la contre-révolution qu'elle risque de

(2) Il est bon de noter que ces heurts ne sont pas sans danger pour la classe dominante. La révolution culturelle a laissé des séquelles, comme le montrent les fusillades des « gardes rouges » qui n'acceptent pas la « normalisation », ayant pris pour argent comptant les déclarations des dirigeants passés ou à venir.

déclancher, mais aussi et surtout parce que la société capitaliste a atteint un tel degré de complexité qu'il paraît impossible de la maîtriser par soi et pour soi.

Il est d'ailleurs symptomatique et normal que, tandis qu'il existe des groupes politiques et des théories politiques correspondant aux stades a) et b), ceux correspondant à la dernière phase n'existent pas ou pratiquement pas. Les théories qui existent consistent à ressortir avec une sauce plus ou moins réchauffée et pigmentée, les vieilles conceptions social-démocrates du siècle dernier, selon lesquelles la transformation sociale s'incarne dans la « prise de pouvoir » par des organisations « ouvrières » du style syndicat ou parti. Loin de se poser le formidable problème qui correspond à la gestion de la production et de la distribution par les producteurs associés, libres et égaux, à la domination du travail par l'homme, à la nécessaire intégration et domination des compétences techniques, à la transmission des connaissances, la plupart des « penseurs » se bornent à contempler ou rapetasser des vieilles lunes. Pour la plus grande partie, la société socialiste sera réalisée dès que les gens compétents seront en place, surtout si on a soin de faire de temps en temps quelques petites révolutions culturelles qui remettront les vraies compétences à leur vraie place. Pour une petite frange, réapparaît le mythe du « bon sauvage », du producteur isolé, réconcilié avec son travail en tant que travailleur isolé produisant pour ses besoins propres, quand ce n'est pas simplement la négation totale de tout travail, devenu non nécessaire grâce au développement (par qui ?) d'une automation imaginaire, et qui, dans la réalité, équivaut à prôner le retour au temps des cavernes. D'autres enfin partisans des « conseils ouvriers », dont ils ne précisent jamais le contenu, et qui sont leur tarte à la crème, leur *Deus ex machina*, comme le parti ou la démocratie pour d'autres.

Sans doute, comme l'ont indiqué les premières expériences historiques, la forme « conseils » semble être celle qui assurera la production et la distribution dans la société nouvelle, celle qui permettra de développer la solidarité de tous les producteurs et de faire entrer dans les faits la satisfaction de l'égoïsme de chacun par la satisfaction de l'égoïsme de tous. Mais on ne peut évacuer le problème que constituera leur fédération et leur coordination. Le seul essai de solution de ce problème sur le plan théorique est la brochure des camarades hollandais : *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes* (à paraître bientôt en français), mais qui reste à l'état embryonnaire. Même remarque en ce qui concerne le livre de Pannekoek sur les conseils ouvriers.

Tant qu'une solution, au moins esquissée, de ce problème n'existera pas, on ne pourra pas s'étonner de voir les militants les plus

conscients qui ne peuvent se satisfaire de rester dans les stades a) ou b), aux prises avec une sorte de « merde » ne sachant que faire : l'action de tout groupe révolutionnaire passe par la réflexion théorique. L'absence de cette réflexion est l'image de la faiblesse de la lutte de classe fondamentale dans la société.

Cette réflexion théorique doit prendre des formes multiples, parce que la tâche à réaliser est immense et de formes multiples comme la vie. C'est pourquoi il est essentiel que, de par le monde, existent des milliers et des milliers de groupes autonomes, se posant sérieusement les problèmes de la réflexion théorique et de l'action pratique. Autant de réflexions différentes, d'actions différentes, bien loin de la ligne politique juste et unique chère à tous les léninistes vrais ou déguisés, et qui est l'image même de la sclérose et de la mort bourgeoises. Ceci n'entraîne pas une dispersion dans la lutte, bien au contraire, mais une tentative d'appréhender la réalité sociale et la reconnaissance de ce que la transformation sociale sera l'œuvre des producteurs eux-mêmes, que la lutte essentielle se mène sur les lieux de production.

Les groupes existants n'ont aucune raison d'avoir une forme déterminée à l'avance, de calquer un modèle défini, d'exister pour l'éternité. Dissolutions, réformations, réamalgamations, fusions, essaimage, etc..., doivent se faire. Tous sont la condition du progrès, tout comme la confrontation des idées et des expériences, des actions de chaque groupe ou de chaque individu, tout comme également les actions ou les réflexions en commun de divers groupes ou individus. C'est ce qui s'est passé dans les périodes révolutionnaires de Russie, d'Allemagne ou d'Espagne (voire de Chine, pendant certaines phases de la révolution culturelle) où la floraison des groupes autonomes était à l'image de l'ébullition sociale.

Le problème de « l'organisation politique » ne peut donc être posé a priori. L'organisation c'est comme l'amour, ça se fait d'abord, on en parle après, si on en a envie. Comme l'amour elle doit prendre des formes multiples. Point n'est besoin de se fixer de gardes fous. L'important c'est de ne pas se fixer de fétiches, de rester modeste et de se voir comme une partie ni plus ni moins essentielle que d'autres dans le développement social, de se rendre compte que si l'on transcende la société bourgeoise sur certains points, on reste encore déterminé par elle sur beaucoup, de ne rechercher dans la mesure du possible que des actions qui avant tout cherchent à développer la conscience de la classe et la nôtre du même coup, à soutenir l'action autonome des masses. Par le développement de notre conscience, nous pouvons participer au développement de la lutte sur notre lieu de travail, avec nos camarades producteurs. Aucun lieu de la société n'est pri-

vilégié. La lutte contre la société bourgeoise doit se dérouler à tous les niveaux.

« Nous ne sommes pas perdus et nous vaincrons si nous n'avons pas désappris d'apprendre. »

**

UN DEBUT DE DISCUSSION

Ce texte d'un camarade de Paris a été lu et discuté au cours d'une réunion des camarades de Paris, tout comme l'essentiel du contenu de ce numéro. Les observations suivantes y ont été faites :

1) *l'exemple de l'O.A.S. (venant après celui de la Russie, de la Chine, de Cuba, de l'Algérie pour illustrer le slogan « le pouvoir est au bout du fusil ») est ambigu : même si cela peut servir d'exemple, aucune comparaison n'est possible car il ne s'agissait pas de la révolte contre une oppression, mais de la défense d'une situation privilégiée.*

2) *Pour la « libération » de certaines ex-colonies, si effectivement certains appuis furent essentiels, ils ne le furent qu'après le début de la révolte et dans la mesure où celle-ci existait et se développait : on doit donc souligner l'interdépendance étroite entre cette révolte et les appuis qui lui ont permis d'aboutir.*

3) *Les problèmes de la lutte des petits paysans et commerçants ne sont pas si simples qu'il est dit dans le texte. Tout dépend finalement du contexte dans lequel la lutte se déroule : si elle doit toute sa dynamique que aux seuls commerçants, et à d'autres couches capitalistes, cela peut dévier sur le fascisme. Par contre, si elle s'inscrit dans une dynamique ouvrière, cela peut aller vers le socialisme.*

4) *La formule « Le pouvoir est au bout du fusil » serait de Blanqui et non de Mao (ce qui ne change rien, au contraire).*

5) *Le texte traite sur le mode ironique du maoïsme, mais il vaudrait mieux tenter de comprendre sa signification, notamment à sa naissance dans la Chine de 1930. Mais d'autres camarades l'ont observé que le texte traite uniquement de ce que représente la transposition du maoïsme dans une société industrielle moderne comme la France - ce qui est totalement inadéquat et conduit à des monstruosité.*

6) *La fin du texte souligne l'importance du fait qu'il y ait un très grand nombre de groupes autonomes. Est-ce que cela dépend de nous ? Donnons-nous notre bénédiction ? Quelle fin nous assignons-nous par rapport à cette situation ? Si ces groupes existent effectivement : les coordonner ? S'ils n'existent pas : les créer ? On voit mal où le texte veut en venir.*

7) *Ce texte est également la reprise de la discussion amorcée dans les deux éditoriaux précédents. Il essaie d'embrasser tout et de poser les problèmes. Il faut que ce soit le début d'un débat qui doit se poursuivre.*

Note d'un camarade de Paris (5-70)

SUITE A QUELQUES REFLEXIONS

Plusieurs camarades ont tiqué sur les remarques définissant l'O.A.S. comme un « mouvement de guérilleros incontestablement populaires », ce qui était en effet le cas à Bab-el-Oued, mais pas en « métropole », et de toute façon le type de terrorisme de l'O.A.S. (assassinats et attentats visant des individus plutôt que le système capitaliste) ne correspond pas du tout, dans ses moyens et fins, à la violence exercée depuis mai par les « contestataires » (qui commencent à viser les rouages économiques ou politiques du système). Il nous paraît important de qualifier et d'analyser l'actuelle violence révolutionnaire sans se contenter de la comparer formellement à celle de mouvements très différents (tel que l'O.A.S.). Refuser les amalgames. L'argument (du P.C.F. et de France-Soir) qui met tous les « extrémis-

tes » dans le même sac relève de l'idéologie dominante, donc : méfiance.

Ceci dit, il semblerait que la violence est exercée par une partie importante, sinon par l'ensemble, d'une couche sociale, lorsque celle-ci se sent coincée, désespérée, condamnée à disparaître ou bien à demeurer en marge de la société. Katangais, blousons noirs et autres « délinquants » savent qu'ils seront toujours rejetés par la bourgeoisie (ils l'ont même été en juin 68 par les « bons militants » des groupuscules), ils se savent condamnés à la marginalité comme les « fous » sont condamnés à l'asile et les « criminels » à la prison, tant que le système capitaliste ne sera pas brisé. Jadis les travailleurs ont brisé les machines qui mettaient en péril leur existence même en tant qu'artisans ou ouvriers pouvant exercer un contrôle (limité) sur l'achèvement du produit de leur travail (industrialisation = travail parcellaire = vie parcellaire). Aujourd'hui le petit paysan est lui aussi condamné à disparaître (par l'industrialisation de l'agriculture) ainsi que le petit commerçant (par le règne du supermarché et du drugstore qui contrôlent des trusts importants, Casino, Carrefour, Publicis, Hachette, etc...). Ces couches sociales ont recours à la violence par pur désespoir, contre l'Etat, ses institutions, ses symboles et ses flics, mais sans s'en prendre (sauf exception) au système capitaliste lui-même. Toutefois, il serait stupide de ne pas tenir compte de l'évolution de leurs luttes. Voir le tract du 30 avril signé des « petits commerçants et des artisans contestataires » : « Nous nous battons pour que ça change radicalement, pour liquider les gros, pour survivre le temps que se construise la France du peuple sur les usines de la France du fric », ce qui est tout de même très différent du poujadisme.

Chez les paysans aussi il y a une escalade « politique » : ils ont commencé par déverser des centaines de tonnes de produits agricoles invendus et invendables sur les routes et places publiques, puis ils ont bloqué les routes avec tracteurs et camions et lutté violemment contre les C.R.S., ils ont occupé les locaux d'un de leurs syndicats jugé particulièrement pourri, arrêté des trains, saccagé des perceptions et, enfin, « retenu » un ministre et un préfet dans la cour d'une ferme. Ce type d'action violente de masse n'a rien de commun avec le terrorisme de l'O.A.S. et reste, au contraire, très efficace en ceci que le système économique peut être effectivement bloqué (cf. les articles du Figaro, d'Expansion, de l'Express et le discours de Chaban, par lesquels la classe dirigeante reconnaît la réalité de ces blocages). Voir à ce propos les thèses de Lotta Continua sur la rupture de l'équilibre économique par des luttes violentes et sauvages telles que chez Fiat et Pirelli.

D'autre part, le schéma traditionnel de l'appropriation des moyens de production ne coïncide plus, à lui seul, avec les besoins des exploités. La distribution, la consommation et la fétichisation de la marchandise, assument, dans le processus de la réification du capitalisme « avancé », une fonction centrale ; c'est pourquoi des formes sauvages de lutte apparaissent (ou réapparaissent) qui visent directement le rôle et le sens de la marchandise. Ce sont les pillages et les destructions par le feu des supermarchés et des magasins dans les ghettos noirs américains et aussi, plus récemment, en Allemagne, en Hollande et en France.

Quant aux attentats et à la violence sauvage qui s'amplifie et tend à se généraliser (la loi anti-casseurs constate la « contagion d'autres couches sociales ») au-delà des effets immédiats et tangibles, cela pose la question de la possibilité ou de l'impossibilité pour la bourgeoisie de récupérer le désespoir et la colère de ceux qui commettent ces violences en les ré-intégrant, en les ré-enfermant dans le champ clos et stérilisé de « la politique » (électoratisme et légalisme de la vieille gauche, ou de l'extrême-gauche et surtout du syndicalisme et du gauchisme intégré) afin de transformer la violence « négative » en force « positive » et l'obliger à se châtrer, à contribuer à l'amélioration et à la modernisation du système économique-politique existant au lieu de le briser. Un article du Monde à propos de la loi contre « les nouvelles formes de délinquance » a

évoqué très sournoisement les lois scélérates votées par réaction aux attentats anars de la « belle époque » (« ...et vive le son de l'explosion... »). L'article rappelle avec justesse que ces lois « n'ont pas été pour grand-chose dans la fin des attentats » (1894) car « cet abandon de la propagande par le fait fut essentiellement dû à l'évolution du syndicalisme. Celui-ci se montrant plus ouvert au courant révolutionnaire, les anarchistes se consacrèrent de plus en plus à l'action syndicale ». Donc, à bon entendeur, salut !

Séguy et Descamps, au lieu de combattre le courant révolutionnaire, devraient lui ouvrir les portes de leurs vénérables institutions pour mieux l'étouffer. Quant aux « fous » et « délinquants », ils feraient bien d'entrer à la C.G.T. ou à la C.F.D.T. (ou, à défaut, dans quelque groupuscule, au lieu de faire les cons et d'essayer à tout prix de bloquer le système de façon désorganisée et sauvage !

Enfin, il est évident que la question essentielle reste celle de « l'appropriation des moyens de production par les producteurs eux-mêmes », question dont les gauchistes, avec leur fausse conscience et leur militantisme aliéné, se préoccupent peu. Il faudrait tirer les leçons du mouvement de mai qui s'est laissé arrêter malgré les occupations d'usines en deça de l'autogestion. Voir aussi l'insurrection de Battaglia où la ville (gare, commissariat, usines, mairie) était entre les mains des insurgés pendant 48 heures, et où le P.C. et les flics sont intervenus avant que puisse se développer un différent type d'organisation (conseils ouvriers ?) apte à l'appropriation et à l'autogestion des moyens de production. Des camarades ont évoqué à ce sujet les vingt années de préparation en profondeur qui ont précédé les collectivisations et les expériences d'autogestion au niveau régional (agriculture et industrie) pendant la révolution en Espagne. Les anars notamment avaient accompli tout un travail d'approche, de propagande et d'entraînement avant la révolution, popularisant, par tous les moyens légaux et illégaux, l'utopie

socialiste et sa possible réalisation grâce à des formes d'action (violentes) et d'organisation (conseils) différentes, accomplissant ça et là une prise de pouvoir local pour montrer que c'était possible et « frayer la voie ». Il s'agit bien entendu de généraliser la démocratie directe et non l'avant-gardisme léniniste (qui prétend diriger les masses et contrôler le mouvement). D'où l'on conclut que, plutôt que de développer des formes de terrorisme séparées du mouvement réel des luttes, il s'agirait de radicaliser et d'approfondir — dans le sens de l'appropriation des moyens de production par les producteurs eux-mêmes — le mouvement réel des sabotages, des grèves sauvages, des pillages, des séquestrations de patron, des luttes contre la dictature des appareils syndicaux et politiques stalinien (et même « gauchistes ») etc...

Et nous, que faire en tant qu'ex-étudiants, ex-intellectuels et marginaux, qui refusons de « servir le peuple » en le dirigeant comme le fait la G.P. ? Pour assurer notre survie, nous travaillons tous dans une institution quelconque, pourquoi ne pas y organiser une prise de pouvoir par la base, en foutant en l'air son patron, sa hiérarchie, son fonctionnement « normal » et répressif et y mettre sur pied une structure autogestionnaire expérimentale ? Pourquoi pas, entre autre, dans telle maison d'édition « de gauche » très contestée, qu'il est question des transformer en coopérative ? Il s'agit d'accomplir un saut qualitatif : passer du stade de la contestation à celui de l'appropriation. Même si telle ou telle tentative n'est pas couronnée d'un succès partiel ou total (elle ne pourrait l'être que dans un mouvement généralisé) cela propage l'idée qui sera reprise et améliorée par d'autres et, en cas d'un éventuel mouvement d'occupations, telle ou telle institution (même d'importance secondaire) prête à être autogérée, ce n'est pas rien. Cela montre que la révolution sociale est possible, réalisable. Discutons d'actions concrètes et allons-y au lieu d'enculer des mouches abstraites.

Travailleurs et Syndicats

Routiers (voir I.C.O. n° 93, p. 11)

(lignes à ajouter aux conclusions d'un camarade d'A.)

« L'organisation est l'état de nos relations inter-personnelles et inter-groupes ». C'est-à-dire que cette action a été menée à l'échelon inter-régional par différents groupes (anarcho-conseillistes) ayant une connaissance inter-personnelle fréquente, ce qui permet une dynamique des groupes. Ainsi chaque groupe (sud-ouest, sud-Paris) ronéotèrent et rediffusèrent le texte du tract par petits paquets sous les essuie-glaces des poids lourds.

Il y a cependant un fait curieux, la carte géographique du réseau de diffusion coïncide avec les points de blocage des routiers. Cette remarque tend à préciser que la pratique inter-groupes aurait accéléré une situation latente en la politisant.

- pourquoi se préoccuper de leurs problèmes ?
- quels sont nos desseins véritables ?

Le problème des routiers m'intéresse pour plusieurs raisons.

Ils peuvent créer en bloquant le système capitaliste d'autres situations (les commerçants le lendemain, etc) car c'est en bloquant le système que s'affirme notre pouvoir en tant que révolutionnaires et le pouvoir des travailleurs, et ouvre une brèche.

Le plus important, c'est la conscience acquise au cours de la lutte.

Imprimerie Lang (Paris - 4-70)

(d'après des informations directes de camarades du Livre)

35.000 ouvriers. C'est le Renault du Livre : la plus

grosse imprimerie de France, après l'imprimerie nationale. Cela explique le soin particulier que la puissante fédération du livre C.G.T. met à garder la grève dans les sentiers battus et sûrs de la négociation et sur le seul plan de l'entreprise.

Pourtant l'enjeu est de taille et touche tous les ouvriers du livre : c'est la garantie d'emploi contre les licenciements et mutations résultant de la modernisation

Contre cela, après maints palabres inutiles, le syndicat du livre C.G.T. décide des grèves de 2 h. par service chez Lang seulement, à partir du lundi 20 avril... après avoir fait de sorte que la direction soit bien au courant (affiche apposée le 17 avril). Ce qui lui permet de prendre toutes dispositions pour sortir le Time le lundi 20 en temps voulu.

Dans les revendications, la garantie de l'emploi passe au dernier rang, après les 0,40 de l'heure et les histoires de maladie.

Dans la nuit du 20 au 21, pendant les deux heures d'arrêt de travail, il a été tenu une assemblée générale où certains ouvriers réclamaient le durcissement de la grève, c'est-à-dire 4 heures. A la brochure, certains camarades dépassèrent le cap des deux heures en passant outre les consignes syndicales, et en débordant les délégués. Dans la nuit du mardi au mercredi, des esprits commencèrent à s'échauffer et voulaient de plus en plus le durcissement de la grève, ce qui fit que de nouveau à la brochure les gars amplifièrent encore le mouvement, ce qui ne plaisait pas aux délégués. Le mercredi à 23 heures, les correcteurs et les rotos-hélios commençaient la grève. Aux roto-offset les délégués furent débordés par une majorité favorable aux huit heures de grève ; devant cet état de fait, les délégués provo-

quèrent une assemblée pour 1 h. 15. Après le baratin larmoyant des délégués C.G.T., quelques discussions s'engagèrent sur l'action à mener.

Le délégué C.F.D.T. posa la question suivante : sommes-nous solidaires de nos camarades bobiniens qui sont partisans de prolonger le mouvement jusqu'à la relève de sept heures ? Un vote s'ensuivit qui donna la majorité aux huit heures de grève. Le travail ayant cessé à 1 h. 15 et ne fut pas repis, les délégués C.G.T. n'étaient pas heureux. La brochure ne reprit pas le travail. (Le Combat Syndicaliste - 7-5-70 - 39, rue de la Tour d'Auvergne - Paris)

La grève passait des mains des syndicats aux mains de la base.

Le jeudi 30, devant cette situation, le syndicat ayant été impuissant à limiter la grève, la direction prend le relai. A 15 h. elle annonce le lock-out. La réplique est immédiate : occupation de l'usine. Mais la C.G.T. reprend le train ; elle a eu le temps de mettre en place un comité de grève sûr et de patronner l'occupation c'est-à-dire d'en faire son affaire de renvoyer la plus grosse partie des ouvriers chez eux. Ce n'est pas la grève avec occupation des ouvriers, c'est le lock-out patronal aménagé par la C.G.T.

Toute action reprise par un syndicat ou un parti devient une *tactique*, soumise à la finalité de l'organisation, et elle perd ainsi toute l'orientation révolutionnaire qu'elle pouvait avoir dans les mains des ouvriers. L'occupation de l'usine peut paraître un mot d'ordre supérieur à une grève tournante. Mais une grève tournante, menée par les ouvriers seuls est supérieure parce qu'*autonome*, alors que l'occupation ne l'est plus parce que tactique syndicale dans l'intérêt de l'entreprise, donc de la direction.

La suite de la grève est ce qui se déroule habituellement : le vote sur un « accord » (1.082 oui aux propositions syndicales - 1/3 des ouvriers) précède la reprise le mardi 12 mai, après 11 jours de grève.

On pourrait citer d'innombrables manœuvres de la C.G.T. pour empêcher la grève de prendre son véritable caractère, de s'étendre (le tract appelant à la solidarité financière des autres ouvriers du livre ne disait pas un seul mot des vraies raisons de la grève). Les contacts avec des grévistes ont montré le climat de méfiance soigneusement entretenu par le comité de grève C.G.T. : les « occupants » sélectionnés se sentaient plus mobilisés (pour protéger le matériel des patrons) contre les gauchistes que contre les flics.

Mais ces manœuvres restaient possibles parce que l'idéologie syndicale reste bien ancrée dans les cerveaux et que les faits eux-mêmes et l'action n'ont pas encore fait entrer dans les têtes les évidences. Pourtant les ouvriers eux-mêmes montrent dans les actes — au début de la lutte — qu'ils savent ce qu'il faut faire et pourquoi. C'est ce qui force la C.G.T. à emprunter des tactiques — l'occupation — qu'elle ne prônait jamais autrefois, et sur un mot d'ordre apparemment imposé par la base et révolutionnaire — lui permet de récupérer la lutte. Cette situation durera autant que la C.G.T. et les syndicats auront cette marge de manœuvre — d'opposants politiques — qui leur permettra, dans la forme, de répondre aux illusions syndicales des ouvriers du livre. Tout se dénouera en même temps dans d'autres luttes.

Guerra-Tarcy - Sarcelles (banlieue de Paris)

Entreprise du bâtiment - sur place depuis 1956 (il s'agit d'une immense cité nouvelle à laquelle s'ajoutent toujours de nouvelles constructions). Les ouvriers portugais, la grosse majorité (130 ou 170 ouvriers) se mettent en grève le 8 avril à l'occasion de la journée d'action lancée par la C.G.T. Mais, la C.F.D.T. fait de la surenchère et les ouvriers poursuivent la grève pendant 4 jours. C'est la première grève depuis 15 ans. Les revendications : augmentation de salaire, des fiches de paie qui puissent être contrôlées, les heures supplémentaires payées normalement au lieu d'être ajoutées sous forme de primes. La C.F.D.T. soutient la grève,

la C.G.T. finit par se mettre dans le bain. Le travail reprend avec quelques promesses, mais peu de choses en réalité : des augmentations prévues pour le 1er mai et 1er juillet rapprochées au 1er avril et 1er mai, sur les élections de délégués, une pièce pour installer un réfectoire si on trouve un terrain. Au cours de la lutte une affiche d'information est faite par des camarades et apposée dans Sarcelles : c'est bien accueilli, et même certains, l'ayant lue, proposent de verser pour la solidarité... Les portugais sont décidés à remettre ça si les discussions ne donnent rien de mieux (le salaire d'un manœuvre est passé de 3,40 à 3,80 l'heure). On peut se demander pourquoi il n'y a pas eu de grève avant. Certains l'expliquent par le fait qu'il y avait beaucoup trop de nationalités diverses pour qu'un mouvement puisse éclater en raison des communications difficiles ; mais actuellement il y a 130 portugais sur 170, ce qui fait qu'ils ont réussi à s'entendre.

Maspéro patron capitaliste ou les marchands de « soupe » populaire

Ce qui suit est le texte d'un tract qui circule dans le quartier latin et rédigé par une ex-employée de Maspéro, librairie spécialisée dans un certain « gauchisme », assez habilement délimité. (4-70)

Dans le même temps que Maspéro fait pleurer les bons intellectuels de gauche à propos de Tricontinental, il licencie purement et simplement un membre de son personnel dont la seule faute est de refuser l'intégration tant politique qu'affective au sein de la grande famille qu'est cette entreprise militante, grâce à laquelle la diffusion des grands textes révolutionnaires au sein des masses permet de préparer le Grand Jour.

Il est peut-être utile d'expliquer un peu comment le licenciement a eu lieu et comment Maspéro, par l'intermédiaire de son larbin Dupré (gérant de la librairie et chef du personnel) s'est torturé l'esprit pendant 8 mois avant d'aboutir à cette pratique digne de n'importe quel patron capitaliste :

« Je suis entré le 18 décembre, au salaire de 1100 F mensuels. Dupré m'ayant fait subir un examen oral sur mes compétences de vendeuse en librairie et m'ayant demandé si j'appartenais à une organisation (je lui ai dit que j'étais sympathisante M.L., plus précisément de la G.P.) a paru satisfait.

Néanmoins, lors de la grève de chez Gibert, en février, il a soudain semblé à Maspéro et ses sous-ordres que j'étais un élément trop militant et trop dynamique.

Mais voilà, on ne peut pas vider quelqu'un comme ça quand on est Maspéro...

Sur ce, quelques augmentations interviennent pour le personnel entré en novembre-décembre, sauf 3 personnes dont moi.

Dupré m'a expliqué plus tard que, pour les 2 autres, je ne pouvais pas parler de leur nom puisque je ne travaillais pas avec elles (elles étaient dans l'ancien magasin, moi dans le nouveau). Quant à moi, je ne méritais pas d'augmentation, c'est tout. Il paraît que c'est Maspéro qui refusait de m'augmenter. Dupré lui, à ce moment là, il m'aime bien, mais ça se gâte vite, il doit avoir des consignes, je suppose ; le truc qu'il trouvera, c'est très classique, des brimades. Rester 5 heures dans ce trou qu'est la librairie étrangère, personne n'aime ça, aussi Dupré se fait un grand plaisir de m'y envoyer systématiquement chaque fois qu'il peut. J'encaisse. Trop bien à leur goût sans doute ; ils doivent trouver autre chose.

Un soir, Dupré me dit : « Y en a marre que vous laissez voler les gens tranquillement ». Je ne réponds rien sur le coup, mais, le lendemain, j'arrive dans son bureau et j'exige des explications. Il n'a pas à s'expliquer, il n'a pas de comptes à me rendre. « Sortez ! » est son dernier mot.

Un mois après, un soir il m'accuse à nouveau de fermer les yeux sur les vols. Je suis beaucoup plus calme et lui réponds que je n'ai pas à me justifier, que je

suis son employée, que lorsqu'il me fournira des preuves, nous verrons. Les preuves, il les a, il les donnera quand il en aura envie.

Là-dessus, je pars une semaine en vacances. A mon retour, le personnel a été augmenté. Moi pas. Le personnel trouve ça injuste, commence à discuter.

2 jours après, Dupré veut me parler. Il veut « faire la paix », changer nos rapports, repartir sur une nouvelle base, une nouvelle entente. Je le remercie et le félicite d'y mettre enfin de la bonne volonté. Il me reproche mon ironie. La paix est presque faite lorsque je lui demande pourquoi je suis la seule à ne pas avoir été augmentée. Là il est déçu, jamais il n'aurait cru qu'après un tête-à-tête amical et sincère je pourrai revenir sur ce terrain basement matériel. Qu'est-ce que j'ai dans le ventre ? Décidément je suis bornée. Je veux absolument la guerre ! Tant pis. Il ricane. Bonne chance !

Les gens sont écœurés. A 5, un soir après minuit, on décide de convoquer tous les employés pour discuter, savoir où ils en sont de leurs méditations de salariés à Maspéro. Le lendemain, Dupré, aidé de quelques employés, fait courir le bruit que c'est une manœuvre pro-chinoise, stalinienne, de quel droit, au nom de qui à 5 oserait-on proposer une discussion commune ?

Le jour de la réunion, nous sommes une dizaine sur 25. On décide de demander l'égalisation progressive des salaires, des augmentations régulières, la définition des différentes qualifications et responsabilités s'il y en a, ainsi que la détermination d'une hiérarchie s'ils y tiennent. En outre, on « demande fermement » une réunion générale à Maspéro, Dupré et Jeanne Mercier avant les vacances, afin de définir tout ça une fois pour toutes.

Après plusieurs incidents technico-psychologiques, on apprend que Maspéro est en pleine dépression nerveuse et donc que la réunion n'aura pas lieu avant septembre. Chacun encaisse en disant « Qu'est-ce qu'on peut faire ? C'est impossible de se mettre en grève chez Maspéro, on réfléchira pendant les vacances, au retour, avec le recul, on aura les idées plus claires ».

C'est ainsi que chacun se disant qu'il ne fallait quand même pas aller trop loin est parti en vacances tour à tour.

Quant à moi, à mon retour, le 26 août, Dupré me convoque et me lit une lettre (qu'il refuse ensuite de me remettre) dans laquelle il indique que pour sa santé psychique, mieux valait que nous nous quittons parce qu'il « lui était impossible de supporter plus longtemps d'être traité en ennemi de classe ». Sur ce, il me dit que bien entendu il me payait le mois de préavis mais qu'il me demandait de ne pas l'effectuer et de partir sur l'heure. Je lui dis que de toute façon j'attendais ma lettre de licenciement recommandée. Je fais le tour du personnel, chacun me dit « c'est incroyable. Surtout pas question d'en discuter maintenant, il pourrait nous accuser de « faute professionnelle »... »

Ils étaient de toutes façons presque tous solidaires et ils allaient réfléchir mais « sans perdre leur sang-froid ».

Le lendemain, lettre de licenciement en poche, je suis à mon poste à l'heure habituelle, pensant que peut-être j'aurai des explications plus sérieuses. Apparemment, chacun redoublait de conscience professionnelle et se demandait comment ça allait finir.

A 18 h. 45, Dupré m'appelle dans son bureau, il me demande gentiment si j'avais bien compris ce qui m'arrivait et, voyant que je ne semblais nullement accablée et que décidément « je cherchais la bagarre », il se fâche et m'interdit de remplir les responsabilités que j'avais d'habitude. Je lui réponds que ça n'a aucune importance et que je trouverai bien quelque chose à faire, ne serait-ce que reclasser les rayons. (De toutes façons, il expliquait fort bien quand on lui demandait des conseils pour notre travail qu'on était libre, qu'il fallait avoir de l'esprit d'initiative, etc...). Mais en redescendant du bureau, je trouve un huissier qui m'attendait afin de procéder à la sommation légale pour quitter « les lieux dans lesquels je me jerpétais sans titre, ni droit », occupation par laquelle je « cau-

sais un grave préjudice à la société requérante ». Je signe et je pars sur l'heure.

Malgré le manque évident de soutien de la part des autres employés, j'ai décidé d'attaquer Maspéro en prud'hommes. L'affaire passe le lundi 11 mai à 13 h. ».

PRENDS GARDE MASPERO, L'AFFAIRE NE SERA PAS CLASSEE DE SI TOT ! ! !

« Dernière heure : Je suis passée aux prud'hommes devant deux délégués patronaux et deux délégués CGT (au début de l'année, un syndicat C.G.T. a été constitué chez Maspéro...). Bien entendu, j'ai été déboutée. »

Eboueurs de Paris - grève du 20 au 29 avril 70 (d'informations diverses)

Il est bien difficile de parler de ces 10 jours de grève : elle paraît contrôlée de bout en bout par la C.G.T. Pourtant c'est le type même de grèves qui se déroulent actuellement en France avec les traits suivants :

— la participation totale des travailleurs étrangers, les 2/3 des 4.000 ouvriers du nettoyage ; mais sans qu'on puisse dire quelle a été leur action réelle, comment furent utilisées les divisions catégorielles, notamment entre titulaires (français seuls) et saisonniers (les seuls étrangers).

— l'action directe larvée (sabotage de bennes) qui oblige à recourir à des transports privés avec des jeunes (pas de solidarité).

— l'intervention de la troupe (soldats du contingent ramenés d'Allemagne).

— la fin de la grève décidée « à l'issue d'une réunion houleuse qui a rassemblé environ 1.500 agents sur 4.200 à une faible majorité » (Le Monde 29-4-70). La C.G.T. était — bien sûr — pour la reprise. 1.500 était-ce les français titulaires seuls ? Et encore une faible majorité. — l'action parallèle étudiante — ci-après tract émanant des Beaux-Arts et rediffusé partout.

**SOUTENONS LA GREVE DES EBOUEURS !
RENVERSONS LES POUBELLES !**

L'argent n'a peut-être pas d'auteur, mais le système capitaliste est en train d'en trouver une, celle qu'il mérite, celle de la merde !

La ville commence à s'emplir de poubelles, résidus d'une société qui consomme autant qu'elle jette, société marchande contemplant aujourd'hui le spectacle de ses emballages encore à demi pleins, société pauvre qui crache des résidus de luxe pour conserver ses faibles forces productives.

Aujourd'hui les éboueurs (90 % de travailleurs immigrés) refusent d'être confondus à la merde qu'ils transportent.

La bourgeoisie n'aimant pas avoir sa barboteuse urbaine pleine de caca, fait appel à son armée briseuse de grèves pour casser les reins du mouvement ouvrier.

Si aujourd'hui le système capitaliste marchand progresse avec l'histoire de ses poubelles, il ne faut pas oublier ces autres poubelles de l'histoire qui sentent elles aussi le cadavre formolé (Lénine aurait 100 ans !) cadavre dont les adeptes cherchent encore à mystifier et à détourner la juste lutte des travailleurs immigrés.

Renversons les poubelles :

.. dans les entrées des immeubles « chics » et des hôtels particuliers.

.. dans le hall des hôtels luxueux, des bordels pour politiciards et les boîtes de nuit.

.. dans les magasins : bijoutiers, orfèvres, mode et drugstores.

.. dans les galeries de peinture et les sites artistiques : musées, grands spectacles.

.. dans les voitures officielles : C.M., C.M.D., C.D.
**A BAS LES NEGRIERS DU CAPITAL
RENVERSONS LES POUBELLES.**

SYNDICATS, MILITANTS ET TRAVAILLEURS (Commissariat à l'Energie Atomique - C.E.A. Saclay) (5-70)

A l'occasion de l'élection des délégués du personnel, on a vu, à Saclay, fleurir pour la première fois des affiches appelant à l'abstention ; deux séries d'affiches en fait, invoquant des arguments différents. La première était une opposition de principe : on ne délègue pas ses pouvoirs à des organisations qui refusent de discuter avec les électeurs (jugés incompétents ou « mineurs »), de décisions, de « conventions » engageant l'avenir de tous. La seconde exprimait un regret, même s'il était formulé de manière agressive : celui de l'absence d'un syndicat non réformiste ; ce regret aurait d'ailleurs du, logiquement, entraîner une incitation à un vote blanc ou nul. Malgré l'identité du slogan, il y a donc certaines divergences dans l'appréciation du rôle possible d'un syndicat, même s'il y a accord sur le rôle actuel des syndicats existants. Il paraît donc nécessaire de préciser les points de vue.

Les grands syndicats des pays développés, quelles que soient leurs couleurs politiques ou leur nationalité, reproduisent fidèlement, dans leurs structures, les caractères de la société où ils s'insèrent : à la base des adhérents (ou des citoyens) qui « font confiance » à leur élus (Pompidou ou Séguy, Duclos ou Bergeron, c'est tout un) ; aux sommets, ces élus nantis de la confiance des électeurs prennent leurs décisions en lieu et place des intéressés ; entre les deux une pyramide hiérarchique chargée de transmettre au sommet la « température » de la base, et en retour de faire exécuter ou entériner par celle-ci les décisions du sommet. En déposant un bulletin dans une urne, tous les ans, tous les quatre, ou tous les sept, les travailleurs se déchargent de la responsabilité de leur propre situation pour s'en remettre à une organisation tutélaire qui leur octroie (gouvernement) ou leur obtient (syndicat) des satisfactions, appréciées certes, mais qui ne changent rien, fondamentalement à leur situation dans la société.

Pourrait-il en être autrement ? Plus exactement peut-on imaginer aujourd'hui, un syndicalisme réellement révolutionnaire ? Cela ne paraît pas pensable — pour la raison évidente que la bourgeoisie ne saurait donner les moyens légaux de sa propre destruction en tant que classe. Pendant longtemps, le droit de s'associer fut refusé aux ouvriers, parce que considéré comme trop dangereux ; et, comme beaucoup de conquêtes qui ont fait l'objet de luttes difficiles, celle-ci tient beaucoup au cœur des gens. Pourtant cette conquête à peine effectuée avait déjà changé de nature : le syndicat est et doit rester une organisation de défense strictement professionnelle ; aller au delà, c'est « faire de la politique », ce qui est un péché, ou de « l'agitation » ce qui est le péché mortel par excellence. Les syndicats, qu'ils le veuillent ou non, sont donc limités à obtenir des améliorations de salaires ou de conditions de travail, améliorations qui ne sont d'ailleurs accordées que pour rendre leur condition tout juste supportable aux travailleurs et éviter ainsi les soubresauts prévisibles que des conditions trop dures engendreraient inévitablement. Moyennant quoi, la bourgeoisie peut prévoir avec une bonne précision l'augmentation de ses charges salariales et même le nombre d'heures perdues du fait de grève et moduler ainsi sa production, ses investissements, ses prix. Les concessions faites ici par la classe dominante sous la pression d'une lutte souvent dure et acharnée des travailleurs, sont par la suite « récupérées » sous forme d'augmentation de l'intensité du travail, de sa productivité. A posteriori elles apparaissent comme la condition préalable nécessaire à un nouveau développement de l'exploitation du travail. (les congés payés par exemple, maintenant généralisés, autorisent l'augmentation des cadences puisque la main-d'œuvre peut se restaurer chaque année par les bains de mer ou le repos à la montagne ! Même chose en ce qui concerne la sécurité sociale). Bien entendu la marge de manœuvre de la bourgeoisie dans ce domaine est limitée par la concurrence nationale et internationale. Mais les patrons « persuadent » les syndicats de transmettre à la base qu'il n'y a rien à gagner à trop deman-

der, car mettre en difficulté l'entreprise engendre la crise et le chômage. Il faut donc se contenter de peu pour obtenir un peu plus de temps en temps. « On hasarde de perdre en voulant trop gagner » disait déjà ce « bon » La Fontaine. Les syndicats sont donc « raisonnables », sinon dans leurs slogans, du moins dans les accords qu'ils acceptent de signer. Ils contribuent ainsi, en fait, à stabiliser le système et non à le détruire quel que soit le contenu de la « Charte d'Amiens » et les déclarations « gauchistes » de Janson.

Parler de trahison des dirigeants syndicaux, de réforme du syndicat n'a donc aucun sens. L'institution, telle qu'elle est, ne peut fonctionner autrement. La bourgeoisie progressiste en est consciente qui réclame des syndicats « forts », c'est-à-dire qui tiennent bien leurs troupes en main. Mais il existe, surtout en France, une fraction « arriérée » de la bourgeoisie qui continue à considérer les syndicats du même œil que ses ancêtres il y a cent ans et mène contre eux un combat d'arrière-garde. La lutte pour l'implantation syndicale dans une entreprise prend alors, les souvenirs aidant et aussi la brutalité des techniques patronales, un petit air de révolution, alors qu'en fait il s'agit seulement d'une adaptation (et dans le système capitaliste elles ne se font jamais sans douleurs ni violences) au mode de fonctionnement actuel du système.

Les syndicats sont donc une institution intégrante du système. Comme dans toute autre institution on peut évidemment y faire carrière, brillante ou modeste. Au sommet le secrétaire de la Fédération ou de la Confédération est sans doute élu. Mais, l'expérience l'a montré, sa situation est infiniment plus stable que celle d'un président de la République ! Les permanents syndicaux sont des fonctionnaires, et comme tels obéissent à leur hiérarchie. C'est logique et humain : éloignés de la vie professionnelle depuis un nombre d'années plus ou moins grand, ils ne peuvent qu'envisager avec crainte un retour dans le circuit de production. Ils seront donc attachés à préserver la puissance de leur syndicat et suffisamment prudents pour éviter de le, ou de se, compromettre dans des actions « irresponsables ».

Restent les délégués de la base, ceux sur qui repose en définitive l'audience du syndicat. Ceux-là ont une position beaucoup plus inconfortable et sont soumis à trois pressions contradictoires : celle du patron, toujours soucieux de limiter au maximum toute forme de contestation, et dont l'opposition va de la brutalité franche à l'essai d'intégration ouverte en passant par toute la gamme des brimades et mesquineries imaginables ; celle du syndicat qui réclame d'eux la combattivité et l'initiative, mais à l'intérieur de consignes et de limites précises qui sont celles de la « stratégie » politique du syndicat, organisme en concurrence avec d'autres, et désireux d'accroître son assise et sa puissance à l'intérieur du système ; enfin celle de leurs camarades de travail, qui est extrêmement variable dans le temps et dans la forme, et qui va de la récrimination au sujet des pots de moutarde à la cantine jusqu'à la revendication salariale et, plus rarement, à la lutte ouverte contre le patron lorsque la situation leur devient intolérable. Le délégué a pour tâche, du moins c'est ce qu'on attend de lui, tantôt d'exciter ses camarades à l'action pour renforcer l'autorité du syndicat face au patron, tantôt au contraire de les calmer, voire de les décourager, et en tout cas de les « récupérer » si leurs revendications sont jugées déraisonnables et non endossables par le syndicat ou si leur forme de lutte sort des schémas traditionnels.

Il n'a donc pas d'initiative à avoir au niveau de la lutte. Par contre, il lui est fortement recommandé de s'attacher aux détails de la vie quotidienne, d'où un incroyable gaspillage d'énergie au niveau des pots de moutarde, des vêtements de travail et autres gadgets dans lesquels le patron comme le syndicat use la combattivité du délégué. Ne le plaignons pas trop toute fois ; il a, surtout s'il est ouvrier, des compensations : numéro anonyme dans une usine, ou sur une chaîne, il accède en devenant délégué à une dignité sociale et devient ainsi supérieur à ses camarades. Dans notre

société, être « responsable » est une qualité qui n'est pas reconnue à tout homme (sauf devant un tribunal quand il s'agit d'être condamné). Être « responsable » ne peut être le fait que d'individus supérieurs aptes à juger et à prendre des décisions au nom des autres, considérés comme mineurs, indifférents, ou ce qui est pire « irresponsables ». Et cette forme de promotion sociale n'est pas appréciée seulement par les ouvriers : techniciens et cadres y sont tout aussi sensibles.

Quelles pourront être, dans une telle situation, les attitudes possibles d'un délégué ? Éliminons d'emblée (ils existent) ceux qui se servent de la plate-forme syndicale pour monter dans la hiérarchie de leur « boîte ». Ceux-là de toute façon abandonnent l'action syndicale dès qu'ils ont réalisé leurs ambitions. Il y a ceux qui font carrière dans le syndicalisme décrits plus haut, tout dévoués, et pour cause, à leur syndicat. Seuls nous intéressent ici ceux qui continuent à militer à la base.

En période calme, tout va bien. Le délégué s'occupe d'aplanir, autant qu'il le peut, les multiples problèmes quotidiens — ce qui est son travail pour les camarades — et de faire la propagande pour son syndicat, recruter des adhérents, faire rentrer les cotisations, etc... Tout cela lui prend beaucoup de temps, beaucoup plus qu'il ne lui en est accordé sur son temps de travail. Mais ce nouveau travail lui tient à cœur, lui paraît utile, bien plus, généralement, que celui pour lequel il est payé ; en sorte que ces heures données par le patron représentent pour lui un avantage, une promotion matérielle non négligeable. De plus il jouit d'une certaine estime auprès des travailleurs et auprès des syndicats — sans compter qu'il est devenu un « personnage » aux yeux de la hiérarchie et du patron —. Sans doute la puissante machinerie syndicale, son efficacité, son prestige, lui paraissent-ils incomparables plus solides — et protecteurs — que la masse des travailleurs, indifférente apparemment à bien des problèmes importants, « râlant » souvent, mais ne se remuant que peu, plus intéressée par la voiture, le tiercé, la télévision ou les vacances, que par la transformation de la société. Au bout de quelques années de ce régime le délégué n'a que deux possibilités : soit la routine et la fidélité au syndicat, soit l'écoeurement complet et le repliement sur soi-même.

Vienne une situation comme celle de mai 1968 et toutes les bases s'écroulent : cette masse amorphe brusquement se réveille — mais pas dans les bras des syndicats ! Elle veut s'organiser elle-même, à sa façon, et choisir ses délégués sans qu'ils lui soient imposés par une liste établie plus haut. En général, lorsque le mouvement est suffisamment puissant, le délégué syndical est véritablement saisi de vertige, voire de panique. Tant d'années de militantisme et de dévouement pour en arriver là ! Il retombe dans le rang, il n'est plus qu'un travailleur parmi d'autres et sa voix n'est pas plus écoutée malgré son passé. Pire encore : s'il traduit trop ouvertement l'hostilité de son syndicat à ce mouvement sauvage, il se fait huer. La hargne le saisit au fond de lui-même. Toutefois son passé de négociateur lui a appris à louvoyer : il s'emploiera donc, toujours poussé par son syndicat, à canaliser le mouvement dans les moules traditionnels, en faisant les concessions indispensables.

Une minorité toutefois, retrouvant matérialisés les espoirs de jeunesse, participera au mouvement avec enthousiasme. Mais c'est là que les difficultés commenceront. Pendant des années le militant syndical s'est persuadé que l'intérêt des travailleurs et celui du syndicat coïncidaient. Et brusquement il s'aperçoit que dans cette situation au moins, c'est faux. C'est un déchirement supportable tant que l'enthousiasme de la lutte persiste, beaucoup moins quand le mouvement récupéré, avorté, les gens retombent dans leur passivité d'autrefois. Car on ne perd pas facilement la lucidité acquise, et les manœuvres syndicales, qui avant étaient acceptées ou justifiées par le militant, le choquent et le blessent à présent ; mais il est tout aussi difficile de rompre avec tout un passé, de couper le cordon ombilical, d'admettre qu'il n'existe pas d'organisation tutélaire à qui on puisse faire confiance.

Il est décourageant aussi de penser que si les syndicats ne sont pas ce qu'ils devraient être, ils sont réformables, fut-ce au prix de grandes difficultés.

Ces attitudes ne sont pas propres seulement aux militants. On les retrouve avec plus ou moins d'acuité dans la masse des travailleurs, même non syndiqués. C'est pourquoi, après mai, on a assisté dans les syndicats à un double mouvement d'entrée et de sortie. Les uns se sont radicalisés, les autres ont recherché la sécurité morale des situations sans imprévu.

La route est sans doute encore longue qui mènera les travailleurs à prendre conscience que les syndicats seront toujours un obstacle à leurs efforts d'émancipation. Pourtant depuis mai une critique « gauchiste » des syndicats est beaucoup mieux acceptée et comprise qu'avant. L'expérience...

Il est logique pourtant de penser que si les travailleurs s'organisent eux-mêmes, le syndicat perd sa raison d'être. Or on n'a jamais vu dans l'histoire une organisation possédant quelque puissance accepter de disparaître sans lutter âprement pour sa survie. Les syndicats ne peuvent donc que s'opposer à une véritable auto-organisation, ce qui rend celle-ci encore plus difficile à imaginer, et c'est cela qui fait peur. La vérité est que l'auto-gestion, l'auto-organisation, réclament non pas les capacités exceptionnelles de quelques uns, mais l'énergie, l'intérêt, la persévérance de tous. Il est évidemment moins difficile et plus reposant de déposer dans une urne un bulletin contenant une liste préfabriquée. Mais il faut savoir que cet acte qui n'engage à rien, ne coûte rien, ne changera rien non plus.

LES FORMES DE LA VIOLENCE DANS L'ENTREPRISE

(d'un camarade de Paris - 5-70)

Derrière les maoïstes de la Gauche Prolétarienne et leur exemple monté en épingle, avec beaucoup de bluff en ce qui concerne le rôle, l'influence de leurs militants et la dimension des faits cités (Chantiers Navals de Dunkerque, Vallourec à Aulnoye, segments Bollée au Mans) la presse « gauchisante et gauchiste » découvre la violence dans l'entreprise.

Il est bon que de telles évidences puissent être citées dans la grande presse, brisant le cadre lénifiant des rares comptes rendus des luttes ouvrières. Cela rend perceptible à tous que l'économie capitaliste est contrainte et violence, que la seule réponse est une autre violence et que depuis mai 68, la démythification du réformisme et des « politiques contractuelles », s'accompagne fréquemment d'acte de violence ouverte et offensive dans de nombreuses grèves.

Les maoïstes ne sont pour rien dans ces actes violents (au contraire ils ne peuvent s'y référer et l'utiliser que parce qu'ils existent sous cette forme nouvelle) ; mais la lutte de classe ne peut se développer que si les travailleurs connaissent et prennent conscience que ce qu'ils font ou ont envie de faire, d'autres frères de lutte le font aussi. Il faut faire connaître à tous, par tous les moyens, ce qui se passe ailleurs.

Il est aussi bon que les maoïstes insistent sur la durée d'un processus révolutionnaire et que celui-ci ne peut qu'être accompagné de transformations idéologiques profondes, d'une véritable libération. Il est évident que Mao n'a rien à voir là-dedans, mais seulement l'action autonome des travailleurs. Et cela il faut le dire aussi. La lutte des travailleurs fera d'ailleurs justice, le moment venu, comme pour toutes les autres organisations de leurs tentatives de s'approprier le mouvement, de se faire passer pour les généraux lucides de la nouvelle longue marche.

C'est précisément cette vision léniniste, avant-gardiste qui leur fait négliger d'autres formes de violence plus quotidiennes, plus terre à terre, moins spectaculaires, les refus de groupes de travailleurs de se laisser imposer certaines conditions de travail, la volonté d'imposer d'autres conditions de travail. La violence qui s'y exprime pour être retenue, n'en est pas moins ou-

verte et certainement beaucoup plus déterminée, consciente ; plus que les explosions de défoulement contre des vexations et des violences longtemps subies et de contre-violences retenues ; cette autre forme de violence exprime et crée le rapport de force dans l'entreprise : elle donne aux dirigeants la mesure de ce qu'ils peuvent imposer ou accepter, sans risquer une explosion de violence ouverte, la grève avec ses formes offensives présentes.

En regard de l'explosion de Vallourec (voir I.C.O. n° 93, p. 12) de la séquestration des patrons, tout cela récupéré par les syndicats après l'intervention des flics, (voir par exemple les manifestations de rues traditionnelles pour faire stopper les poursuites judiciaires contre les ouvriers qui s'étaient mis en avant) on peut mettre l'action de 90 ouvriers des cokeries d'Hagon-dange (aciéries Wendel-Sidélor) qui ont tenu le coup un mois et demi, réduisant 5.000 ouvriers au chômage, refusant toutes les propositions de reprise syndicale jusqu'à ce qu'un biais (prime de chaleur payée toute l'année) leur permette d'approcher la parité de salaires qu'ils revendiquaient.

En regard, on peut mettre aussi Berliet à Lyon (voir I.C.O. n° 93, p. 11) où la lutte de la base contre les cadences a foutu en l'air l'accord d'entreprise, forcé les syndicats à récupérer la grève et à la terminer par un nouvel accord qui proscribit plus ou moins de nouvelles actions syndicales, ceci après avoir épuisé les ouvriers par la tactique classique des grèves tournantes. On verra ce que ceux-ci feront du nouveau chiffon de papier. Mais le refus des cadences c'est une forme de violence beaucoup plus efficace et révolutionnaire que de forcer le patron à pisser dans son bureau comme à Aulnoy.

Un camarade citant l'exemple d'un petit atelier de fonderie où les ouvriers nord-africains n'ont rien dit lorsque le patron a manqué sa parole dans une promesse d'augmentation : trois mois après, sans grève, en utilisant habilement l'absentéisme et de petits sabotages techniques (qui ne sont pas du sabotage ouvert, mais des tructs de métier qu'il suffit de négliger), l'atelier était complètement désorganisé et des séries de pièces loupées.

Dans un laboratoire d'une fac de sciences, 50 ouvriers et techniciens décident de prendre le pont de l'Ascension qu'on leur refuse. En Assemblée Générale. Et sans prendre la peine d'aviser le chef autrement que par un avis apposé sur la porte déclarant que le vendredi en question serait chômé.

Des faits de ce genre, ils sont légions dans les luttes quotidiennes à l'échelon individuel, comme à l'échelon collectif. Ils font partie de cette guerre incessante qu'est la lutte de classe sur les lieux de travail, de production ; toute « victoire ouvrière » est immédiatement digérée par de nouveaux ferments d'exploitation ; toute « victoire patronale », ou tentative d'imposer des conditions plus dures d'exploitation, d'ignorer le niveau réel du rapport des forces, conduit à des explosions brutales, genre Vallourec, ou à une violence retenue genre Berliet, ou à cette action indirecte plus consciencieuse comme dans les exemples cités ci-dessus.

Tout cela c'est la lutte de classe, mais nous pensons contrairement à ceux qui exaltent la seule violence ouverte, que les formes les plus révolutionnaires et les plus conscientes sont celles qui imposent avec une détermination calme la volonté des travailleurs. Ce qui n'exclut nullement, que dans le cours d'une lutte, ces mêmes travailleurs soient conduits pour triompher, à user d'autres formes de violence. Mais seulement comme un moyen dicté par les circonstances et pas du tout comme l'acte exemplaire calculé, acte de rupture délibéré ou de propagande par le fait.

DES SOIT-DISANT CONQUETES OUVRIERES

(d'un camarade des Ardennes - 5-70)

INTRODUCTION

On peut lire dans le numéro 3 de Révolution Internationale (Giné, B.P. 183 Toulouse 01) les réflexions sui-

vantes : « Il y a un siècle, la constitution d'organisations syndicales était pour la classe ouvrière un sujet de lutte contre le gouvernement. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui lutte pour la syndicalisation des ouvriers ». Suivait alors un article sur les grèves sauvages qui se terminait par des interrogations : « Les ouvriers du siècle dernier avaient-ils donc tort de former des organisations syndicales ? Marx se trompait-il lourdement quand il y voyait un pas fondamental dans la lutte historique du prolétariat ? ». Et l'article concluait que la situation actuelle était due au fait que le capitalisme était devenu un système historiquement décadent.

UN PEU D'HISTOIRE

(référence : problèmes humains du machinisme industriel - G. Friedmann - ed Gallimard)

1) du pré-capitalisme ou du déclin du capitalisme ?

L'auteur du livre distingue deux révolutions industrielles, la 1ère avait été caractérisée par le triomphe de la machine à vapeur, du charbon, « le pain de l'industrie » et le passage de la manufacture à la fabrique ; la seconde correspond à un déploiement intense et varié de techniques où domine la pénétration massive des ateliers par l'énergie électrique. Si on regarde la situation actuelle du progrès technique, on peut distinguer deux cas :

a) le déclin du capitalisme après 14-18 (je cite R.I. n° 3) par « la période l'inflation constante, par la saturation des marchés, par l'exacerbation des antagonismes impérialistes et du besoin de destruction massive par la guerre et l'économie d'armement ».

b) il y a pré-capitalisme (c'est mon avis) en marche vers le véritable capitalisme en regard de l'immense débouché des produits industriels qui ne fait que s'accroître et le soit disant déclin du capitalisme ne serait qu'un amuse gueule pour les pauvres couillons que nous sommes avec tout ce que cela entraîne comme luttes ouvrières : amélioration des conditions de travail, défense du pouvoir d'achat, défense de l'emploi, et j'en passe ; on peut même poser le raisonnement suivant : et si le capitalisme avait besoin des critiques les plus exacerbées pour rétablir son équilibre et opérer une prise de conscience sur lui-même qu'il est incapable d'assurer de l'intérieur ? Qui sont les jaunes dans ce cas ? 1789 ? 1848 ? 1968 ? Chaque révolution avortée ne consolide-t-elle pas les assises du capitalisme par ces prises de conscience ? Et oui, échec du socialisme en Russie, en Chine et ailleurs ? Cela s'explique peut-être... Impérialisme à l'Ouest comme à l'Est. Illusion, trompe l'œil au-delà des faits naturels. Il faut voir plus loin.

2) à propos des 40 heures et des conquêtes ouvrières

On a souvent dit que les syndicats avaient arraché les 40 heures et autres améliorations du travail. Voyons ce qu'il en est et posons la question : les syndicats ont-ils râté le coche ? Citons Friedmann p. 25 « ...Précisément, cette action industrielle avait été amorcée durant la première guerre en Angleterre par les enquêtes du Health of Munition Workers Committee. Partout les recherches sur la fatigue ont bénéficié du fait qu'elles étaient susceptibles de servir l'intérêt des entreprises. Les luttes ouvrières développant le mouvement syndical ont vigoureusement contribué à imposer la législation sociale et les premières mesures d'hygiène. Mais le développement du machinisme commandait aux industriels de ne pas étendre démesurément la journée de travail, de remplacer sa durée extensive par une durée intensive, d'en remplir le plus possible les « pores », étant donné l'importance du capital fixe désormais investi dans l'outillage mécanique. Or, puisque les machines tournaient de plus en plus vite, le rendement devait être de plus en plus élevé, il importait de chercher méthodiquement les causes capables de le diminuer et d'affecter la qualité du travail. Est-ce un hasard si ces recherches se sont multipliées au moment de la guerre 14-18 (on est loin de 1936) autour des industries d'armement tournant à un rythme accéléré et dans les pays où la main-d'œuvre était relativement

moins abondante. C'est un fait que les travaux indiciels sur la fatigue se sont développés plus rapidement en Grande Bretagne qu'aux U.S.A., par exemple les enquêtes sur les variations dans la qualité et le rendement, les pertes de temps, la fluidité du travail (c'est-à-dire l'instabilité des ouvriers dans les entreprises), les accidents, l'énergie dépensée au cours des opérations industrielles, la maladie et la mortalité. A travers ces effets ayant tous une incidence sur le rendement, les enquêteurs se sont efforcés d'atteindre la fatigue. *Les sciences de l'homme n'ont donc pu pénétrer dans les usines que par la médiation du profit...* »

« ...Bientôt, les progrès de la construction des machines, et aussi ceux de la qualification ouvrière (aujourd'hui on nous parle de promotion sociale, de cours du soir, d'offres d'emplois spécialisés non satisfaisants, où est le déclin dans tout cela, il y a plutôt continuité), permirent d'augmenter la vitesse et l'intensité du travail. Pendant près d'un demi siècle (avant 1914), dans l'industrie anglaise qui demeura le prototype de cette évolution, la prolongation de la journée de travail alla de pair avec l'intensification. Mais un moment vint où les deux évolutions entrèrent en conflit. Il est clair en effet que, pour des travaux industriels de plus en plus uniformes et réguliers, répétés chaque jour, et bientôt chaque heure, chaque minute, il doit arriver un moment où on ne peut augmenter la durée de la journée de travail sans porter atteinte à l'intensité de celui-ci ou au rendement. C'est-à-dire un moment où la grandeur extensive (durée) doit être sacrifiée à la grandeur intensive (rendement). L'accroissement de l'intensité entraîne alors nécessairement une réduction de la durée : la considération même de son profit amenant ainsi le capitalisme industriel à accepter et même désirer une réduction de la journée de travail. C'est dans le même esprit qu'il a parfois favorisé des recherches scientifiques au tour du problème du travail... » (p. 80)

Et Friedmann nous livre le tableau suivant :

heures nominales	heures réelles	indice rend. horaire	rendement hebdom.	indice rend. hebdom.
74,5	66,00	100	6600	100
63,5	54,4	121	6582	100
53,3	47,5	127	7458	113

Il ajoute :

- 1) la réduction de la journée de travail a pour effet de diminuer les accidents, le travail gâché, absences maladie.
- 2) la réduction de la journée de travail de 12 h à 10 h augmente le rendement horaire et journalier.
- 3) la réduction de 10 h à 8 h accentue ces effets sauf pour certaines opérations dont la vitesse dépend elle-même de celle des machines.
- 4) en dessous de 8 h, la réduction de la journée de travail, bien qu'elle augmente encore le rendement horaire n'accroît pas en général le rendement journalier (c'est là que le travail à temps partiel peut trouver une justification - voir le Monde 23-12-69).

QUI A RATE LE COCHE ?

1) On constate qu'en 1914, le capitalisme savait déjà qu'il avait intérêt à diminuer le temps de travail. Qui alors nous a présenté la chose comme une conquête ouvrière, qui, 56 ans après n'est pas encore appliquée mais continue encore à jouer le rôle d'amuse gueule (si les gars font plus de 40 h, ce n'est pas ma faute) et fait l'objet de tractations plus ou moins sordides ? De qui s'est-on moqué ?

2) dès 1914, les sciences humaines (que j'appelle « sciences de la prostitution ») telles que psychotechniques et autres, ne sont que des sciences capitalistes (ou socialistes ou maoïstes) répondant à des exigences capitalistes (ou...). C'est ainsi que toutes les recherches sur l'amélioration des conditions de travail, bruit, poussières, relaxation, éclairage, et j'en passe, ne visent nullement, comme on pourrait le croire, à améliorer le ni-

veau moral des individus, mais au contraire entretiennent chez l'individu une aliénation complète de sa liberté. Ce n'est plus qu'un matricule anonyme parmi d'autres et l'on comprend parfaitement pourquoi l'informatique, et les ordinateurs commencent réellement à prendre une place importante et leur utilisation répressive au niveau des consciences. Certes, à époque nouvelle, moyens nouveaux, mais pas de libération de l'individu. Où se situe le déclin du capitalisme ? La querelle serait-elle vaine et ne confirmerait-elle pas l'existence même du capitalisme au lieu de le nier ?

3) On pourrait penser que la réduction du travail à 3 h par jour soit bénéfique puisqu'elle accorderait de nombreuses heures de liberté. Qu'en est-il au fait ? On a dit précédemment que l'on avait remplacé la durée extensive par la durée intensive. Autrement dit, 8 h de travail aujourd'hui égale 12 h de travail autrefois. Ce qui suppose une énorme quantité de fatigue résiduelle. A-t-on réellement gagné 4 h. Pourquoi les « personnes âgées » ont-elles du mal à se recaser ? Les patrons savent bien qu'elles ont accumulé un potentiel de fatigue résiduel nuisible au rendement. Gain peut-être nul pour l'individu, mais pour le patron gain appréciable, ça lui permet de faire tourner trois équipes par 24 h dans son usine. Pour le travailleur, on a subtilisé le temps de travail (12 h autrefois) ce qui l'handicapait pour son émancipation, par un travail intensif de durée moindre de façon à lui donner une fatigue nécessaire en remplacement des heures perdues. Et comme cela n'était pas suffisant, on a créé des œuvres sociales, des associations sportives (grâce aux luttes sociales) de façon à lui faire croire qu'il se rendait utile (ce n'est pas pour rien qu'il y a un déficit de la Sécurité Sociale, on peut y laisser sa combattivité) et à lui inoculer le virus de la compétition, tout ce qu'il y a de plus sain pour la survie du capitalisme (embrigadement par le sport, l'armée ; la participation, le dialogue, etc...) tous les moyens sont bons.

CONCLUSION (hâtive)

Le bilan est pessimiste. La science est capitaliste. La liberté (qu'est-ce que c'est que ça) en voie d'extinction par une consommation effrénée. Les syndicats sont par essence capitalistes ou intégrés au système et n'osent même plus faire un examen critique. On peut continuer la liste.

Ce qui est grave, c'est que le capitalisme dispose de tous les moyens d'information, de publicité et de la science, il a les moyens de prévoir les réactions psychologiques des individus et de canaliser leur pouvoir de réflexion sur des sujets qui peuvent paraître primordiaux (par ex., la lutte pour les 30 h par semaine et les études qui se développent sur le travail à temps partiel) mais en réalité secondaires, et d'essouffler ainsi la puissance révolutionnaire qui dort en chacun de nous.

Ceci dit, je tiens à souligner que je ne suis pas à priori anti-syndicaliste et que je souhaite le déclin du capitalisme, mais il y a beaucoup à dire...

Notes d'un camarade de Paris (5-70)

Il faudrait beaucoup de place pour répondre à ce texte. Trois points importants y sont soulevés : l'extension du capitalisme en surface et en profondeur, le caractère réformiste et illusoire des « conquêtes ouvrières », l'accaparement par le capitalisme pour sa domination de toutes les découvertes des sciences et des techniques.

Mais si l'on s'arrête à ces seules constatations, on débouche sur des attitudes individualistes de révolte, de refus, qui peuvent aussi bien conduire à la pratique terroriste qu'au repli désabusé, aux expériences de retrait communautaire, qu'à l'action « exemplaire » du groupe guidé par son éthique.

Le capitalisme n'est pas cet appareil monolithique qui domine tout de sa volonté et digère tout. La lutte entre groupes capitalistes, la lutte entre impérialismes, la percée possible d'autres états, tout cela remet cons-

tamment tout en cause : tout capitalisme doit être en expansion ou mourir. Il n'est que de regarder le monde d'aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, pour voir combien cette nécessité vitale rend puissantes et fragiles à la fois les structures capitalistes (voir texte sur les U.S.A. dans ce même bulletin).

Parmi ces facteurs qui concourent à la production (et à la domination) capitaliste et à son déséquilibre, les luttes ouvrières tiennent une place capitale. Le camarade les voyait comme une conquête progressive qui, d'étape en étape, arriverait au socialisme. C'est une vision réformiste qui laisse croire qu'il pourrait y avoir des conquêtes durables « d'avantages sociaux » réels. Evidemment, il constate maintenant, de façon désabusée, que c'est faux. Mais cela l'a toujours été. Toute lutte qui ne débouche pas sur sa généralisation est récupérée : la loi du profit du capitalisme domine tout et tant qu'elle existe dans le monde, il ne peut y avoir d'ilot préservé, dans un atelier, dans l'entreprise, dans un état, fut-il puissant.

Un problème généralement laissé de côté, c'est celui de la généralisation, de l'internationalisation des luttes. Quel sens et quel destin aurait une révolution qui se serait étendue à tout le monde occidental, en face de la Russie, en face de tout l'Est et le Sud-Est Asiatique (2/3 de la population mondiale pratiquement au début du capitalisme) ?

Il n'y a pas d'étape, ni de conquête progressive, mais une dialectique qui de « victoires » en récupération, de « défaites » en nouvelles luttes, fait évoluer les rapports de production et de domination, recrée à un niveau supérieur d'autres conditions de lutte et de conscience, dans une approche des ruptures libératrices où tout s'inversera.

FORCES DE L'ORDRE PASSEES, PRESENTES ET FUTURES

La manifestation du 1er Mai

a confirmé les évidences : le P.C. et la C.G.T. (C.F.D.T. à la remorque) embrigadaient dans l'ordre et la discipline pour la « démocratie avancée » (traduire le capitalisme moderne fraction étatisée et planifiée). Rien de nouveau et d'étonnant qu'une fois de plus la répression soit leur fait, service d'ordre et police la main dans la main, tactique étudiée préalablement sur le tapis vert.

Les « gauchistes patentés » (U.N.E.F. - P.S.U. - sectes trotskystes et maoïstes) jouaient chacun la carte politique de leur propagande. Les uns celle de la légalité (le P.S.U. servant de charnière), les autres celle de l'agitation. Mais dans leur défilé, partout c'était aussi l'ordre et la discipline qui régnait (entre le style barman et le style fasciste). Leurs journaux se glorifiaient assez après la manif, de ne pas s'être laissés prendre au piège C.G.T.-POLICE. C'est-à-dire d'avoir mis leurs dirigeants et leurs militants d'encadrement à l'abri.

Quant à la piétaille des « inorganisés » qui venait derrière, c'est elle qui prit les coups. Et quant aux ouvriers, ils étaient manifestement à la campagne ou ailleurs.

Les pleurs des gauchistes sur la duplicité du P.C. qui trompent-ils ? Ils connaissent, comme nous tous, l'histoire des répressions sanglantes des partis communistes (de Kronstadt à Prague en passant par l'Espagne, la Grèce et la Hongrie), tout comme celle des partis socialistes (de Noske à Jules Moch). Ils savent qu'ils en ont été et qu'ils peuvent en être encore les victimes, mais leur idéologie d'avant-garde et la tactique qui en découle, font qu'ils continuent à coller aux partis « de gauche » dans l'espoir de les rejoindre ou de les remplacer : tout ceci fait qu'ils contribuent puissamment à maintenir la mystification du P.C. et de la C.G.T. qui dissimule son caractère réactionnaire. Leur propre finalité est tout comme celle du P.C., également dans ce rôle répressif, même si présentement, leurs tactiques les amènent à épouser plus ou moins l'action des travailleurs.

Bien d'autres problèmes, non seulement politiques,

peuvent se trouver ainsi soulevés, notamment celui de la solidarité avec des militants de ces organisations frappés par la répression : être solidaire c'est le plus souvent être récupéré et l'on peut se trouver ainsi conduit à renforcer l'action de groupes que des circonstances peuvent amener demain à jouer le même rôle que ceux qui les répriment.

Toute action qui reste ainsi sur le seul terrain du pouvoir politique et qui n'est que tactique (par référence à la conquête proche ou lointaine, parlementaire ou violente de ce pouvoir) peut se révéler non seulement ambiguë, mais dangereuse. Il faut savoir par delà la révolte, l'activisme, la lutte contre la répression et la solidarité, discerner le caractère de classe de toute action (ce n'est pas celui qu'on affirme qui compte, c'est celui qui se dégage de la théorie et de la pratique) : et dans cela les enseignements de l'histoire récente sont précieux.

Si l'on affirme sa solidarité — et on doit le faire contre toute répression — il faut que les termes ou les actes par lesquels on s'exprime ne laissent aucune équivoque sur le sens qu'on lui donne.

Lettre d'un camarade à Lutte Ouvrière (14-5-70)

Je ne suis pas bolchevik car je pense que la classe ouvrière doit s'émanciper sans parti, sans organisation permanente.

Il y a néanmoins un domaine où les organisations se réclamant du bolchévisme et se situant à gauche du P.C. ont joué jusqu'ici un rôle positif : c'est celui de la lutte physique contre les fascistes.

Aussi, je ne comprends pas pourquoi toutes les organisations se disant ouvrières ont baissé les bras devant le meeting nazi d'Ordre Nouveau.

Il est facile de mobiliser 10.000 gauchistes pour se trainer derrière un cortège cégétiste ; n'était-il pas possible de les rassembler pour combattre 3.000 néonazis ? Et nous aurions été plus de 10.000, car il y a beaucoup de travailleurs, antifascistes sans être révolutionnaires, qui admettent difficilement la passivité du P.C. devant une minorité de nervis.

Sans doute la police aurait-elle protégé énergiquement « Ordre Nouveau ». Mais nous avons assez reproché aux communistes et aux sociaux-démocrates allemands de ne pas avoir frappé lors qu'il en était encore temps pour suivre la même voie.

Il y a pire. Trotskystes, maoïstes et une partie des anarchistes ont affronté violemment, il y a quelques semaines, les militants du Bethar. Je suis fermement antisioniste et le nationalisme du Bethar me fait horreur. Mais n'est-il pas paradoxal de se battre à Paris contre les fascistes juifs en laissant prospérer le racisme aryen ?

Mes observations valent également pour Rouge, l'Humanité Rouge, les centristes du P.S.U. ou de l'A.J.S.... et à plus forte raison pour les activistes de la Gauche Proletarienne.

Mais comme Lutte Ouvrière est la seule publication que je lise régulièrement, c'est à vous que je m'adresse. En le faisant, j'ai conscience d'exprimer les sentiments de tous les paumés qui tournaient hier au soir autour de la Mutualité.

Le patriotisme stalinien (Note de lecture)

A propos des attaques de l'Humanité au début de la guerre d'Algérie, contre les combattants du F.L.N. que ce journal traitait de « rebelles » et de « fellagas », ou, plus récemment, lors de la crise monétaire, à propos des gémissements de l'Humanité sur « notre pauvre franc », certains camarades ont cru devoir s'étonner du patriotisme si typiquement contre-révolutionnaire du P.C.F., alors que celui-ci n'a jamais été ni internationaliste, ni révolutionnaire. Peu de camarades connaissent, par exemple, l'ignominie dont le P.C.F. a fait preuve pendant la Résistance. C'est pourquoi nous jugeons uti-

le de reproduire un document d'une authenticité incontestable sur le caractère particulièrement réactionnaire du nationalisme qui fut et qui reste plus que jamais inséparable de l'idéologie stalinienne du P.C.F. Ce document est tiré d'un livre de Madeleine Baudoin (*Histoire des groupes francs des Bouches-du-Rhône*, ed. PUF) qui retrace en détail les combats contre les occupants nazis auxquels le groupe (dont l'auteur du livre faisait partie) a pris part directement. Il s'agit de l'évasion organisée par ce groupe armé de douze détenus politiques de la prison Chave, de Marseille, le 23 mars 1944 :

« ...Mais la prison Chave n'avait pas rendu tous ses détenus politiques. Deux anarchistes y restèrent enfermés jusqu'à la libération. Dans son témoignage du 28 juin 1960, ci-dessous reproduit, l'un des évadés, Charles Poli éclaire cette malheureuse affaire.

Madeleine Baudoin — « Pourquoi les deux anarchistes internés ne se sont-ils pas évadés ? »

Charles Poli — « C'est moi qui ai refusé de leur ouvrir leur cellule pour qu'ils s'évadent avec nous. C'était pas des patriotes. Mais ils voulaient s'évader. »

M.B. — « Etaient-ils résistants ? »

C.P. — « Ils servaient la Résistance aussi. Ils avaient fabriqué de faux tampons. Mais c'était pas des patriotes. Quant à la prison, pour la fête nationale, on mettait nous communistes, la cocarde tricolore, eux, ils mettaient l'insigne noir. C'était pas des patriotes ; c'est pour cela que j'ai refusé qu'ils s'évadent avec nous. A un royaliste, j'aurais ouvert la porte, mais pas à un anarchiste. »

M.B. — « Comment vous entendiez-vous en prison avec les anarchistes ? »

C.P. — « On se disait bonjour, bonsoir. Les anarchistes, vous savez, ils n'ont ni Dieu, ni maître. Avec eux, il n'y avait pas de monnaie, ils veulent faire l'échange des marchandises. A Marseille, les anarchistes, ce sont maintenant tous des gens riches. Il n'y a pas de travailleurs par mi eux. En prison, quand on chantait la Marseillaise, eux ils ne chantaient pas. »

M.B. — « Chantiez-vous l'Internationale ? »

C.P. — « Non. Nous étions Front National. C'était large comme recrutement. Un jour, le 6 février 1944, j'ai fait un article en prison. J'ai parlé du fasciste Chiap-

pe, mais pour ne pas déplaire à un détenu gaulliste, j'ai supprimé le terme fasciste, et j'ai mis à la place : l'homme du 6 février. C'était une question de formulation. Contrairement aux communistes, les anarchistes ne sont pas des patriotes, les communistes eux, ils aiment la France. Un jour, à la prison Chave, une commission composée d'allemands accompagnés de Français, est venue nous interroger. Les allemands nous ont demandé : « Aimez-vous les russes, aimez-vous les anglais ? ». On a répondu : « Nous aimons la France ». Ils ont fermé brutalement la porte en disant : « Sales communistes ».

Voici au sujet de ce témoignage le texte d'une lettre à nous adressée le 4 juillet 1960 par Jean Comte, alias Lévis, chef des Groupes Francs de Marseille :

« Tu m'as demandé de te faire connaître mon point de vue sur le passage de la déclaration de Charles Poli, ayant trait à l'évasion de la prison de Chave. C'est avec beaucoup d'amertume et d'indignation que j'apprends, seize ans après, la vérité. Car le gardien Raffaëli et les évadés nous ont dit dès leur sortie, et ont par la suite maintenu cette version, que les deux anarchistes n'avaient pas voulu s'évader. »

« ...Ainsi, des gens comme Poli en étaient restés, six ans après la fin de la guerre d'Espagne, à cet aveuglement impitoyable qui leur avait fait persécuter les anarchistes de Barcelone et qui avait contribué sans doute à conduire l'Espagne républicaine là où l'on sait. »

Lorsqu'on connaît la liquidation physique des trotskystes par les mêmes staliniens, durant la Résistance, on ne peut pas s'étonner qu'aujourd'hui ils réclament des sanctions pénales contre les gauchistes quand ils ne les dénoncent pas carrément à la police (comme ils l'ont fait notamment à Avignon contre ceux qui contestaient leur festival commercial, leur supermarché culturel). L'idéologie du P.C.F. est toujours la même et toujours prête à s'imposer, à Budapest comme à Prague, par la force des tanks ou bien comme ici dans les entreprises par des coups de barres de fer et, le moment venu, par des coups de fusil qui, comme toujours viseront avant tout les révolutionnaires. Les gauchistes, qui ont tendance à sous estimer la volonté contre-révolutionnaire du P.C.F. qui s'est pourtant encore manifestée avec violence en mai-juin 68, et depuis, seraient bien inspirés d'en tenir compte.

L'exploitation et la lutte des classes sont internationales

ITALIE

(d'un camarade italien - 5-70)

Sur l'Italie (p. 319). *La répression*. Ci-joint un tract des anarchistes de Milan sur ce thème. J'en partage pleinement les vues. En ce qui concerne la double répression syndicat-police, ce sont pour moi les deux faces de la même médaille. La répression est née avec l'exploitation de l'homme par l'homme et ne finira qu'avec elle. Le syndicat est répressif, et l'a toujours été depuis sa naissance. Comme le dit bien le texte d'I.C.O., c'est un élément de stabilisation et de maintien du régime d'exploitation. Donc à son égard, notre position de travailleur doit être ferme : ou bien on est avec le syndicat, et donc avec le patronat, ou bien on est contre lui. La répression policière-syndicale peut se faire plus dure, et à l'heure actuelle elle augmente d'intensité, mais cela ne fait pas peur aux ouvriers (pas plus qu'un coup d'Etat), elle leur ouvre même les yeux et développe leur conscience politique naissante. Je ne veux pas du tout dire par là que la répression soit un bien pour les révolutionnaires. Elle n'est rien d'autre qu'un contretemps sur le chemin du socialisme.

La solidarité. Celle-ci ne naît pas de rien mais se construit avec les luttes révolutionnaires unitaires. Je trouve très important le passage du texte d'I.C.O. disant que nous participons aux actions en tant qu'individus et non comme membres d'une organisation pour que les manœuvres soient unitaires. La solidarité est certes une belle chose, mais sa propre expression va contre le marxisme lénisme. En effet, elle est l'aide réciproque que les révolutionnaires devraient s'apporter. Pour que cette aide existe, il faut qu'existe l'unité entre révolutionnaires ; or, l'unité, ce n'est pas d'entrer tous dans un parti (celui-ci étant structuré hiérarchiquement, il ne peut y avoir d'unité), ni d'adhérer tous à une idéologie quelle qu'elle soit. L'unité existe quand on suit la théorie révolutionnaire (et naturellement la pratique, l'action révolutionnaire), puisque si la révolution est une, la théorie qui l'accompagne, et qui naît de l'action, des expériences et non d'un programme ou du déterminisme, est une aussi.

Sur « le rôle des groupes et des comités d'actions travaillant de l'extérieur et qui ont joué un rôle de transmission entre ouvriers et syndicats et ont ainsi permis aux syndicats de reprendre à leur compte les

revendications formulées par ces comités ». Pour *Lotta Continua*, je ne crois pas que ce groupe ait joué un rôle de transmission entre ouvriers et syndicats, il a même toujours développé son action contre les syndicats. Il est vrai que les syndicats ont repris à leur compte les revendications de ce groupe, même s'ils les ont déformées, mais qu'est-ce que cela signifie ? que *Lotta Continua* travaille en faveur des syndicats ? absolument pas. Là est justement la solution. Quand les syndicats reprennent à leur compte les revendications des ouvriers, il faut savoir leur opposer de nouvelles revendications plus avancées. En d'autres termes, suivre le mouvement réel. Par exemple, *Lotta Continua* formule un objectif : la catégorie unique, ou l'abolition des catégories. Et celui-ci, j'en parle d'expérience, est accepté par de très nombreux ouvriers de la Fiat. Quant aux autres groupes, *Potere Operaio*, *Servire il popolo*, je n'en peux rien dire, parce qu'ils sont complètement absents de l'usine où je travaille.

Sur les notes de lecture. Il me semble qu'elles ne servent absolument à rien, surtout si on y parle de Svetlana Staline.

EXTRAITS D'UN TRACT DES ANARCHISTES DE MILAN SUR LA REPRESSION

« Comme réalité, la répression est l'activité principale constante et presque unique de l'Etat italien depuis l'Unification jusqu'à ce jour.

Comme prétexte, en revanche, la répression est une découverte de la gauche institutionnelle en 1969, pour dissimuler le fait que malgré les discours l'Etat italien est celui de 1920. Pour dissimuler le fait qu'elle a fourni à cet Etat, toujours aussi répressif, un certificat de démocratie, et qu'elle a confié à cette Constitution le développement de la démocratie en Italie. En réalité, cette constitution autorise tout dans le cadre des dispositions de la loi et des autorités qui, pour juger, se réfèrent au code fasciste Rocco.

Nous disons que cette « répression » n'est pas un fait extraordinaire, mais la résistance normale, criminelle et brutale qu'oppose un Etat demeuré fasciste dans ses structures les plus intimes (et jusque dans la personne de nombreux fonctionnaires), dès que l'on prétend faire ce que cette Constitution permet en paroles et interdit dans les faits.

L'intensité de cette répression est en réalité directement proportionnelle aux exigences de bien-être et de liberté de la part des exploités. »

ESPAGNE : des grèves comme ailleurs

(d'un ouvrier de la RENFE - chemins de fer espagnols 28 avril)

D'abord, des débrayages dans les ateliers à Madrid pour appuyer les pétitions que nous avons faites depuis longtemps, pétitions qui, comme d'habitude sont restées sans réponse. Les « enlacs » des différents départements réunis ont décidé ces arrêts que nous faisons deux fois par semaine jusqu'à avoir une réponse favorable à nos problèmes, c'est-à-dire, augmentation des salaires, avec 350 pesetas comme salaire mini, unification des primes à la production et autres. Avec ce mouvement se sont solidarisés les camarades de plusieurs villes de province (Valladolid, Sevilla, Leon, etc...) et ils ont décidé de faire aussi des assemblées à l'heure du casse-croûte, prolongées par 20 minutes de débrayage.

Le gouvernement a fixé le salaire minimal à 120 pesetas par jour, mais l'entreprise nous le refuse. D'après elle, nous ne sommes pas concernés par cette mesure, ce qui provoque le mécontentement des ouvriers et même de certains chefs (je fais allusion aux petits). Ici ce salaire mini est le salaire de base d'une grande majorité de travailleurs et sert de référence pour la sécurité sociale en cas de maladie, retraite, etc... Ce sont les diverses primes qui s'ajoutent qui départagent les catégories, souvent pour maintenir le niveau des salaires, les patrons qui sont « obligés » d'augmenter la base diminuent les autres éléments de la feuille de

paie, ou, comme dans le cas présent, ils continuent à payer l'ancien taux.

Sur le plan général, des tracts circulent pour inviter les travailleurs à débrayer le 30 avril 15 minutes dans toutes les entreprises et boycotter les moyens de transport de 15 à 20 heures et pour manifester le 1er Mai en différents points de Madrid. Pour contrer cette agitation, la télé affiche des programmes de sport et des courses de taureaux à partir de 6 h. le 30 et pour le 1er Mai, les franquistes offrent des moyens de transport gratuits et l'entrée libre pour la traditionnelle fête syndicale qui se tient sur le terrain du Réal de Madrid... »

(d'un ouvrier du bâtiment - Madrid 3 mai)

...Sur les événements du type social, on peut noter une meilleure ambiance que par le passé. Il y a eu une large propagande des mots d'ordre de la grève d'une heure pour le 30 et pour la manif du 1er Mai. Voitures diffusant des tracts et journaux dans les quartiers et la banlieue.

Cette agitation vient surtout du P.C.F. qui déploie une activité constante, mais on voit qu'elle est l'œuvre d'une bureaucratie, d'un appareil extérieur pour le maintien duquel il faut disposer de temps et surtout d'argent.

Après beaucoup de propagande, ces journées se sont passées sans grands événements. En réalité, il n'y a eu que quelques escarmouches et, en ce domaine de l'action, seuls les étudiants sont conséquents en manifestant constamment contre tout l'appareil répressif.

Le mécontentement est général parmi les ouvriers, mais il reste caché par peur du risque, sauf dans les usines importantes ; la différence avec le bâtiment est grande du fait de notre dispersion qui est un obstacle pour organiser les luttes...

SUISSE

Encore une « Paix Sociale » qui s'écroule devant l'attaque ouvrière

(tract de camarades)

Le mardi 7 avril, 200 ouvriers espagnols, travaillant pour l'entreprise du bâtiment MURER S.A., à Genève, se mettent en grève « sauvage » sur les 3 chantiers de cette entreprise. Ils se réunissent sur les lieux de travail et élisent une « Commission ouvrière ». Ses revendications portent sur les conditions de travail et sur les salaires, plus particulièrement :

- 1) Le payement des salaires doit être conforme au contrat signé en Espagne ;
- 2) Le payement à la semaine est exigé ;
- 3) L'imposition d'un contrôle sur les feuilles de paie ; beaucoup d'ouvriers ont constaté que la paie ne correspond pas aux heures de travail effectuées ;
- 4) La paie doit être versée pendant les heures de travail ;
- 5) De meilleures conditions de logement : actuellement 2 douches pour 80 personnes, la lumière est coupée à 22 h. 30, bâtiments pré-fabriqués.
- 6) Le temps du trajet du lieu de travail à la maison doit être compté sur le temps de travail ;
- 7) Le non respect du lieu de travail stipulé dans le contrat : le patron s'était engagé à les employer sur des chantiers à Genève, et voulait envoyer environ 90 travailleurs en Suisse allemande, sans même leur demander leur avis.

Les ouvriers déclarent qu'ils ne reprennent le travail que si toutes les revendications sont satisfaites. A propos du syndicat, ils affirment : « Le syndicat nous a fait des promesses il y a 15 jours à la suite desquelles nous avons repris le travail. Ces promesses n'ont pas été tenues. Cette fois nous irons jusqu'au bout ! »

Cependant le patron affirme être en discussion avec le syndicat pour résoudre le conflit.

Mercredi, les représentants du syndicat FOBB (Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment), qui mardi avaient promis aux ouvriers d'obtenir la satis-

faction de leurs revendications, ont une réunion avec la Commission ouvrière élue par les grévistes. Comme le syndicat n'avait pas obtenu la totalité des revendications, les ouvriers décident de continuer la grève.

L'Etat intervient pour essayer de résoudre la grève. Suite à une réunion du patron avec les fonctionnaires du ministère du travail, il est rendu public que :

« 1) Il n'existait plus de violations aux conventions collectives, et par conséquent, il n'existait plus de motifs d'un conflit du travail.

« 2) Même en cas de contestation, les salariés mécontents n'ont pas le droit de grève : ils doivent nantir les syndicats qui examinent les problèmes évoqués. Mais pendant ce temps, le travail doit continuer. (du journal Tribune de Genève, le 9-4-70)

Le consul d'Espagne vient aux barraquements demander aux grévistes de reprendre le travail, la direction envoie une lettre à chaque gréviste leur « expliquant » que la grève est illégale. Le patron déclare publiquement que les syndicats étaient d'accord pour considérer la grève illicite.

Le soir, la Commission ouvrière des grévistes fait un meeting public dans lequel les ouvriers déclarent leur volonté de continuer la grève jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications. Des ouvriers de Hispano-Suiza et d'autres usines affirment leur solidarité avec les grévistes et leur envoi de l'argent.

Le vendredi 10, les dirigeants du syndicat, devant la force de la grève et de ses répercussions « durcissent » officiellement leurs positions... au même temps qu'un accord entre le syndicat et le patron intervenait.

Le soir, une entrevue réunit les délégués des grévistes, les syndicats, le patron et le représentant de l'ambassade d'Espagne...

Le patron affirme que le lundi le travail reprendra, faute de quoi les grévistes seront licenciés. Le syndicat face à cette déclaration dit ne pas pouvoir intervenir en cas de licenciements, et déclare : « C'est pour nous un problème terrible ! ».

Samedi, une manifestation de soutien a lieu à Genève, plus au moins contrôlée par le parti communiste (Parti du Travail). Beaucoup d'ouvriers présents, 2.500 participants selon les journaux. Les bonzes du P.C. font des discours et attaquent « l'immobilisme syndical ».

Le travail reprend lundi 13.

Cette lutte est importante car, depuis beaucoup d'années, l'autonomie ouvrière avait été en Suisse bloquée par la force des syndicats. Elle a montré la combativité des ouvriers immigrés face au patron et au syndicat. Elle a provoqué un début de liaison et de solidarité de la part de la classe ouvrière suisse.

Cette solidarité de classe d'une part, et d'autre part le rôle joué dans cette lutte par l'appareil syndical, ouvertement placé à côté du patron et de l'appareil de l'Etat, contre la classe ouvrière, sont les premiers signes d'une attaque ouvrière plus généralisée dans un pays où la « Paix sociale » était un acquis du Capital et de ses fidèles institutions : les syndicats. Ce sont 30 ans de « paix du travail », 30 ans de collaboration de classes qui commencent à être remis en question par les travailleurs espagnols.

ANGLETERRE

(d'un camarade français à Londres - 5-70)

Il y a eu une grève très intéressante près de Liverpool. Les ouvriers d'une douzaine d'usines du groupe Pilkington, qui fabrique du verre et en particulier des vitres de voitures, sont en grève depuis six semaines. Ils demandent 5 livres (70 F environ) d'augmentation par semaine comme préalable à toute négociation pour une augmentation plus forte encore. Les syndicats tentent de leur faire reprendre le travail. Rien à faire. Seulement 700 sur 8.500 ont accepté. Il y a trois jours, à l'usine principale, une centaine de jaunes a été blo-

quée à l'intérieur de l'usine par les grévistes qui disaient : « Vous plaignez pas, on vous fait faire des heures supplémentaires ». Presque tous les jours, il y a des bagarres entre grévistes et jaunes ou grévistes et flics. Avant hier, à un meeting général, un shop steward « convenor », c'est-à-dire élu par tous les autres shop stewards s'est vu conspué par les grévistes parce qu'il leur disait de se rendre à la raison, que les patrons avaient cédé (ils ont d'abord proposé 10 shilling par semaine, puis 1 livre, puis 3 livres, mais les ouvriers demandent 5 livres et rien d'autre). Deux femmes qui font grève sont montées sur le podium et l'ont littéralement jeté sur la foule, une le trainant par les cheveux, l'autre le poussant. Le type fait 1,90 m et pèse plus de 100 kilos. Quand il a atterri, il s'est fait rosser quelque chose de soigné, paraît-il. Il a fallu 20 flics pour le sortir de là. C'est vraiment rare en Angleterre, des grèves de ce genre. Parce que, même les grèves sauvages qui sont déclenchées par les shop stewards, même si elles ne sont pas reconnues par les syndicats, les shop stewards sont une sorte de trait d'union entre les ouvriers et les bureaucraties patronales et syndicales ; ça apparaît clairement dans cette grève où les ouvriers ont refusé absolument de collaborer avec qui que ce soit qui appartient à « l'establishment », ça tourne même en une grève anti syndicale, antihierarchique, ils le disent eux-mêmes : « On n'a pas besoin de types pour nous représenter. On est assez grands pour nous représenter nous-mêmes et demander ce qu'on veut ». Et ça emmerde terriblement les patrons et les syndicats, et peut-être plus le syndicat G.M.W.U. (General and Municipal Worker Union) qui est pratiquement l'unique syndicat de la boîte. (Nous reviendrons sur cette grève qui paraît effectivement marquer une étape nouvelle dans l'évolution des grèves sauvages en Grande Bretagne.)

ALLEMAGNE

d'un camarade la Ruhr
et d'après des journaux locaux (5-70)

« Des arrêts de travail spontanés ont lieu à la fonderie Krupp à ALTENESSEN. Les ouvriers de l'équipe du matin n'étaient pas d'accord avec l'offre de la direction d'une augmentation horaire de 12 pfenning (18 centimes). Vers 9 h. 15, 180 ouvriers sur 250 arrêterent le travail ; ils se rassemblèrent devant le bâtiment de l'administration. Et ils contraignirent les délégués à reprendre les pourparlers avec la direction. Ce n'est qu'après avoir reçu l'assurance, vers 11 h., que de nouvelles discussions allaient se dérouler qu'il reprit le travail.

Les syndicats craignent « un été chaud ». De nombreux signes indiquent que des grèves sauvages et des arrêts de travail spontanés, dans le genre de celui de Krupp, sont imminents. Les syndicats attribuent ces grèves à l'action du parti communiste légal (D.K.P.) et du parti communiste illégal (K.P.D.). D'après une enquête de l'I.G.METALL (syndicat de la métallurgie), dans les seules entreprises métallurgiques de l'Allemagne de l'Ouest, il existe 742 journaux d'entreprise « radicaux de gauche » ou « gauchistes ». A leur égard les syndicats ne se sentent pas très à l'aise ; ils sentent qu'ils n'ont rien à gagner dans les grèves sauvages et les arrêts de travail pour lesquels ces journaux font de la propagande.

ETATS-UNIS

Texte rédigé d'après l'exposé d'un camarade américain (universitaire) et la discussion qui a suivi avec les camarades de Paris (23-5-70). Les compléments ont été empruntés à la correspondance et à la presse.

L'opposition à la guerre

En général, la situation aux U.S.A. est qualitativement très différente de ce qu'elle était il y a un an. L'opposition déborde largement l'Université. C'est un mouvement massif, bien réel, il est contre la guerre, mais non « pacifiste ». Plus la guerre se prolonge, plus profonde est l'aliénation des masses qui la subissent :

avant tout la jeunesse, d'abord les étudiants, mais de plus en plus d'autres couches sociales.

Cela forme un groupe très important du point de vue numérique. A la dernière manifestation de Washington, il y avait 500.000 personnes. Les réunions de protestation sont largement suivies ; les orateurs ont beaucoup à faire et se déplacent continuellement. Par exemple, en septembre, 3.000 personnes assistent à une réunion à Princeton, petite ville universitaire, proche de l'Atlantique ; la télévision diffuse les débats à l'échelle nationale. L'expérience paraît toute nouvelle. Dans une autre ville universitaire, les réunions contre la guerre du Vietnam réunissaient 15 personnes en 1965, 150 en 1968, et 3.000 en septembre 69.

Dans tout le pays, l'opposition à la guerre est le point de départ d'un nouveau genre de perception de la situation : il se transforme en anti-capitalisme, en anti-impérialisme. Ceci est nouveau aux U.S.A. ou existait une mystique idéologique inconnue en Europe. Même le parti communiste des années 30 n'était pas sur ces positions : il était, il est encore, l'aile gauche du parti démocrate et ne représente rien dans la politique de gauche américaine (beaucoup de gens âgés, noyautage par le F.B.I.).

Du point de vue idéologique, ce n'est pas les « cent fleurs », mais des milliers de fleurs qui se développent : des groupes, des mouvements surgissent, sans structure dans la « gauche radicale ». Il est impossible pour un groupe organisé de centraliser, de structurer dans une direction déterminée.

Tout se situe sur le fait central de la guerre, et se déroule dans une situation de violence extrême et de grande répression. Dans ce contexte, beaucoup passent dans l'espace de 3 à 4 semaines, d'une attitude vaguement libérale à une position révolutionnaire radicale mais tout aussi vague. Il en résulte une extraordinaire confusion et d'énormes contradictions.

La classe ouvrière - les syndicats

Cette situation affecte profondément la classe ouvrière : jamais depuis 25 ans le capitalisme américain n'a été aussi faible. Les travailleurs sont touchés par la guerre plus que n'importe quel autre groupe sur trois points importants :

- depuis 1965 il n'y a pas eu d'augmentation du niveau de vie ;
- le chômage s'accroît (5 % avoués et vraisemblablement 10 %) ;
- ils fournissent l'essentiel des troupes engagées au Viet-Nam.

Cela se traduit par un accroissement énorme des grèves, les plus importantes depuis 20 ans (Général Electric, Postes) (1). Même si idéologiquement, les ouvriers ne sont pas du côté des groupes d'opposants à la guerre, en fait leur action revendicative pèse d'un grand poids pour restreindre la liberté laissée à Nixon de développer sa stratégie (2).

L'économie américaine coincée entre la guerre et la récession va vers son déclin et les ouvriers vont continuer à déclencher des grèves et à développer leur opposition à l'Etat.

Les incidents entre étudiants et ouvriers du bâtiment à New-York sont exceptionnelles. Leur syndicat est plus raciste que tous les autres pour des raisons matérielles : ce sont uniquement des blancs qui luttent pour que les noirs ne leur prennent pas leur travail. Les contre-manifestations ont été bien organisées, le fric est venu des businessmen, une importante proportion de policiers y participaient.

Les syndicats sont terriblement bureaucratisés. Des groupes de base existent (par exemple le D.R.U.M. à Détroit) qui font du bon travail, mais il n'y a pas d'opposition organisée et leur influence est limitée à 2 ou 4 usines.

On se fait en Europe une image totalement fautive de la classe ouvrière aux U.S.A. d'après ce qu'en disent

les journaux intégrés au système. On ne tient généralement pas compte de facteurs objectifs :

— beaucoup de fils d'ouvriers ou de petits bourgeois se trouvent dans les universités (pas celles des riches, les autres), à San Francisco dans une telle université, une grève a duré 4 mois 1/2 et a pris un caractère très violent passant de la contestation à la prise en main totale.

— la masse des jeunes ouvriers ou d'origine ouvrière joue un rôle très important.

Dans les usines d'automobiles, où pourtant se pratique une discrimination entre noirs et blancs à l'embauche, le racisme est beaucoup moins important qu'on ne croit ; il y a une sorte d'unité entre ouvriers noirs et blancs, même dans le sud. Dans les grèves importantes, tout racisme disparaît. C'était la même chose lors des luttes des métayers du sud : l'action effaçait toute divergence raciale (3).

Les jeunes, les noirs, les organisations

Les deux groupes les plus prometteurs sont les jeunes et les noirs.

Il y a deux types de communautés noires :

— dans le sud, dans les villages agricoles, les communautés noires sont très influencées par les sectes protestantes du type Martin Luther King ; elles animent des mouvements de masse réels.

— dans le nord, dans les ghettos des grandes agglomérations, la situation sociale est très différente de celle du sud : beaucoup de gangs du lumpen prolétariat mais pas de pénétration pratique des organisations (Panthers, M.L.). En 1968 à Washington, une grande partie de la population noire mit le feu ; par contre dans les manifestations de rues organisées il y a peu de participation des travailleurs noirs.

La lutte « organisée » des noirs l'est dans des groupes nationalistes. Mais il n'y a aucune raison que ça dure. Avant, c'était le fait des églises chrétiennes ; un jour ils se retrouveront organisés autrement. Aussi bien avec les Panthers qu'avec les chrétiens, c'est l'échec. Les rapports entre militants blancs et noirs sont compliqués. Les Panthers se présentent toujours comme une avant-garde. Comme tels ils seront liquidés par la police (30 morts en 2 ans) ; ils sont infiltrés par les flics ; beaucoup d'intellectuels bourgeois noirs les ont rejoints ; ceux qui sont à la tête sont des universitaires. D'autres sont entrés dans l'organisation à la suite d'accords entre dirigeants et gangs noirs (Lumpen politisé et « criminels ») ; une partie de leur recrutement se fait dans les prisons.

La gauche maoïste dépend du parti communiste pour l'aide financière (caution élevée en cas d'arrestation) et juridique. Les relations entre les différents groupes de gauche, c'est le cannibalisme. Lors d'une scission dans le Guardian, les participants se sont battus à coups de garres de fer.

Mais la base sociale des soulèvements est si grande que cela va au-delà de toutes les limitations des organisations. Les querelles de groupes sont dépassées par la violence du mouvement.

Une conclusion à tirer c'est que les organisations de gauche ne sont nullement les initiatrices de ce mouvement. Les gens ne font que répondre aux réalités objectives. Il n'y a pas « d'organisation ». Tout simplement la classe dominante a perdu le consentement passif des masses ; elles ne suivent plus fidèlement.

Les groupes de « gauche » qui de semaines en semaines, croissent en nombre et en inconséquence, sont sans rapport direct avec l'événement. Ils ne sont armés ni de doctrines, ni de stratégie, mais de rhétorique seulement. Faillis et imbéciles, ils ne sauraient occuper sérieusement l'attention. La S.D.S. (students for democratic socialism) va de scissions en scissions : une direction d'allure stalinienne (marxiste-léniniste pour employer son langage) affronte les maoïstes, les « weathermen » (qui viennent de perdre une tendance « chiens enragés ») et autres factions dont on ne saurait

faire le compte, qui toutes dénoncent dans leurs bulletins les organisateurs des manifestations de masse. Ces groupes sont surtout mûs par l'aventurisme qu'ils appellent idéologie anti-impérialiste ; mais quand on leur demande une définition, ils articulent des notions pratiquement libérales. La confusion règne. Les meilleurs groupes constitutifs du S.D.S. ont quitté l'organisation nationale. Lors de la marche de Washington ce groupe « révolutionnaire » faisait à part sa propre manifestation avec 5.000 ou 7.000 personnes.

Malgré tout cela le mouvement se développe et les réactions sont excessivement rapides et violentes. Un exemple récent peut être donné par l'université d'Etat de Buffalo le 25 février. A la suite de divers incidents (vandalisme mineur) la police envahit le campus, passe à tabac un certain nombre d'étudiants, de professeurs et d'employés. Le « sénat » de la faculté se dresse contre son administration. Celle-ci se raidit et le dimanche 8 mars au matin, 400 policiers arrivent. Dans l'heure qui suit une marche pacifique réunit aussitôt 5.000 étudiants. Le 12 mars, une bataille rangée a lieu (50 blessés, étudiantes violées, etc...). Le 15 mars, 45 membres de la faculté s'introduisent « non violemment » dans le bâtiment administratif. On les arrête. Provocations ; sur une centaine de cocktails molotov jetés, 18 ont été fabriqués par 3 étudiants, dont un policier. Mi-avril : début du procès des 45, devenus 47, et d'un certain nombre d'autres étudiants, ils risquent 15 mois de prison (4).

La répression

Face à tout le mouvement, le gouvernement répond par la répression. Dans la seule ville de Buffalo, au cours des derniers mois, on compte près de 100 personnes blessées dont deux par balles. Ce qui est arrivé à Kent est un avant-goût du fascisme à visage découvert qui se développe aux U.S.A. Dans les deux dernières semaines, 12 à 15 personnes ont été tuées par la police. Personne ne sait ce qui va se passer. Plus de 1.000 personnes sont en prison pour délit politique. La classe dirigeante est tout à fait prête à tirer.

La police est solide aux côtés du gouvernement. Celui-ci a un réseau d'espionnage énorme dans tout le mouvement. Lors du procès des 7 à Chicago, 37 agents clandestins sont venus témoigner. Parmi eux se trouvaient des personnages clé du mouvement anti-guerre. Mais la volonté d'agir est si grande que beaucoup se risquent à des actions prématurées et ne se protègent pas contre les provocations.

Parmi les emprisonnés, on trouve des étudiants, des ouvriers, des nationalistes noirs, des déserteurs. Le problème de la drogue est étroitement lié à celui de la répression ; non seulement l'usage de la drogue est très répandu parmi les gens de gauche et les jeunes, mais c'est utilisé par la police pour se débarrasser de ceux qui les gênent : un ouvrier accusé d'usage de drogue est condamné à 30 ans de prison ; un révolutionnaire noir du Texas à 20 ans pour une cigarette de Marijuana que la police avait planqué dans sa poche.

La garde nationale (créée en 1877 pour briser les grèves) est une police intérieure formée de volontaires dispensés du service militaire. Elle se recrute dans toutes les couches sociales, y compris les ouvriers.

Dans l'armée, en majorité de travailleurs, le moral est descendu au plus bas en 3 ans : ce n'est pas une organisation qui fonctionne comme Nixon le voudrait. En son sein la résistance s'est durcie. Il existe plus de 50 publications anti-guerre chez les G.I.'s ; aucune d'elle n'était née un an plus tôt. Les soldats sont profondément démoralisés, tant les noirs que les travailleurs ou les étudiants. Même au Viet-Nam les troupes apprennent ce que la presse dit de la guerre et des protestations contre la guerre. Les aînés sont de plus en plus nombreux à se joindre au mouvement. La majorité « silencieuse » est un mythe. Les protestataires sont-ils la majorité ? Le seul fait certain est que la guerre ne rallie plus de partisans. On se trouve dans la situation d'un état qui perd l'accord général et ne dispose ni du consentement, ni de l'apathie, qui lui permettait de régner. Depuis 20 ans, on n'a jamais trouvé ce ni-

veau qui montre des camarades prêts à agir et à faire ce qu'il y a à faire.

Un camarade a écrit qu'il s'agit d'une situation pré-révolutionnaire d'une pré-guerre civile. Mais cela n'est pas à ce point : pour faire la guerre, il faut être deux, du côté des révolutionnaires, les choses ne sont pas encore prêtes.

La crise aux U.S.A.

Le fait évident est que les U.S.A. traversent une crise économique et politique, la plus profonde des 100 dernières années. On peut se demander si, comme dans les crises précédentes, des facteurs ne peuvent pas intervenir pour entraîner un changement d'orientation, ce qui permettrait, par l'amorce d'une nouvelle période de prospérité, d'influencer la classe ouvrière et de briser toute opposition (comme cela s'est passé par exemple au cours de la crise de 1929) (5).

Pendant des mois il est apparu que la fin de la guerre au Viet-Nam pouvait dépendre d'une rupture entre les bourgeois des hautes sphères. Elle se dessinait depuis un certain temps ; l'offensive du Tet en 1968 l'a accentuée, dressant contre l'ampleur du budget Viet-Nam une partie des secteurs de Wall Street, ceux qui sont le plus orientés vers l'Europe et l'Amérique Latine (lire à ce sujet Townsend Hoopes - The Limits of Intervention). La revue Fortune fait savoir que pour 1969 seulement 1/4 des 500 chefs des plus grandes entreprises américaines ont pris position contre la guerre rejoignant le nombre important de ceux qui l'avaient déjà fait et qui s'expriment par les voies de Harriman, des Clifford, des Vance. C'est ce secteur là de la bourgeoisie que Nixon et Agnew attaquent quand ils s'en prennent au New York Times, au Washington Post, à la télévision, etc... Cette rupture s'exprime par les comptes rendus les plus complets et les plus francs possibles du conflit : crimes de guerre, atrocités, G.I.'s tués, défaites, mensonges présidentiels. La discussion est libre et ouverte.

Le problème que l'on pouvait poser en ces termes, il y a plusieurs mois paraît dépassé maintenant. Il ne semble pas que Nixon ou les forces capitalistes qui lui sont oppsées disposent actuellement de solutions économiques et politiques de rechange qui leur permettraient de surmonter cette crise. Dans le nouvel équilibre des forces dans le monde, il n'est pas si facile de déclencher une guerre mondiale pour résoudre ces problèmes. L'essai qui a été fait avec la guerre au Viet-Nam est un échec. Dans ces conditions, se lancer dans une guerre mondiale, tient du suicide.

D'un autre côté, toutes les régulations économiques habituelles dépendent essentiellement d'une grande diminution de l'activité guerrière si ce n'est de la fin du conflit. La guerre déjoue toutes les mesures « keynésiennes », la rationalisation du management et l'intégration du système. Pour la première fois on trouve ensemble, la guerre qui tourne à la défaite, et une crise intérieure : baisse des profits, chômage, récession, et révolte de la jeunesse. Aucune analogie historique, notamment avec 1929, ou les crises antérieures, n'est possible.

On peut penser que la bourgeoisie américaine va continuer la guerre. Elle est batue politiquement et en voie de l'être militairement (la guerre du Cambodge est une démonstration de la faiblesse militaire américaine). Les groupes les plus réactionnaires et qui ont le plus soutenu la guerre (groupes ; 'trolliers et capitalistes du Texas) sont profondément opprésés aux autres groupes capitalistes. Combien de temps Nixon pourra-t-il résister à la tendance de Wall Street (qui ne soutient l'impérialisme qu'aussi longtemps que cela lui procure des profits) et qui continue à se dégager de la guerre dont le coût est énorme. La terreur Rockefeller-Harriman a des vues différentes de la puissance américaine dans le monde ; celle-ci doit comporter des priorités dans son rôle de flic protecteur des intérêts financiers notamment en Amérique Latine, là où ils ont leurs intérêts. Si les U.S.A. n'étaient pas coincés au Viet-Nam, ils auraient pu intervenir efficacement au Pérou, et en Bolivie. Objectivement, les intérêts

U.S. sont plus grands en Amérique Latine qu'en Extrême-Orient, ce qui explique le développement de ce courant de repli sur l'Amérique.

Pourtant la crise actuelle n'est pas une crise conjoncturelle qui pourrait être résolue par l'arrêt de la guerre. D'un côté il y a l'enlèvement militaire, de l'autre le conflit avec les différents capitalistes mondiaux, principalement le Japon et l'Europe. Beaucoup se trompent en considérant les U.S.A. comme un colosse tout puissant. Les profits aux U.S.A. ont décliné de 10 à 15 % dans beaucoup d'industries ; les investissements en Europe ne compensent pas ces pertes et eux aussi ont diminué. Toute une classe de parasites essaie de compenser la perte des profits par la spéculation internationale ; ce sont eux qui ont perdu 250 milliards de dollars et qui disent : « c'est la faute à la guerre ».

Les manipulations diverses, suivant les théories de Keynes n'ont d'ailleurs jamais fonctionné réellement, les capitalistes n'ayant aucun moyen de contrôler leur économie. La question critique, dans la compétition avec l'Europe et le Japon, c'est l'inflation. Tout a été essayé : élévation du taux d'intérêt, augmentation du chômage. Malgré cela, les prix montent encore, plus rapidement qu'avant les mesures devant enrayer l'inflation.

Tout en se gardant des analogies historiques, on peut dire que le monde ressemble à celui des années 1910-1914. Il y a d'un côté des tentatives de coopération capitaliste internationale, des cartels, des rencontres de dirigeants tous les quatre ans, tout cela pour tenter d'organiser et de régulariser le capitalisme. Pourtant, en d'autres périodes, le capital contrôlait en maître, au moins la moitié du monde, et cela n'a jamais rien donné.

Au contraire, la compétition capitaliste est toujours aussi vive : c'est maintenant le capitalisme allemand et européen qui pénètre en force aux U.S.A. Les investissements U.S. dans le monde se montent à 140 milliards de dollars, mais les investissements européens aux U.S.A. s'élèvent à 80 milliards de dollars. Il y a 35 milliards de dollars en devises en réserve en Europe - convertibles théoriquement en or - et seulement 11 milliards de dollars d'or dans les caves des banques U.S. En fait les européens investissent de plus en plus aux U.S.A. Olivetti vient d'acheter Underwood, B.P. a racheté S.O. of Ohio, Volkswagen vend 12 % des voitures aux Etats-Unis. Le système marche dans les deux sens.

La solidarité des capitalistes n'est qu'apparence. Ils peuvent passer des accords politiques ou militaires du genre OTAN, mais la lutte entre les états capitalistes, au sein du monde occidental lui-même, continue plus âpre que jamais et aucun d'eux n'abandonnera ses profits pour sauver le capitalisme américain. Chaque capitaliste reste profondément nationaliste : c'est une question de profits et d'autre chose. Le développement des capitalistes japonais et européens menace tout autant l'hégémonie américaine et est un des facteurs importants de la crise américaine.

Les perspectives

Tous ces facteurs économiques feront plus que la pression des masses pour l'évolution de la situation. C'est une période tout en crise, en tension, en contradictions, comme jamais il n'en a existé aux U.S.A. Sans optimisme ni pessimisme, on peut considérer que le temps travaille pour le F.N.L. et que leur victoire ouvrira un nouveau champ d'action aux U.S.A. La faillite intellectuelle et organisationnelle de la gauche américaine empêche d'y voir clair, précisément au moment où ses chances paraissent les plus fortes.

Est-ce que dans cette crise la classe ouvrière prendra conscience de sa destinée ? Est-ce que les deux courants qui paraissent se dégrader, l'un parmi les étudiants et les jeunes, l'autre parmi les travailleurs, pourront se rejoindre dans un mouvement d'émancipation. Tout dépend du développement objectif de la situation. On peut penser qu'il en sera ainsi si la crise du capitalisme américain se développe d'une manière ou d'une

autre ; on verra alors l'opposition des masses gagner la rue, le potentiel dynamique de la classe ouvrière américaine surgir à nouveau d'une manière très différente de celle du passé, et sans perspectives capitalistes de récupération.

Notes :

(1) un camarade de San Francisco donne une idée des luttes aux U.S.A. :

Dans une petite imprimerie de San Francisco, une grève dure depuis des semaines, mais la boîte tourne avec des jaunes. Voici ce qu'écrit un camarade de cette lutte (4-70) : « ...il y a 5 semaines, nous avons attiré 1.000 personnes (devant l'imprimerie) et à la fin, nous sommes restés un petit noyau qui, aidé de quelques jeunes du S.D.S. ont refusé de se disperser. Les flics ont dû nous vider pour faire place aux camions. Il y a trois semaines, nous avons remis ça, mais cette fois nous avons tout cassé. Pas une vitre de l'immeuble n'est restée. Le seul camion resté sur le parking n'a pas voulu flamber. Les flics ont attendu du renfort avant de nous vider : 10 arrestations, quelques blessés. Le journal n'a pas paru ce samedi.

(2) Après la grève sauvage des postes, l'ampleur des augmentations de salaires accordées non seulement à tous les fonctionnaires (dont les postiers) a obligé Nixon à modifier totalement le budget américain, donc à rogner sur les crédits destinés, soit à la guerre, soit à manipuler l'économie.

(3) De la même façon qu'en France, le capitalisme américain a utilisé les travailleurs des régions moins développées à mesure que ceux en place s'intègrent à la lutte de classe. Dans les usines d'automobiles, des ouvriers du Sud Tennessee par exemple, furent embauchés dans les périodes de pointe et licenciés selon les « nécessités » de la production. Mais c'est beaucoup plus réduit qu'autrefois. De plus, toute immigration a cessé pratiquement depuis 1925, de sorte que les travailleurs étrangers ne peuvent être utilisés en ce sens. Le cas des noirs est particulier à cause de l'application de quotas à l'embauche en faveur des blancs, ce qui interdit pratiquement aux directions de les utiliser, à la manière des ouvriers étrangers en France (cas de Citroën-Javel qui emploie actuellement 8.500 étrangers sur 10.000 ouvriers, et remplace les algériens-espagnols-portugais se défendant trop bien maintenant par des yougoslaves).

(4) A l'autre bout des U.S.A., à San Francisco, un camarade décrit ainsi la situation :

« Le soir même du verdict de Chicago, 14 blocs de Berkeley ont été ravagés par une émeute. 250.000 dollars de dégâts. Quelques jours auparavant, le parking de la police avait sauté, épargnant par miracle un groupe de policiers. Deux jours après, un poste de police a sauté à San Francisco : 1 mort, 6 blessés. Enfin, il y a quelques jours, après un discours d'un avocat de Chicago, des étudiants de San Barbara sont descendus dans la rue. Une banque a brûlé totalement. Je crois qu'en 2 ans, plus de 60 bombes ont explosé ou ont été désamorçées autour de San Francisco. Fascistes et Panthers ont une abondante littérature sur le sujet. Le matériel est facile à se procurer et les dingos abondent. On dit que certains vendeurs de drogue ont ajouté les explosifs à leurs stocks. Certains attentats sont l'œuvre d'authentiques dingos ; les autres sont politiques.

(5) C'est ce que pense manifestement Nixon lorsqu'il déclare :

« Ce pays n'est pas fait pour la révolution. La vérité est que nous avons la soupape de sûreté du droit à la contestation... Quand nous avons cette espèce de soupape de sûreté, nous ne pouvons avoir de révolution ». (conférence de presse de Nixon - 8 mai 70)

(6) Mais c'est aussi ce qu'écrit un camarade français aux U.S.A. (4-70), à propos de la grève des postes (voir I.C.O. de mai 70).

« Voilà sans doute le texte que les lecteurs d'I.C.O. veulent lire « sur la grève des postes aux U.S.A. ». Tout y est : l'antisindicalisme de base et une information

toujours du point de vue du pouvoir. Il y a évidemment là un certain nombre d'informations que vous pourrez trouver intéressantes. Mais, à mon avis, c'est complètement débile, pour deux raisons :

— d'abord, il y a de bonnes raisons de croire que ce qui a fait que cette grève sauvage partie de New-York s'est étendue si vite, c'est un certain style qu'on n'avait guère vu ici depuis des années (meeting dans la rue, décisions prises par acclamations et exécutées sur le champ, présence et soutien des femmes des grévistes...) — ensuite, dans le contexte de fascisation de ce pays

(et des autres ?) je vois mal comment en déduire une stratégie parce que, par leurs intérêts et leur nature, (54 % des travailleurs en col blanc contre 46 % en col bleu) les travailleurs de ce pays dans leur ensemble se rangent du côté du pouvoir, si affrontement il y a. On peut, par optimisme, se réjouir de voir réapparaître les traditions libertaires des travailleurs américains. Mais il suffit de savoir que la plus grande violence n'a jamais été très éloignée ici du plus grand réformisme, pour se demander sérieusement si cela est vraiment porteur d'avenir.

Luttes de classes et mouvement révolutionnaire

Les textes qui suivent continuent la discussion amorcée par les deux éditoriaux publiés sous ce titre dans les numéros 91-92 (mars-avril 70) et 93 (mai 70).

CONSEILLISME ET CONSEILS

(d'un camarade de Bordeaux - 5-70)

Je suis d'accord sur la première partie de ce texte, mais la fin me semble pour le moins ambiguë : « Il n'y aura plus d'usines, on ne peut garder que ce qui va dans le sens de la fin du travail : l'automatisation ? Le reste est à brûler ou à utiliser pour autre chose que le travail. Car il n'y aura plus d'ouvriers. »

Nous voilà transportés instantanément dans une société paradisiaque, la fée Révolution est passée par là et d'un coup de sa baguette Radicale a tout transformé. De nombreux problèmes sont ainsi expulsés. Le but à atteindre, cette société édenique, est complètement dissociée du processus qui permettra de l'atteindre. Cela a bien des avantages : c'est plus rapide, plus facile (on reste dans le domaine des idées, alors que la réalité a une fâcheuse tendance à résister) et de plus on sait bien où on va. Voilà où mène le désir de radicalité à tout prix : la spéculation intellectuelle. Encore une fois l'I.S. a été mal (ou pas) comprise (texte sur l'idéologie conseilliste, I.S. 12).

Si le problème est de passer du vieux monde au nouveau, il me semble néanmoins qu'il faut considérer les forces productives actuelles telles qu'elles sont réellement, c'est-à-dire peut-être pas tout à fait suffisantes pour rayer d'un trait de plume tout ce qui n'est pas automatisation. Les auteurs du texte en question semblent vouloir ignorer cela. Ce problème sera tranché par les gens eux-mêmes en fonction de leurs besoins, de leurs désirs et des moyens qui seront à ce moment là à leur disposition. Et je voudrais ajouter qu'au début tout au moins les désirs et les besoins seront les faux besoins et les désirs mystifiés des hommes actuels (la révolution ne balayera pas non plus d'un seul coup la misère intellectuelle, affective, etc...).

Je ne suis pas sûr non plus que le niveau technologique actuel permette la fin du travail (même dans les pays développés (U.S.A.)).

La fin du travail n'étant pas pour demain, il importe que pendant la période transitoire, existent des formes sociales et économiques ne pouvant en aucune manière créer une nouvelle aliénation. Les producteurs ACTUELS créeront eux-mêmes leurs formes d'organisation qui serviront à la fois à renverser le vieux monde et à gérer ce qui viendra ensuite. N'est-ce point ce que l'on entend généralement par conseil ouvrier ?

Les auteurs du texte critiquent en une ligne, à la fois l'idéologie conseilliste et la forme économique et sociale conseil : « les conseillistes produisent des fantasmes ». Cela est bien rapide. Si la critique de l'idéologie conseilliste a déjà été faite, celle de la forme conseil est encore à faire. Il me semble que c'est la forme la plus radicale qu'ait pris le mouvement ouvrier jusqu'à maintenant :

— elle est apparue spontanément à plusieurs reprises ; — c'est une forme ouverte, c'est-à-dire qui évoluera toujours dans le sens que les producteurs (c'est-à-dire la quasi totalité de la population à ce moment là) fixeront compte tenu des désirs, des besoins et des possibilités. C'est la seule forme d'organisation qui puisse se dépasser. Elle deviendra ce que les producteurs en feront (elle disparaîtra le jour où elle ne sera plus nécessaire. Fin du travail).

Les conseils ouvriers ne sont que la forme économique de l'autogestion généralisée. Il est certain qu'au début l'autogestion sera dans une certaine mesure l'autogestion de la misère. Il est non moins certain que la forme conseil (où les producteurs ont tout pouvoir sur tout) ne peut que tendre à faire disparaître cette misère sous toutes ses formes.

Il devient urgent de faire une fois pour toute la distinction entre les « conseillistes » qui veulent constituer une organisation conseilliste (qui ne serait au mieux qu'une résurgence de l'anarcho-syndicalisme sous un autre nom, à moins qu'elle ne devienne un nouveau groupuscule) et les « conseillistes » pour qui les conseils ouvriers sont les organisations que se donnent les travailleurs en lutte et qui se transformeront en organes de gestion de la société toute entière par elle-même.

Quand les travailleurs auront réalisé eux-mêmes leur émancipation, ils verront bien ce qu'ils veulent faire et ce qu'ils peuvent faire des usines.

Serons-nous des maîtres sans esclaves ou des esclaves sans maîtres ? La réponse sera donnée de façon concrète plus tard.

D'UN CAMARADE DE TURIN (5-70)
SUR I.C.O. N° 91-92, « LUTTE DE CLASSE
ET MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE »

C'est un article très intéressant... mais j'ai noté quelques points :

a) l'article dit que les conseillistes ne produisent que des fantasmes, très bien, mais j'aimerais en savoir davantage, parce qu'ici, en Italie, il n'existe presque pas de mouvements conseillistes. Ils sont en train de naître (voir Ludd à Gènes) et je n'ai pas encore les idées claires sur ce point.

b) si le mouvement révolutionnaire n'a rien à retirer du mouvement des occupations, que peut-il et que doit-il faire ? Bien sûr, sortir des usines et aller dans la rue, mais il y a une chose à dire toutes les usines ne se trouvent pas dans les villes. Et puis, une fois que les ouvriers sont dans la rue, que doivent-ils faire ?

c) autre chose que je n'ai pas comprise : le double pouvoir (P.S.U.-C.F.D.T.).

d) pouvez-vous m'expliquer clairement comment le P.

C.-C.G.T. est entré dans les conseils d'entreprise et ce qu'il y fait ?

SUR « CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS »

De ce point de discussion, j'accepte presque tout, au moins pour le moment, mais j'ai relevé une contradiction entre la page 40, où l'on dit que l'objectif est la gestion des usines et de la société par les travailleurs eux-mêmes, et la page 3, où l'on dit que dans le socialisme il n'y aura pas de gestion des usines. Qu'est-ce que cela signifie ?

D'UN CAMARADE FRANÇAIS AU MEXIQUE - 4-70

...Dans le bulletin de mars-avril, je remarque un ton nouveau qui n'apparaissait pas à la fin de l'année dernière, quand je suis parti. L'article « Lutttes de classes et mouvement révolutionnaire » me paraît de cette sorte. Il me semble qu'il se passe quelque chose du côté de la prise de conscience, une évolution. C'est peut-être déjà une nouvelle étape, semblable à mai 68, mais qui prendra des formes de lutte encore nouvelles ?

UNE REVOLUTION IDEOLOGIQUE

d'un camarade en « résidence » à l'armée

A propos du dernier numéro d'I.C.O. (mars-avril 70), deux articles ont plus particulièrement retenu mon attention. Le premier p. 29 « A propos des possibilités révolutionnaires à l'intérieur des M.J.C. », m'a frappé par sa vie, sa force et son « activisme » (que l'auteur critique d'ailleurs à l'intérieur dudit article). J'avoue qu'I.C.O. ne m'a pas habitué à tant de fougue. Il est vaï, et je suis pleinement d'accord avec l'auteur, que ce que les Maos appellent « révolution culturelle » et ce que j'appelle révolution idéologique, est une lacune fondamentale d'I.C.O. Depuis deux ans maintenant que je suis de près l'évolution du journal, je peux me faire une opinion, qui, je crois, est réaliste de la situation. Deux idéologies qui ont longtemps alimenté les colonnes des journaux intellectuels de gauche s'affrontent. Les marxistes « purs » (mais non orthodoxes) d'une part et les « bakouninistes » d'autre part.

Certes la révolution socialiste est avant tout une transformation des structures sociales et économiques, mais la seule transformation de ces structures nous mènera vers cette société technocratique-bureaucratique qui sévit en U.R.S.S., en Chine ou à Cuba. Et cela, nous le refusons.

Nous, les « non-marxistes-purs » d'I.C.O. Et c'est dans ce sens là que la lutte idéologique est une lacune dans I.C.O. Je ne me ferai pas l'avocat du diable en soutenant la grande révolution culturelle prolétarienne française qui sévit en ce moment dans un grand nombre d'esprits révolutionnaires étudiants ou enseignants. Car s'ils luttent contre « l'idéologie-bourgeoise décadente », ils prônent une culture prolétarienne qui elle, m'est encore plus étrangère.

Pourtant, je crois que la culture et le savoir ont leur place dans la lutte des classes et je pense que c'est un terrain que nous n'avons pas à abandonner aux mains et aux cerveaux de la bourgeoisie.

J'en viens maintenant au compte rendu de la rencontre de Montpellier (p. 36). Outre les problèmes financiers, pratiques et matériels que posent le journal, je vois toujours que les problèmes politiques priment. C'est ce qu'on appelle mettre la « politique au poste de commandement ». Parmi les points à aborder et à débattre dans les groupes, ma critique rejoint ce que j'ai écrit ci-dessus, je ne vois pas de critique de l'idéologie bourgeoise.

D'aucuns (et ceux-là se retrouveront dans une critique de l'activisme) me diront que la lutte des classes (au sens marxiste) atteint son apogée dans la lutte « armée » contre la bourgeoisie et que dans cette période d'intense action, la révolution idéologique se fait naturellement. D'autres me diront que si en 1917, en Russie ou en 1949 en Chine, cette révolution idéologique

ne s'est pas produite, c'est à cause du caractère ultra léniniste et de l'organisation révolutionnaire. Nous ne sommes ni en 1917, ni en 1949, ni en Russie, ni en Chine ; nous sommes dans un pays occidental, dans une période de capitalisme monopoliste, à la fin du 20ème siècle, et que l'emprise de l'idéologie dominante sur les « masses », sur les syndicats, se fait par des moyens qui n'existaient pas à l'époque de Lénine ou de Mao pendant la longue marche. Et c'est pour ça que cet axe de lutte, que je clame depuis un an déjà, me paraît aussi fondamental que les autres. On ne prépare pas la révolution, on la fait. Et pourtant, je crois qu'I.C.O. la prépare.

LE MOUVEMENT OUVRIER et LA THEORIE

d'un camarade d'Arcueil (banlieue de Paris)

(qui fait partie d'un groupe local)

...Je viens de lire I.C.O. mars-avril, et en même temps le manifeste d'International Créativity (1). J'ai donc plein d'idées en tête que je risqué d'oublier si j'attends trop. Cette discussion aura aussi lieu au sein du groupe. Ce qui me frappe en lisant l'I.S. (Internationale Situationniste, B.P. 307-03, Paris), I.C.O. ou I.C., c'est la surenchère révolutionnaire des uns et des autres, chacun voulant se prouver qu'il l'est plus que les autres, sans même qu'il y ait un réel débat de fond sur les mots employés, la théorie énoncée, chacun essayant de démontrer qu'il est sur des positions radicalement opposées aux autres. Dans I.C.O., on lit : « le conseilisme et un phantasme », dans I.C. on lit que le texte « pour la prise de conscience d'une classe qui sera la dernière » est du déblatéré, dans l'I.S. on lit que vous êtes des tenanciers de ronéo, etc... Tout ceci n'entame pas une discussion théorique susceptible de faire avancer les autres, et surtout ne démasque personne (en admettant qu'il y ait quelqu'un à démasquer). A mon avis, pas plus vous que l'I.S. n'avez cherché ce qu'il y avait derrière les mots, derrière les formulations théoriques comme nous le leur avons écrit sans avoir jamais de réponse.

Il m'apparaît aujourd'hui évident que lorsque l'on fait la critique du pouvoir séparé, la surenchère révolutionnaire pour le plaisir (car ça ne dépasse pas ce stade) renforce cette séparation des pouvoirs d'une manière infantile. Ces débats n'ont pas lieu au sein du prolétariat. Ce serait déjà un grand pas si nous arrivions à porter le débat au niveau de démasquer les organisations trotskystes, maoïstes comme étant purement réformistes.

Pour des gens comme moi (et certainement pour pas mal de groupes de base ou de groupes autonomes), la querelle nous paraît assez abstraite (au point qu'on se demande si elle n'est pas entre des personnes). Ce que nous pouvons trouver dans I.C.O. (analyse de la manière dont se mène le combat de la lutte de classes actuellement dans les boîtes...), nous ne le trouvons pas dans l'I.S. (qui ne devrait pas négliger cela si ils pensent réellement que le prolétariat est la classe révolutionnaire — donc en grande partie les ouvriers) et si réellement ils se posent le problème de l'organisation et souhaitent en construire une suffisamment conséquente pour être capable de faire la révolution aux côtés, avec et dans le prolétariat).

Ce que je trouve dans l'I.S. (analyse cohérente et unitaire du monde dominant tel qu'il est aujourd'hui et expression théorique d'un niveau très élevé), je ne le trouve pas dans I.C.O. Nous pourrions ainsi parler des Cahiers de Mai qui me semblent jouer un rôle assez semblable au vôtre. Je ne sais pas où l'I.S. puise ses informations (peut-être chez vous ou dans les Cahiers de Mai, ou dans des revues internationales qui semblent aussi être en contact avec vous) ce qui est sûr c'est que, sans ces informations sur les mouvements de grè-

(1) Nous avons parlé de ce texte, pour se le procurer s'adresser à : M. LAB - 115, avenue de la Bourdonnais - Paris 7ème.

ve, la manière dont ils sont menés, je n'aurais pas grand chose pour justifier la « praxis » que j'ai adoptée, car ne travaillant pas dans une usine et ayant les contacts limités (ceux du groupe, donc limités en nombre et géographiquement), le doute et la possibilité de masturbation intellectuelle au niveau d'un groupe reste. Il y a encore beaucoup de problèmes à aborder, j'espère que le débat est ouvert...

ELEMENTS DE REFLEXION SUR L'ACTIVISME

Je me pose beaucoup de questions là-dessus depuis un ou deux mois parce qu'après m'être livré à un harcèlement de provocations apparemment suivies d'aucun résultat positif, si ce n'est celui de me faire traiter de « spontanéiste irresponsable », la situation débouche en ce moment sur des entreprises intéressantes et des prises de contacts qui se multiplient de façon très satisfaisantes. Il y a bien entendu beaucoup de choses à mettre au point et de discussions à avoir, mais le pas qui vient d'être fait est important en ce sens qu'un certain nombre de gens sont prêts à passer de la théorie à la pratique révolutionnaire (il faut signaler qu'il n'y a eu rien d'important ici en mai 68 et jusqu'à maintenant dans ce domaine). J'espère que les camarades d'I.C.O. fourniront des éléments de réponse intéressants à ce sujet.

d'une camarade d'Herblay, banlieue de Paris - 5-70

On parle beaucoup de l'activisme, ces temps, dans la presse « gauchiste », et tout le monde (ô miracle !) semble d'accord pour condamner les pratiques activistes. Assistons-nous à la naissance d'un « Front uni des révolutionnaires contre l'activisme » ?

C'est très joli, mais encore faudrait-il savoir ce que recouvre l'étiquette...

Ayant discuté la chose avec quelques camarades, certains m'ont répondu que ça signifiait « agir pour agir ». d'autres que ça désignait toute action « exemplaire » par opposition à l'action « de masse ». Je passe sur la première définition qui me semble assez floklo (on n'agit pas, même « pour agir », sans aucune motivation, ne serait-ce que la volonté de maintenir une agitation). Quant à la distinction action exemplaire — action de masse — pour être plus intéressante, elle ne m'en semble pas moins académique.

Où commence l'une, où finit l'autre ?

Comment savoir avant si une action sera mobilisatrice ou non, si elle restera « exemplaire » ou si les masses y reconnaîtront quelque chose de leur véritable visage, de leurs désirs fondamentaux ? Et puis, « les masses », ça correspond à quel nombre de gens concernés (problème éternel : « à combien de cailloux commence un tas de cailloux ? »), à quel niveau de prise de conscience ? Quels sont les étalons ?

Et même après, il n'est pas toujours facile (sauf dans quelques cas limités) de décider si une action a été ou non efficace au niveau de la prise de conscience des masses.

Le fait de scandaliser les travailleurs est si peu évidemment négatif en soi, que le matraquage publicitaire s'en sert tous les jours avec le succès qu'on sait !

Bien sûr, choquer n'est pas la panacée, il faut aussi pouvoir expliquer le cas échéant. Mais il y a beaucoup de gens autour de moi avec qui je n'ai pu avoir de contacts fructueux que parce que, les ayant réellement scandalisés par mes agissements soi-disant « irresponsables », ça les avait forcé à prendre position et donc à préciser leurs options hors de leurs hornières habituelles.

On m'a expliqué par exemple que parler à un travailleur sur-exploité, de liberté sexuelle, c'était agir en provocateur et en irresponsable, qu'il fallait attendre quelque chose comme des « conditions objectives » pour pouvoir éveiller un écho à ce sujet dans les masses traumatisées par les critères bourgeois en vigueur sur

la question, et que les travailleurs étaient les premiers à interioriser la répression sexuelle, tout étant fait pour ça. Cette analyse est loin d'être idiote, elle est même parfaitement logique. Beaucoup trop cependant pour qu'on puisse lui faire confiance, et j'ai eu dernièrement beaucoup de démentis en la matière. Dès qu'on sort cette question du ghetto où elle est complaisamment maintenue par l'idéologie au pouvoir, c'est fou ce qu'on apprend, c'est fou ce qu'on libère comme discussions !

Je ne peux être ni pour ni contre l'activisme tant que je ne sais pas ce que le mot recouvre. Et je pose en toute bonne foi la question aux camarades d'I.C.O., et particulièrement à ceux qui ont été unanimement d'accord lors de la rencontre de Montpellier (cf I.C.O., mars-avril 70) pour critiquer « l'activisme » : que signifie pour vous la notion d'activisme, qu'est-ce qu'une action exemplaire, qu'est-ce que « l'activisme individualiste » ?

d'un camarade de la Lozère - 4-70

A propos de la controverse actuelle dans I.C.O. :

Deux langages (avec leurs pratiques correspondantes) s'opposent de plus en plus dans I.C.O. L'un se réfère à la théorie conseilliste restreinte, l'autre à la théorie conseilliste généralisée.

Les premiers s'en tiennent à l'héritage classique des mouvements ouvriers et aux lieux de production.

Les seconds étendent la critique révolutionnaire à tous les aspects de la vie (l'I.S. étant l'une des cristallisations de ce mouvement). Encore très dispersés, et tributaires de convulsions sociales, certains ont tenté d'utiliser I.C.O. comme boîte aux lettres.

L'extrême variété apparente des opinions à I.C.O. se ramène toujours à l'une des deux options précédentes avec leurs variétés propres.

Malgré la relative tolérance des premiers envers d'autres types d'informations, ils n'exercent pas de critique sur les autres (à part des petites histoires personnelles et un dossier peu maniable). Ceci est normal car une théorie restreinte ne peut être critiquée envers la théorie généralisée (sauf pour contester le caractère restreint ou généralisé).

Aussi, il n'y a pas de dialogue théorique possible entre ces deux tendances, seul le dialogue pratique permet le dépassement, mais à lire la brochure d'I.C.O. sur mai 68, j'ai l'impression qu'il en faudra bien d'autres. Ce qui semblait une théorie avancée dans le mouvement ouvrier se change déjà en arrière-garde bien pensante qui peut se croire encore révolutionnaire... par rapport aux syndicats.

SUR LA REVOLUTION

d'un camarade français en Suède

A propos de « Perspectives actuelles du capitalisme » numéro 87 I.C.O., p. 17 (exposé d'un camarade américain à la rencontre internationale 69).

« L'exposé du camarade américain appelle au moins 3 remarques : lorsqu'on considère le capitalisme mondial, on a de la peine à avaler la « décroissance du taux d'accumulation ». Quant à la « décroissance — chute — du taux de profit », elle est contestée par CARDAN (voir l'appendice à Marxisme et théorie révolutionnaire, dans le texte de SOLIDARITY, car il ne figure pas dans SOCIALISME OU BARBARIE numéros 31-32-33). Dans les deux cas, je ne suis pas qualifié pour discuter sérieusement, mais j'aimerais des éclaircissements. La troisième remarque est la plus importante. On nous ressort la crise inévitable (qui par ailleurs, paraît-il, dure depuis 1900) et surtout on semble faire dépendre les possibilités révolutionnaires de l'existence d'une crise économique. Là je ne marche pas. Cette question n'est pas académique : s'il n'y a pas de révolution sans crise économique, on n'a qu'à se croiser les bras en attendant la crise, comme pour la pre-

mière communion, pendant que les économistes surveillent l'économie. Ça pue le vieux militantisme maoïste.

La révolution est pour moi autre chose. Ça commence à l'échelle de l'individu avec le refus « instinctif » ou conscient de cette société. A l'échelle collective c'est l'extension de ce refus, quelles que soient ses formes, jusqu'au jour où le capitalisme ne peut plus fonctionner et où une nouvelle société se crée dans la lutte, par la lutte. (Une de mes vieilles amies m'a écrit : « on ne regarde que les luttes que l'on n'a pas affrontées. C'est cela qui devrait être l'enseignement de ceux qui font des bilans »). La révolution, c'est la lutte des prolétaires et du prolétariat pour devenir maîtres de leur vie. Crise ou pas crise, ceux qui refusent d'être des esclaves ou des prostitués (ou les deux à la fois), se sont toujours bagarrés, se bagarrent, et se bagarreront toujours, sous les formes les plus diverses, sur tous les fronts. Quant à l'économie, on a le temps de voir. Suivant ce que nous aura laissé la société capitaliste et ce que nous jugerons nécessaire à nos besoins, nous continuerons, augmenterons ou arrêterons l'accumulation. Personnellement, je vois une transformation du capital existant et l'utilisation des gigantesques stocks permettant d'arrêter très rapidement l'accumulation. Voici entre autres, deux raisons : un homme heureux a besoin de cent fois moins de choses qu'un esclave, et la propriété collective permet une utilisation bien plus optimum des objets que leur propriété privée. Je ne reviens pas sur les thèmes connus du gigantesque gaspillage de la société capitaliste et de toute la société hiérarchisée.

SUR LE REFUS

Je voudrais dire tout le bien que je pense des camarades de la Lozère (I.C.O. n° 90, p. 18), du Chili (I.C.O. 90, p. 19 et 23), de l'Aisne (I.C.O. 85, p. 23), de Toulon (I.C.O. 90, p. 25). Etant moi-même un renégat d'une boîte d'ingénieurs, type Arts et Métiers, j'appuie à 100 % l'analyse du gars de Centrale. J'ajoute que, de l'aveu même des profs, ce sont les élèves les plus intelligents qui réussissent le moins dans ce type de boîte, à part quelques « jeunes loups ». J'ajoute que la misère dans ces toiles est effrayante et que l'alcoolisme chronique atteint un taux voisin de 90 %. Les rares qui feront carrière l'auront payé cher pendant longtemps (je pense aux technocrates de l'Opus Déi qui viennent de prendre le relais en Espagne). Vouloir partir en cours d'études, c'est s'exposer à des pressions multiples et diverses : l'orienteur scolaire que j'avais été voir clandestinement, aurait voulu me faire croire que j'étais un génie en maths pour me faire rester, après m'avoir passé un savon pour avoir parlé de « cette sale boîte ». Après avoir tourné la question sous tous les angles pendant 16 mois, je suis enfin parti. C'est là que j'ai commencé à vivre, me rattrapant pour les années de baignade de la boîte et de l'enseignement technique qui les avait précédées. Après la fête de mai 68, j'ai quitté l'université, et je n'ai jamais été aussi heureux depuis mon enfance. J'en ai « chié » en SUEDE les premiers mois, comme l'an dernier en Grande-Bretagne, d'abord parce que ce n'est jamais facile d'aller dans un nouvel endroit, ensuite parce que je refuse tous les contrats compromettants (*intégrants*), mais maintenant que j'ai percé, c'est la belle vie. Même les pires moments, lorsqu'on est isolé des siens (les « déserteurs ») et qu'on perd l'espoir de les rencontrer, sont du gâteau à côté du baignage qui mène à une carrière d'ingénieur.

Des réseaux sont une idée, mais de toute façon, on se rencontre un peu partout. Je connais pas mal de gens comme nous, dont plusieurs de mon ex-boîte, qui ont « déserté » ou qui sont sur la voie de la « désertion » (je parle ici de lycéens surtout). Celui que je considère comme mon meilleur copain en G.B. est un ancien marin qui a suivi un stage de reconversion pour être ouvrier, et qui finalement s'est fait embaucher comme receveur de bus pour ne pas mettre les pieds dans une prison, l'usine. En mai 68, c'était souvent les « déserteurs » qui ont mené la danse (ceux qui

étaient encore étudiants, ont le plus souvent cessé de l'être) et toutes les dissertations sur le mouvement étudiant me font rigoler : il n'y avait pas 10 % d'étudiants actifs, en province, et la majorité était ultra-réformiste. Aux barricades de Paris, d'après des gars qui y étaient, il n'y avait presque pas d'étudiants, mais des travailleurs, des lycéens, etc... Même dans les usines paumées du Forez, des vieux qui avaient travaillé comme des bêtes pendant des dizaines d'années, sans mouffeter, ont fait grève et se sont bagarrés pour une paire de bleus, en plus des accords, alors que les étudiants (la masse) révisaient leurs examens, ou étaient partis en vacances. Les « déserteurs » se foutaient de l'université, et ce qui nous intéressait c'était le téléphone, les équipements ; lorsque nous avons senti que c'était rapé, les uns sont allés s'amuser à Paris, d'autres ont disparu comme ils étaient apparus, quelques uns sont restés tant qu'on pouvait utiliser les équipements. Après, ça a été la lamentable fin, et les charognards se sont mis à l'œuvre, multipliant les tentatives, de rallonger la sauce dans la casserole vide, essayant des « remake », comme celui de la manif du 27 octobre 68 à Londres. En G.B. les trotskards (International Socialism, International Marxist Group, I.M.G. etc...) ont doublé leurs effectifs grâce au mai français, mais c'est déjà retombé, beaucoup ne peuvent évidemment pas avaler leurs salades paléontologiques, à peine ripolinées pour la circonstance.

FONCTION LIBERTAIRE DU GROUPE EXTERNE D'INTERVENTION

(de camarades italiens - 4-70)

Extrait d'un document-projet élaboré par le groupe Dioniso de Milan, qui intervient en Sardaigne depuis juillet 1969. On trouve dans Umanité Nova le document issu d'une assemblée de cultivateurs à Orgosolo, et un autre document sur la constitution d'un groupe de travail manuel et intellectuel « la Commune », constitué par les jeunes filles d'Orgosolo à partir de l'intervention des filles du Dioniso et de nombreuses assemblées.

Le groupe Dioniso est une communauté mixte, composée d'étudiants, d'ouvriers, d'intellectuels, d'artistes. Il utilise divers moyens d'intervention basés sur une technique particulière du rapport direct : Dionisotest, Dioniso-école dans la rue, la fresque murale collective avec intervention populaire, le théâtre assemblée avec participation active, et naturellement d'assemblée-débat, le manifeste, le tract.

Le groupe Dioniso se trouve actuellement à Nuoro. Le document suivant a été lu à l'assemblée régionale des groupes de la gauche extra-parlementaire agissant en Sardaigne, en avril 1970.

Vers la régulation autonome des groupes

Dans la perspective révolutionnaire, le plan culturel et le plan politique sont en liaison dialectique. Le processus révolutionnaire est un phénomène unique de corrosion progressive et de renversement du pouvoir, et de tout pouvoir, pour l'avènement d'une société égalitaire fondée sur de nouvelles valeurs qui sont à la fois politiques et culturelles : l'autogestion de la vie à tous les niveaux, l'aide mutuelle et la collaboration entre les hommes, la possession et l'utilisation commune des biens.

Le processus révolutionnaire est actuellement aidé — mais non pas géré — par des minorités actives qui agissent au sein d'un processus productif (par ex. l'usine), et par des minorités actives externes, agissant de l'extérieur par un travail politique. Ces dernières doivent être selon nous représentées comme des « groupes d'intervention », et c'est dans ce sens qu'il faut aider leur organisation autonome.

Les minorités internes

Elles sont contraintes, par la logique du système capitaliste, à déployer un travail politique nécessairement sectoriel. La division du travail, la séparation dirigeants-exécutants, la concurrence entre les secteurs de l'éco-

nomie, opposent les individus les uns aux autres dans la lutte pour la survie... Seules quelques rares périodes de lutte parviennent à briser, avec la solidarité prolétaire, cette division inhumaine qui contredit la tendance naturelle des hommes à la collaboration et à la fraternité. Mais les minorités actives, en contact direct sur les lieux de travail avec l'exploitation, sont obligées de régler leurs comptes quotidiennement avec cette logique inhumaine et sectorielle ; il serait donc utopique de prétendre que leur réponse dans cette lutte pourrait ne pas être également sélectionnée et basée principalement sur les revendications salariales.

Conséquence importante : la critique du syndicat comme « instrument au service du patron » doit être modifiée, non pas tant dans son contenu, mais dans sa tactique ; elle doit être le fait d'éléments internes au processus productif et jamais d'éléments externes qui seraient trop facilement considérés comme intrus et incompetents.

Les minorités externes

Ce sont celles qui agissent à l'extérieur d'un processus productif, par un travail politique. Nous sommes opposés à la position des camarades extérieurs qui croient être devenus des éléments internes parce qu'ils ont été admis à quelques séances des comités ouvriers ; on les éloigne à la première erreur tactique. Ceux-là pourraient donner à leur travail politique efficacité et influence en devenant de vrais ouvriers, en supportant l'exploitation quotidienne, et pourraient alors discuter sur un pied d'égalité des problèmes communs, à commencer par celui de la condition des travailleurs.

Mais il y a d'autres camarades qui, en luttant contre le pouvoir bourgeois, se sont trouvés mis à l'écart par des mécanismes productifs précis (par ex. par une opposition irréductible avec les autorités dont ils dépendent) et qui sont ainsi devenus « externes ». Ou encore d'autres qui exercent une profession surtout artisanale, occasionnelle, de type intellectuel-artistique. Pour tous ceux-ci, s'ouvre, à notre avis, la perspective de s'organiser avec d'autres camarades en « groupes d'intervention ».

Complémentarité et régulation autonome

Pour les rapports entre une minorité interne et un groupe d'intervention, nous proposons le principe de la complémentarité, entre les luttes et actions à l'intérieur et à l'extérieur, se complétant réciproquement et favorisant par cet échange constant un développement progressif de la conscience révolutionnaire. Elle n'exige donc pas du tout un programme stratégique élaboré d'une façon hiérarchique et centralisée ; au contraire, conçue comme articulation progressive des interventions et des luttes sur le contexte social et son évolution, c'est une méthode tellement souple qu'elle constitue le premier pas et la condition pour parvenir à une autorégulation efficace des groupes externes et des minorités internes...

Cela ne suffit pas, il faut aussi que le groupe d'intervention travaille dans une perspective claire et définie, qui pour des groupes libertaires ne peut être que la suivante : ce conditionnement réciproque des luttes doit favoriser le processus révolutionnaire authentique, qui conduit de la gestion autonome des luttes à la gestion autonome totale de la vie de chaque individu.

Quant au contenu des luttes, il est impossible de l'établir a priori, puisque l'action des groupes d'intervention doit justement s'élaborer d'après les situations concrètes diverses, que l'on ne peut connaître que par la pratique du rapport direct avec la réalité sociale qu'on affronte, et non pas par des analyses faites en chambre, et reflétant nécessairement des réalités sociales appartenant déjà à un passé plus ou moins éloigné. *Exemples en relation avec le moment historique actuel :*

1) Les luttes des minorités internes ayant inévitablement un caractère spécifique et sectoriel, la tâche des groupes d'intervention sera de leur donner un sens global : reprendre les contenus des luttes spécifiques et en faire ressortir les liens, contribuant ainsi à un progrès du niveau de conscience général favorisant à

son tour un saut qualitatif des luttes des minorités internes.

2) Si les luttes des minorités internes tendent à se localiser (usine, chantier, école, exploitation agricole, etc...), les groupes d'intervention devront opérer dans des espaces plus amples, tels que le quartier, le village ou même la ville, s'il est possible de coordonner l'action des différents groupes d'intervention de la ville.

3) Si les minorités internes sont contraintes à conduire des luttes visant surtout le niveau économique (ou sur des revendications limitées de liberté de réunion, de décision, mais toujours au niveau local), les groupes d'intervention ont à étudier et éventuellement promouvoir des actions exemplaires et des luttes de type global, qui engagent tous les hommes à tous les niveaux : existentiel, affectif, économique, intellectuel, sexuel, idéologique et culturel.

4) Complémentarité entre la stabilité des minorités internes et la mobilité des groupes d'intervention.

5) Alors que les luttes qu'ils mènent orientent les membres des minorités internes vers la recherche des intérêts communs à tous les camarades, libertaires ou non, qui partagent certains principes de base, comme la gestion autonome, la fonction du groupe d'intervention est de remplir le vide d'information idéologique, ce que les minorités internes ne pourraient faire sans courir le risque de se trouver isolées et mises à l'écart. Ce qui se justifie si on comprend que les idées, et non seulement les luttes, comme le soutiennent certains, peuvent avoir une influence sur les événements, les phénomènes sociaux et finalement sur les luttes elles-mêmes. Chaque prolétaire luttera avec une conscience plus élevée et une détermination plus grande dans son action spécifique sur le travail, s'il sait pour quel futur il est en train de lutter.

Suivent un éclaircissement sur le caractère sectoriel des positions politiques des minorités internes, qui est accepté en vue de son dépassement, et des précisions sur l'organisation interne du groupe d'intervention (vie communautaire, travail d'équipe, rotation et coordination).

SUR LES COMMUNAUTES

(d'un camarade en « résidence » à l'armée)

« On ne peut critiquer que par rapport à l'imaginaire, « sinon on ne fait que commenter. »

Mai 68 : l'occupation des usines, des facultés, des lycées prenait, dans notre optique, la signification de l'établissement de notre vie quotidienne sur notre lieu de travail (ce qui ne veut pas dire que notre analyse de mai se borne à cela).

En effet, il est évident que cette occupation, sauf dans un nombre fort limité de cas, n'avait pas pour but la *transformation du système économique établi*. La preuve en est que jamais les grévistes n'ont fait à nouveau fonctionner les usines et les facultés à leur profit.

Le système capitaliste ne fut donc que momentanément stoppé.

Par contre, de nouveaux rapports, de nouvelles relations s'étaient établies entre ouvriers, entre étudiants, et même parfois, mais peu souvent, entre ouvriers et étudiants. Et nous pensons que le slogan : « ouvriers-étudiants, même combat », ne prend son entière signification que dans une période de mobilisation générale et d'action de masse.

Nous sommes en février 70 : à « l'action des masses » s'est substituée celle des groupes politiques organisés, la conjoncture actuelle ne permet donc plus l'établissement de notre vie propre sur notre lieu de travail. Donc, il n'est plus possible de briser l'antagonisme entre vie politique et vie propre dans le sens vie privée politique, pourquoi ne pas abonder dans le sens inverse, c'est-à-dire intégrer notre politique dans notre vie privée ?

Nous pensons que nous n'avons pas, en ce qui con-

cerne notre politique de vie (life policy), à nous déterminer par mi les divers choix que nous propose la société actuelle.

La vie en « communauté » est alors une solution provisoire.

Nous sommes conscients du fait que cette vie est une importante contradiction dans notre Politique, dans la mesure où nous vivons dans une société bourgeoise (Politique que la communauté aura à définir).

Car cette solution, si important soit le nombre de participants, reste malgré tout profondément individualiste, et les participants, qu'on l'accepte ou non, sont insérés dans le système capitaliste comme la communauté en elle-même l'est dans le processus social bourgeois.

La société actuelle repose sur l'antagonisme fondamental : individu-société. Celle-ci, ensemble de morales, lois, règles, plans, etc..., qu'elle soit bourgeoise ou « socialiste » (du moins dans sa forme actuelle), sacrifie volontier l'homme, corps et esprit, à la sauvegarde de ses valeurs.

Une des motivations premières du groupe est justement l'étude de cet antagonisme ainsi que la recherche d'une solution au niveau de la société. Il est évident qu'entrent en ligne de compte dans cette recherche, les problèmes individuels des participants.

Mais rapidement, si la communauté ne s'extravertit pas, elle devient son propre objet ainsi que son propre but. Une auto-destruction de ce type ne peut être que néfaste à la poursuite de sa recherche.

Déjà certaines expériences de vie « communautaire » présentant ces dangers à caractère psychodramatique sont actuellement pratiquées en France. La communication en est le principal objet de recherche. Très vite cette recherche s'est transformée en une étude psychologique et psychanalytique du groupe lui-même. Ce dernier s'est créé un langage bien spécifique qui reste parfaitement incompréhensible aux individus le côtoyant. Ce langage a placé le groupe en marge de la société et en même temps l'en a isolé. Malgré cela une réaction b.en bourgeoise subsiste. C'est la recherche de contacts extérieurs qui, dissimulés sous le prétexte d'une communication plus étendue, lui prouve qu'il n'est toujours pas intégré dans le processus social.

Deux problèmes se posent donc à nous :

- I) les relations entre communautaires,
- II) les contacts entre le groupe et la société.

I) Les relations entre communautaires :

Le choix des participants est une question délicate qu'il faut résoudre selon certains critères propres à chaque groupe-noyau de la communauté (dans la mesure où ne nous croyons pas à la génération spontanée, il nous paraîtrait évident qu'une ou plusieurs personnes se constituent en groupe-noyau pour pouvoir la former).

Mais en aucun cas ce noyau ne doit s'ériger en « bureau politique » (ce dernier terme étant compris dans son sens le plus léniniste).

Nous pouvons déjà énoncer ici quelques critères qui nous paraissent fondamentaux :

- a) but commun,
- b) affinités sentimentales,
- c) pratique dans le groupe,
- d) désir de briser la cellule sociale.

a) LE BUT COMMUN

Nous cherchons à briser le carcan d'isolement que la société nous impose, et nous voulons dans une réflexion et une pratique commune rechercher une solution à nos problèmes individuels face à la société, qui, nous le savons, ne pourront être résolus que par la Révolution Sociale.

En aucun cas cette communauté ne peut être unidimensionnelle, c'est-à-dire qu'elle ne peut être fondée sur un critère unique, soit économique, soit esxuel,

soit politique, mais qu'elle doit être politique, économique et sexuelle.

— Les expériences danoises, de type économique, deviennent de plus en plus courantes. Elles permettent aux participants de résoudre un certain nombre de problèmes matériels, financiers, de garde d'enfants, de moyen de locomotion, ainsi que d'assouissements sexuels.

Dans le cas où les adeptes seraient de plus en plus nombreux, le gouvernement danois, très « démocratie avancée », pourrait fort bien, à l'aide d'une commission d'architectes, d'urbanistes et de sociologues, opter pour cette « solution d'avenir » quant à sa politique intérieure d'aménagement.

Ainsi nous pourrions bientôt voir au Danemark une multitude de communautés pour ouvriers, pour cadres moyens ou pour cadres supérieurs dont le confort serait proportionnel à leur revenu.

La hiérarchie sociale serait ainsi respectée.

— la communauté sexuelle semblable, quant à son fonctionnement économique, à la précédente, présente la particularité de servir de « famille » à ses participants. A la recherche perpétuelle de liens affectifs, ils veulent se dégager de l'oppression familiale traditionnelle pour les reporter sur une « famille » librement consentie. Et l'acte sexuel en lui-même, dans ce contexte, prend alors la signification d'une libération du complexe d'Oedipe.

— La communauté politique, outre ses caractéristiques économiques sous-jacentes, est en fait le lieu de mobilisation permanente des communautaires sur une ligne politique pré-établie.

Pour notre part, nous cherchons, sous toutes les optiques possibles, à mettre en pratique pour une période limitée une cellule sociale, et à étudier un société où la réalisation de tous les désirs de tous les individus serait possible et où les hommes coopèreraient à la réalisation de ces désirs, une société d'hommes libres fondée sur la communication, la liberté, et la gestion de la production par les travailleurs eux-mêmes.

b) LES AFFINITES SENTIMENTALES

La « communauté » ne peut être composée d'individus assemblés au hasard. Donc le groupe-noyau cherchera des participants qui auront, outre ce but commun, des affinités sentimentales. Celles-ci ne doivent être qu'un lien facilitant la communication entre les participants, qu'un moyen de rendre la vie en communauté possible et agréable.

c) LA CRITIQUE DANS LE GROUPE

C'est l'application de cette politique de vie. Il s'agit de traiter ensemble les problèmes quotidiens que rencontre chaque personne, ainsi que les problèmes généraux d'origine raciale, sociale, d'habitat, de travail...

La pratique des participants dans le groupe doit être en rapport dialectique avec l'établissement d'une théorie. Cette politique créée par lui-même et pour lui-même doit tenir compte de l'individualité de chacun ainsi que de son autonomie. Il ne faut pas pour autant laisser de côté le problème fondamental du groupe qui est celui de sa place et de sa situation contradictoire dans la société — que l'on a évoquée ci-dessus —. Les problèmes matériels du groupe seront pris en charge par le groupe. Nous entendons par là son financement, ses problèmes de ménage, mais aussi ses problèmes de diffusion de textes, tracts, brochures, etc...

d) DESIR DE BRISER LA CELLULE SOCIALE

La conception bourgeoise fait de la famille la base, la « cellule » sociale de la société. Mais en fait, on peut voir en elle le résultat de structures économiques déterminées. L'appareil d'éducation par lequel doit passer tout membre de la société bourgeoise est établi en vue du mariage et de la vie familiale.

Or, l'institution du mariage est solidement ancrée dans les intérêts de la propriété privée. Dans la période du capitalisme libéral, l'exploitation familiale constitue la base économique du système.

On peut briser la cellule sociale au niveau de la conception de la « famille » par la suppression de la notion de « père » et de « mère » au sens traditionnel, les enfants étant considérés comme des individus au même titre que des adultes ; il s'agit aussi de supprimer les tabous de quelque ordre que ce soit au niveau des adultes, car ce sont bien trop souvent les tabous et les conventions des parents qui répriment la créativité chez l'enfant ; ce sont aussi ces tabous qu'on appelle « bonne morale » qui aboutissent à un refoulement sexuel.

Dans la pratique au sein même de la communauté, ce désir de briser la cellule sociale se traduit donc par la naissance d'enfants. Il est évident que cela pose de nombreux problèmes, aussi nous allons supposer que cette réalisation se pose dans le cadre d'une communauté à temps de vie illimité, et que ces naissances se font en même temps, de sorte qu'il n'y ait pas de grande différence d'âge entre ces enfants.

D'autre part, *ceux-ci ne doivent pas être considérés comme champ d'expérience pédagogique.*

Nous nous rendons également compte qu'ils devront rencontrer la réalité du monde extérieur, aussi la communauté les laissera aller à l'école. *Il faudra donc les amener à comprendre à leur niveau une certaine vision du monde que la société bourgeoise leur cache.* Mais il ne faudra pas aboutir au même résultat que dans l'éducation familiale traditionnelle, c'est-à-dire de leur inculquer une idéologie qui avorterait leur créativité.

Tout ce que nous venons de dire présente en bien des aspects certaines contradictions, dont les conséquences seront supportées aussi bien par les enfants que par les parents ; pour les enfants, une situation instable due à l'affrontement des deux idéologies ; pour les parents, cela exige un dépassement de toute l'idéologie qu'ils ont reçue.

II) Les relations entre le groupe et la société :

Ce groupe ne prétend pas être une société en lui-même. Ce serait une grave erreur de penser qu'un groupe ou qu'une communauté peut se fermer sur lui-même et se substituer à la Société. Chaque jour nous sommes en contact avec cette société, que ce soit par les nécessités quotidiennes de consommation, que ce soit sur notre lieu de travail ou en quelque autre domaine.

Fermer les yeux sur ce qui nous entoure équivaut

également à ignorer ce que la société bourgeoise s'attache à nous cacher. Et pour arriver à notre but, il faudrait encore songer que *nous n'y arriverons pas seuls.* Il ne s'agit pas de faire en sorte qu'un petit groupe d'individus essaie de trouver une place au soleil, il s'agit de *transformer la société.*

Transformer la société, c'est transformer les structures sociales, économiques, politiques, mais c'est aussi changer la VIE.

Les communautés de hippies ont fait cette erreur de croire qu'il suffit de se mettre en marge de la société « capitaliste bourgeoise » pour que tout soit changé, et surtout la faiblesse de se contenter de paradis artificiels pour oublier une réalité parfois trop difficile à affronter. C'est dans la réflexion liée à la pratique quotidienne que nous arriverons à un même niveau de conscience de classe qui nous mènera au but commun.

PRATIQUE HORS DU GROUPE

Ce groupe n'est donc pas la société, et ce groupe ne s'attachant donc pas seulement à résoudre ses problèmes internes, nous aurons à expliquer nos motivations et nous devons envisager nos positions vis-à-vis des événements extérieurs. Cela ne veut pas dire que nous devons avoir les mêmes opinions en ce qui concerne toute actualité économique, politique, sociale, culturelle, sportive ou autre. Mais la communication entre tous les individus de ce groupe intervient également au niveau de ces positions.

De plus, il est important de diffuser des informations sur les luttes menées sur les lieux de travail de chacun des participants ; et réciproquement, ceux-ci auront à expliquer à leurs compagnons de travail la signification des luttes menées dans d'autres branches d'activités.

Nous ne sommes pas des révolutionnaires « professionnels », nous ne sommes pas en « réserve » du Socialisme, mais le premier devoir des révolutionnaires est de se révolutionnariser eux-mêmes dans leur union avec la révolte des masses.

Notre révolution semble apparemment coupée de la révolte des masses. A nous de refuser cet isolement. A nous, dans notre travail, par nos amis, dans nos contacts, de sortir de notre intellectualisme.

Combattre pour changer de Vie, telle est notre « Lutte Finale ».

Les villes nouvelles, réservoirs de main-d'œuvre

Comme je cherchais du travail, on m'indique qu'à Cergy-Ville Nouvelle (région de Pontoise), le directeur cherchait quelqu'un à affecter aux relations publiques.

Après l'entretien téléphonique jugé satisfaisant sur mes diplômes et « qualifications », on me fixe un rendez-vous avec la direction de l'Aménagement de la Ville Nouvelle, entretien des plus instructifs bien que les questions que j'ai posées aient tout naturellement abouti à l'élimination de ma candidature.

On m'explique tout d'abord que la Ville Nouvelle est conçue pour loger une population de 100.000 habitants en 1975 (population actuelle de Pontoise : 20.000 habitants environ).

Q. — D'où sortent ces 100.000 habitants ?

R. — L'analyse de l'évolution démographique...

Q. — Sur quoi se base cette analyse ? Les 20.000 habitants de Pontoise n'ont tout de même pas le temps de faire tant d'enfants en 5 ans !

(Sourire de commisération en guise de réponse. Je reviens à la charge :)

Q. — D'où viennent ces 100.000 habitants prévus ?

R. — (ton paternaliste) Il faut tout de même savoir qu'à l'heure actuelle une grande partie des banlieusards sont obligés d'aller chercher à Paris, donc plus ou moins loin de leur domicile, le travail et les distractions qu'ils ne trouvent pas en banlieue... La Ville Nouvelle leur offrira tout cela à proximité de leur domicile.

(Réflexion pleine d'intérêt : on va donc, pour le bien des nouveaux habitants — qui songerait à soutenir le contraire ? — constituer ce qu'en termes dépourvus de tact on appelle un « réservoir de main-d'œuvre ». Les patrons auront sur place — donc, en particulier, pas d'indemnités de transport à payer et possibilités de contrôle plus satisfaisants — une main-d'œuvre plus vulnérable à d'éventuels chantages au licenciement, etc...)

On en vient ensuite aux modalités pratiques de « mon » emploi. Je gagnerai entre 2.000 et 2.500 F par mois.

Q. — En quoi consiste exactement ce travail ?

R. — Vous serez chargée de tout ce qui concerne les relations de la Ville Nouvelle avec l'extérieur, en parti-

culier de l'organisation de la publicité et des contacts divers. C'est vous qui organiserez les visites, qui expliquerez aux groupes scolaires et autres comment fonctionnera la Ville Nouvelle.

Q. — A quelles catégories de gens aurai-je plus particulièrement à faire ?

R. — Ce sera très varié, mais principalement à 3 catégories : des expropriés, des industriels et de futurs habitants.

Q. — Quel sera mon rôle ?

(Après quelques minutes, je comprends : il s'agit essentiellement de convaincre les expropriés que s'ils le sont, c'est en définitive pour leur bien, d'expliquer aux habitants qu'ils ne seront nulle part mieux qu'ici, et de montrer aux industriels que leur intérêt est de s'implanter à la Ville Nouvelle)

Q. — A priori, je ne vois pas bien sur quels arguments on peut convaincre les expropriés...

R. — (avec un sourire magnanime) Ce sera à vous de les trouver. (Ben voyons, si on paie grassement les « cadres », c'est pour qu'ils soient capables de prêter eux-mêmes la main à leur rôle de chien de garde des intérêts capitalistes ! Et le « sens des responsabilités » que ça suppose n'est que la pratique de l'auto-censure permanente de ce qui pourrait nuire à la « bonne gestion » de la boîte qui paie...)

Q. — En ce qui concerne les futurs habitants, quelle gamme sociale est-ce que ça recouvre ? Est-ce qu'il y aura aussi bien le manœuvre algérien que le P.D.G. ?

R. — (réapparition du sourire paternaliste) En ce qui concerne les manœuvres algériens, certainement pas. Pour les P.D.G., c'est assez probable, bien qu'une partie de la Ville Nouvelle soit conçue en pavillons.

Q. — Et quel sera le montant approximatif des loyers ?

R. — (avec un geste vague) Ça dépendra des logements, nous n'avons pas encore de chiffres précis.

(Il commence à se méfier, c'est clair...)

Q. — En quoi consistent les équipements collectifs ?

R. — En 1971 s'ouvrira un centre commercial et quelques mois plus tard un grand magasin et des boutiques donnant sur un mail climatisé. Autour de la préfecture (! ! !) qui, elle, est déjà construite, on aura très bientôt, probablement dès cette année, un centre culturel type Maison des Jeunes et de la Culture (quand on sait à quel point les M.J.C. sont réduites au rôle de diffuseurs de la culture bourgeoise, on ne peut manquer de trouver judicieux l'emplacement prévu pour un établissement de ce type à la Ville Nouvelle !), en 1971 doit être prête une piscine couverte financée par les collectivités locales et le Ministère de la Jeunesse et des Sports, elle sera construite immédiatement à côté de la Préfecture (! ! !), ainsi qu'une patinoire. De plus, la Préfecture abritera, outre les services qui administreront le Val-d'Oise, un drugstore, 2 cinémas et 1 Club. (Nul doute qu'on se sente réellement en liberté dans le cadre de ces loisirs à la Ville Nouvelle ! ! !)

A cela il faut bien sûr ajouter le restaurant inter-entreprises, les banques, guichets de poste, etc...

Première grande école à avoir décidé son implantation dans la Ville Nouvelle (mais c'est sûrement un hasard !), l'Ecole Supérieure des Sciences économiques et Commerciales accueillera 1 millier d'étudiants à la rentrée de 1972.

Q. — Mais comment peut-on décider pour 100.000 personnes, qu'on ne connaît pas, de ce que sont leurs besoins et leurs désirs ?

R. — Notre expérience a montré que (etc...) (concession à la nana emmerdante qui n'en finit pas d'ergoter sur des détails :)

Et puis, si le besoin s'en fait sentir, ou pourra toujours apporter des correctifs le moment venu.

(Il y a gros à parier, naturellement, que tout besoin ne correspondant pas aux normes des « autorités-és-urbanisme » ne sera jamais tenu pour représentatif...)

Q. — Et ne craigniez-vous pas que ça ressemble à Hérouville dont tous les habitants se plaignent avec véhémence (univers concentrationnaire où chacun, à la sortie du travail, s'enferme dans sa petite boîte, plus ou moins insonorisée, se sent « stocké » et non logé).

R. — (geste agacé et ton tranchant) Ça ressemblera à Hérouville.

Q. — Et les industriels, quel intérêt ont-ils à venir s'implanter ici ?

R. — Ça leur donne tous les avantages d'une décentralisation.

(Je pousse un peu et on m'explique que Paris étant saturé — Prix élevé de la construction, pertes de temps dans les embouteillages, etc... — les industriels ont tout intérêt à s'implanter hors de Paris à condition qu'ils trouvent une main-d'œuvre sur place, une infar-structure (eau, électricité, câbles téléphoniques, etc...) prête et donc plus ou moins gratuite, et qu'ils aient la possibilité néanmoins d'aller facilement à Paris, centre d'affaires indispensable (banques, bourse, et tout ce que peut offrir ce carrefour de l'internationalisme capitaliste, boîtes de nuit pour « soirées d'affaires », etc...).

Q. — Y aura-t-il un moyen de pression exercé sur les futurs habitants pour qu'ils travaillent obligatoirement sur place ?

R. — Certainement pas, la France est le pays de la liberté.

(Rectificatif : dans le dépliant officiel de la Ville Nouvelle, intitulé « Naissance d'une Ville Nouvelle Cergy-Pontoise », on trouve la remarque suivante : « Pour donner une vie locale à ce premier quartier, les logements seront réservés en priorité aux personnes travaillant sur place »...)

Une ville nouvelle ? Pas dans ses projets, en tous cas ! L'objectif est toujours le même : comment aider les patrons à exploiter de plus en plus « rentablement » et sûrement les travailleurs ?

A BAS LA POLITIQUE DES VILLES NOUVELLES !
MORT A L'URBANISME DE CLASSE ! (5-70)

Correspondance

I.C.O. est-il lisible ?

(d'un camarade français en Suède - 3-70)

Je me demande d'abord dans quelle mesure il est lu ; j'ai lu en 4 mois, 14 mois de publications, plus des numéros spéciaux, et de multiples erreurs ne sont jamais signalées alors que certaines empêchent de comprendre le texte. Il y a plus de 1.000 lecteurs à I.C.O. Ils ne sont pas tous comme moi, des nouveaux venus survolant la collection pour faire connaissance sans avoir le temps (et l'envie) d'éplucher chaque article. Pour

ne prendre qu'un exemple, et bien qu'on m'ait écrit que la discussion que je proposais dans ma lettre parue p 16, n° 88, était intéressante, le texte correct de cette lettre, dont la fin a été déchiquetée, n'a été publié ni dans le n° 89 ni dans le n° 90. De deux choses l'une : ou bien cette lettre est sans intérêt, et on ne la publie pas, ou elle est intéressante et on la publie correctement. Cela vaut pour toutes les contributions. Dans la mesure où les erreurs sont légion dans I.C.O. imprimé, je propose :

1) dans le cas où I.C.O. est imprimé sur la base

commerciale, soit de refuser la livraison de numéros défectueux, soit le changement d'imprimeur, quitte à augmenter le prix d'I.C.O. ou à supprimer la couleur, (et qu'on ne me dise pas que le prix est un obstacle à la diffusion, lorsque n'importe quelle saloperie se vend à des prix doubles ou triples, alors que de toute façon les lecteurs sérieux d'I.C.O. ne choisiront pas sur quelques francs et que j'espère bien qu'ils sont capables d'envoyer des mandats à deux zéros à des camarades en lutte).

2) Dans le cas où I.C.O. est imprimé par des travailleurs volontaires, je les prie de ne pas se croire insultés si je dis que quand on accepte de faire quelque chose, il faut que ce soit de bon cœur, et que cela ne soit pas fait à la sauvette, car cela aboutit à un gaspillage pur et simple de temps et d'effort.

3) Je me demande ensuite ce que foutent tous ces lycéens, étudiants, enseignants, qui ont paraît-il submergé le (s) groupe (s) car on n'a presque jamais d'écho concernant leur situation particulière. Sont-ils eux aussi des adeptes du culte de l'Ouvrier et vont-ils communier régulièrement aux portes des usines ? Ou bien sont-ils trop bouchés pour voir, pour sentir, ce qu'il y a d'intolérable dans la situation de lycéen ou de prof ? Le lecteur d'I.C.O. est-il un consommateur ?

Evidemment, si I.C.O. est lu par des touristes, il est sans aucune espèce d'importance que le texte soit illisible... mais alors pourquoi les camarades se crévent-ils le cul au lieu de faire la publicité pour France-Soir ?

Le dialogue dans la correspondance

(d'un camarade français en Amérique du Sud - 15-2-70)

« Il me semble nécessaire de réaffirmer la réalité qui suit : la liaison et le dialogue que j'ai ouvert avec vous depuis une dizaine de mois garde toute son importance qui se situe au niveau d'un échange d'expériences pratiquées dans une optique commune. C'est pourquoi je m'inquiétais d'être trop longtemps sans recevoir de courrier direct. Il est vrai qu'un dialogue ne peut pas se faire unilatéralement... Le problème de la correspondance entre tous les camarades qui constituent I.C.O. est vraiment une chose qui, à mon avis, « éloigné » devrait se résoudre de quelque façon. Je me sens évidemment mal à l'aise pour discuter de cette question précise car je n'ai aucune participation pratique au travail d'I.C.O... Je suis là au Chili, et j'écris des lettres parce que je peux et que j'ai effectivement le temps d'écrire des lettres, deux privilèges que des camarades n'ont pas... mais il est vrai que dans le nombre de gens qui écrivent à I.C.O. pour des raisons qui sont les nôtres à tous... deux mois c'est long, quand on attend la réponse à une lettre où on a mis tous ses problèmes. Je crois qu'il ne s'agirait même pas d'essayer de répondre exhaustivement à toutes les questions posées, mais d'écrire même seulement quelques mots, afin que celui qui attend reçoive un signe de vie de l'autre part, seulement, justement, pour expliquer qu'on manque de temps, de moyens, etc... C'est parfois très important une enveloppe, une lettre. Car le degré de solitude où on se trouve à certains moments est aussi un danger, et certains se réfugient dans l'individualisme, le misanthropisme... »

(d'un camarade français aux U.S.A. - 4-70)

« Le dernier numéro d'I.C.O. (91-92), à part l'éditorial, m'a paru particulièrement décevant. Ne vaudrait-il pas mieux arrêter le massacre et repartir à zéro ?

Sur le mouvement paysan

(voir I.C.O. n° 90 - février 70 - page 21 et suivantes)
(d'un camarade de Lyon - 3-70)

Je voudrais ajouter quelques précisions critiques à la discussion ouverte sur le mouvement paysan.

Certes les luttes des petits paysans sont le plus souvent des combats d'arrière-garde, d'une classe en voie

de disparition et se raccrochant à son statut de classe propriétaire : mais d'autre part, ces luttes sont les luttes d'individus en voie de prolétarianisation, et dont chaque action ne fait qu'accélérer leur prolétarianisation ; de plus leur pratique violente les confronte à un certain nombre de mécanismes tels que la répression policière, l'usage de l'illégalité, et les amène à un certain nombre de remises en cause, de failles dans leur propre vie. *C'est la pratique des gens qui crée la conscience* et non des conditions économiques toutes puissantes.

Si c'est vrai que les formes que les paysans donnent à leur lutte, pour tenter de survivre en tant que classe, n'aboutissent finalement qu'à reproduire cette même concentration, cela n'est vrai qu'idéologiquement avant la lutte elle-même. Car il y a *la lutte*, lutte qui change les données du problème et dont le déroulement pratique transforme le pourquoi lui-même de la lutte (en créant un déséquilibre dans le système, en instaurant des ruptures, des failles, en rendant impossible des retours en arrière (voir, les ouvriers de Kiruna ou de Pirelli ne luttent pas pour autre chose que des réajustements de salaires, ou des hausses de salaires, mais c'est leur lutte qui instaure *autre chose*, ce qui compte c'est le dynamisme de la lutte, et ce qu'elle entraîne de *nouveau* comme situation dans la conscience et dans *la pratique*. (Ici plus d'ennemis du pouvoir, de plus en plus de prolétariés et de plus en plus conscients de l'être).

Il n'est d'ailleurs pas si évident que cela que la révolte des petits paysans aille automatiquement, même abstraitement, dans le sens de la propriété privée, leur action remettant en cause cette même propriété privée (développement de l'entraide, vie collective...). Je connais d'ailleurs des petits paysans pauvres ayant déjà collectivisé leurs instruments de travail et même leurs bras (travaillant à tour de rôle l'un chez l'autre) et qui seraient assez d'accord avec la collectivisation des terres ; et ceci, je le pense, n'est pas une exception.

Je ne vois pas bien sûr comment il serait possible de définir une tactique de lutte incluant celle des paysans ; d'ailleurs, il ne s'agit pas de faire des alliances ; mais le problème de la jonction entre les luttes des paysans et des ouvriers *existe de toute façon*, et je crois à pas mal de signes avant-coureurs de cette possibilité (solidarité effective en mai, luttes violentes de l'Ouest) De toute façon, ce n'est pas la classe ouvrière qui va faire la révolution mais le prolétariat, sinon, c'est encore reproduire le vieux schéma d'exploitation, les Conseils Ouvriers et leur aristocratie exploitant la payannerie (exemple Russie 17). Il est juste que, pour le petit paysan, il y aura deux voies : fascisme ou socialisme, vue la rapidité de la prolétarianisation. Et je ne vois pas pourquoi le petit paysan, *sans emploi sur sa vie*, serait plus enclin au fascisme que la mythologique, sacrée, sainte, etc... (et mon cul) classe ouvrière qui a fait le jeu du réformisme, du fascisme, du stalinisme, etc...

(d'un camarade de la Drôme)

Il faut orienter *paysans et commerçants* sur la voie du socialisme conseilliste, dit l'un. « Dans une société socialiste (monde nouveau) de type conseilliste, il est faux de donner un quelconque espoir de survie aux commerçants et paysans » répond l'autre.

Un orienteur et un désillusionniste : 2 orientations illusoires, car on se fout bien de savoir si les commerçants et paysans doivent être *sauvés* du fascisme par le pouvoir des travailleurs ou s'ils seront assassinés dans leurs fonctions par ce même pouvoir. Ce qui est notable, c'est ceci : quand des commerçants ou paysans (ou n'importe quel utilisateur de ces voies) barrent les routes, ils dérèglent le système capitaliste de survie marchande. La bagnole est la marchandise type de notre époque, médiatrice des rapports entre les utilisateurs (les prolétaires motorisés) récupératrice de désirs réels, elle est sur la scène du spectacle quotidien. Le capitalisme produit *des automobiles* et il ne peut organiser la consommation *d'autos immobiles*, d'autant plus si cela désorganise les temps marginaux

de loisirs (départ en vacances ou retour le soir chez soi) ou de travail (retour de vacances, départ pour le boulot). La mise en place de dispositifs policiers extraordinaires, pour simplement débouteiller, est significative à ce sujet.

Ainsi, dans leurs formes d'action, les « petits bourgeois » prolétaires créent des failles dans le système et c'est plus important que n'importe quelle justification idéologique.

Tout ce qui tend à dégeler le quotidien de cette société est de nature subversive (une voiture immobile là où elle ne devrait pas l'être, est le négatif d'une voiture roulant au même endroit) et le pouvoir ne s'y trompe pas, qui réprime les barreaux de route.

« Un monde nouveau » dit le camarade de Paris. C'est bien de ça en effet qu'il s'agit, c'est-à-dire un monde où ne subsistera pas plus de travailleurs que de paysans (au sens social du mot), que de commerçants, que de leurs pouvoirs : on n'autogère pas sa misère, merde aux conseillers en conseilisme, Monde nouveau où ne subsistera rien de la société spectaculaire marchande, et pour lequel, travailleurs, commerçants et paysans partent à chances que je ne sais être égales ou inégales car qui peut me dire si le *désir* de changer cette société radicalement est ou sera plus grand chez les ouvriers que chez les paysans ou commerçants, chez certains ouvriers que chez certains commerçants, ou etc.

Aucune classe n'est « magiquement » révolutionnaire par son essence mais par son activité. Qui en a le plus marre ? Qui en aura le plus conscience ? Les paris sont ouverts. Les commerçants et paysans se battent pour leur survie professionnelle, mais les travailleurs aussi, face au chômage. Et pour leur survie totale dans l'exploitation de leur vie quotidienne. Qui est à l'avant garde de sa critique en actes, qui est à l'arrière garde ? Et qui... ? et qui... Allez idéologues, au boulot.

(un camarade travailleur)

L'éditorial répond à certains points de ces 2 lettres.

La Russie

(d'un camarade du Midi)

Ce qui se trame en Russie... Ce sont encore les politiques qui l'emportent sur les « managers » qui ne sont jamais que des spécialistes, même dans un régime totalitaire. Ce serait trop long de résumer, reprendre la question en remontant jusqu'au bouquin de Burnham (l'ère des organisateurs). Il faut évidemment se garder des simplifications : les bureaucrates politiques, hommes de synthèse, etc... En ce qui concerne le pouvoir réel, en Russie, grâce au parti et à ses ramifications tentaculaires allant jusqu'au sein des masses ouvrières et paysannes, la police, l'armée et tous les rouages de l'Etat et de l'économie, le secrétariat du parti, c'est le sommet de la hiérarchie. Les autres, des grands commis. Mais tout cela demande à être approfondi et discuté — et comparé avec la Chine, etc... —

... Les Russes ne semblent pas s'essouffler dans la course aux armements. Mais vivre sur pied de guerre avec un potentiel industriel tellement inférieur à celui des américains est dur. C'est ce qu'explique en réalité leurs ennuis économiques et leur volonté de redresser ça en mobilisant une fois de plus le parti... (4-70)

L'Afrique et la coopération

(d'un camarade français en Zambie - 4-70)

« Maintenant, la vie ici. Tranquille, agréable, mais coupée de tout. A un plan d'une autre réalité (ni mystique, ni africaine...) Pas de radio. Le journal « d'Etat » type Dauphiné Libéré + France-Soir, une fois par semaine, le dimanche, et encore pas régulièrement. La vie politique de cette région : totale, c'est-à-dire nulle ou vice et versa. Je n'ai envie de foutre que dalle et je ne fous que dalle, mais ce n'est pas inhérent à ici... Nage difficile entre la générosité paternaliste, le non dirigisme illusoire et l'ordre exploiteur... Je ne peux pas vous donner des informations internes que par oui dire et n'en garantir que la bonne volonté défor-

matrice. Guerre en Angola (entre angolais et portugais, presque totalement ignorée en Afrique même). Eléments connus : 6.000 morts, éléments inconnus : le reste. Le cours du cuivre zambien (très élevé) n'est sûr de tenir que tant que la guerre du Vietnam durera (pourquoi ? voir les rapports d'économie et de politique mondiale). Par conséquent, la guerre du Vietnam assure, pour le moment, la stabilité économique et politique de la Zambie, tout entière basée sur le cuivre faut-il le rappeler.

Folklorisme démagogique des réunions à caractère politique par exemple pour la venue du Cabinet Ministère de la Province : promesses de routes meilleures, de l'installation de chaînes de téléphones, de la fin de la malnutrition (très importante) et de l'extension de la culture de la banane. Ajouter « one Zambia, one Nation »... « One leader Kammala », des cris suraigus toutes les deux minutes, des claquements de mains interminables, mettez des drapeaux partout, plusieurs portraits du président, un chapeau de chef sur la tête de Kashiba, et la canne de commandement dans sa main, et vous aurez un aperçu presque complet quand je vous aurez dit que tous les gens repartiront dans les bennes des camions vers leur village où on était venu les chercher le matin par le même moyen. Les très riches ont la « bicyclette » (modèle unique).

A cause du climat, j'ai droit à 150 jours de congés maladie par an, en plus des samedis et dimanches et de toutes les après-midi et des trois mois et demi de vacances par an, répartis après les 3 mois de classe. Et si je compte bien, en plus, avec les diverses fêtes, l'année n'est pas assez longue pour prendre tous mes congés et je peux rester un an au moins sans rien foutre, et puis 2, et puis 3, (j'ai déjà commencé).

Enseignement du français pour les cadres de l'administration et de la politique dans le concept de panafricanisme et de relations avec les états non colonialistes de l'Afrique. Travail de sélecteur social et professionnel. J'ai reçu des nouvelles de X, de Côte d'Ivoire qui s'y fait chier sous toutes les contraintes de la coopération dans des compromissions compromettantes et de Y du Togo qui a l'air de vivre peinarde.

Ma situation est encore différente. Privilégié statutaire. Pas de programme. Expérimentation dirigée, aucune directive, sinon celle implicite du travailleur français qui apporte son aide au pays ami en voie de développement. On entend encore beaucoup parler de « Mission », de « héros de la liberté », par la libéralisation de la culture. Il suffirait *de peu* pour créer le chaos et la merde intégrale, mais c'est trop peu, on ne serait que le mauvais élément (si rare) et *qu'on* punira sévèrement et *que* ça ne se reproduira plus.

Nous avons entendu à la radio l'agitation de Nanterre et de Censier et aussi le discours de M. Droit sur la vermine d'agités incontrôlés et, du cœur de notre inaction, il me vient des envies de meurtres et de carnages internationaux. Il faut tuer beaucoup et encore tout de suite.

Voilà bientôt plus de deux mois que nous sommes dans notre trou et que nous n'en sommes pas sortis, et il me vient dans les jambes et dans la tête de grandes envies de bougeotte que j'espère bientôt pouvoir satisfaire. Mais sans bagnole, c'est plutôt trappu... »

Le Mexique et la vie quotidienne

(d'un camarade français au Mexique - 4-70)

Le Mexique, pour un vagabond, ne se révèle pas le pays des rêves qu'on imagine en France.. Les paysages sont agréables à regarder, car il y a beaucoup de lumière, de soleil, et la ville de Mexico a quelques endroits qui sont vraiment très beaux. J'ai déjà fait plusieurs visites à l'université. Il est assez difficile d'établir des contacts politiques avec les étudiants, car, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il semble que la seule préoccupation de la masse des étudiants soit vraiment leurs études. Les choses ont l'air si clai-

res ici, la vie à l'intérieur des facultés si tranquille dans son calme apparent, qu'on aurait tendance à classer les enseignements historiques de la lutte des classes comme quelques faits névrotiques dénués de toute importance réelle. Les étudiants se meuvent dans un monde privilégié sans complexes. Ils ont des voitures et des discussions « intelligentes », des professeurs brillants et prolifiques avec toutes sortes de séminaires et conférences culturelles... Ah, il y a bien dans un coin ce qu'ils appellent un « Comité de lutte ». Les murs sont tapissés de portraits de Che, de Mao, et cette semaine, c'étaient des affiches qui commémoraient le centenaire de Lénine, des films aussi. J'y ai vu peu de monde, quelques dizaines d'étudiants.

Si on interroge quelques uns d'entre eux, comme je l'ai fait, et que par perspicacité on arrive enfin à rencontrer quelqu'un avec qui « on peut parler », comme ça m'est arrivé aussi, on s'aperçoit qu'il y a quelques failles à cette béatitude. Par exemple, on apprend que, dans ce Mexique au prestige royal, organisateur de Jeux Olympiques et de Championnat du Monde de Football, il existe des groupes armés qui ont toutes les caractéristiques des guérillas latino-américaines. Mais je n'ai pas encore dit qu'il y a deux Mexiques, celui des très riches et celui des très pauvres, mais pourrait-il en être autrement ?

Les enfants se promènent les pieds nus dans Ixtacalco, à une heure d'autobus du somptueux Paseo de la Reforma au cœur de Mexico. Les quartiers pauvres où les maisons sont des masures ou des baraques, où les ordures traînent dans les rues de terre, ce sont les mêmes que ceux déjà vus au Pérou, au Chili ou en Ecuador. C'est le même niveau, la même injustice qui donne envie de vomir.

Comme partout, c'est une perspective, une campagne électorale, l'élection présidentielle, qui occupe ce qu'on appelle la vie politique. Sur tous les murs de Mexico, des slogans où le mot « pueblo » revient toujours proclamant les mérites de Luis Echeverria, candidat du Parti Socialiste Révolutionnaire... On m'a signalé, sans évidemment vouloir en tirer trop de conclusions, que les deux fils de ce futur président s'appellent Adolfo et Benito... Il est vrai que tant de gens sont en prison pour des motifs politiques, qu'une organisation d'extrême droite identique au célèbre « Escadron de la Mort » du Brésil exécute ceux qui agissent ou parlent « trop ».

Voilà ce que dit d'abord celui avec qui on peut parler. Et il ajoute aussitôt que ce calme à l'intérieur de l'Université, si étonnant, est une apparence qui a ses raisons, et en premier lieu, une excellente, la peur.

Voilà en quelques mots la réalité du Pays qui a des relations diplomatiques avec Cuba, qui organise des compétitions internationales. J'ai trouvé asile... dans la chambre d'un étudiant très pauvre, qui habite un endroit « curieux » ; c'est sur le bord d'une rivière asséchée, dans un quartier de la capitale, il n'y a pas d'eau courante et le lit de ce ravin est parsemé de tas d'ordures tel une décharge publique. Tout le long de ce qui est le cours d'une ancienne rivière, aujourd'hui canalisée (mais lorsqu'il pleut violemment, il y a encore de l'eau qui arrive, ce qui provoque des inondations) des gens vivent dans des logis de tôles et de bois. C'est dans une de ces familles que j'ai été invité. Le père de famille travaille à la Société des Tramways de Mexico. C'est un ouvrier. Il a fait trois fois le voyage aux Etats Unis pour chercher fortune. Son expérience la plus réussie était d'avoir été aide cuisinier dans un grand hôtel de Chicago. Il y a beaucoup de mexicains qui tentent leur chance de cette façon. Ces gens sont d'une incroyable gentillesse. Quoique très pauvres, ils veulent donner. Quoique ne possédant pas un minimum de conditions sanitaires pour vivre, ils sont très propres. Et c'est grâce à leur solidarité que je peux dormir sous un toit.

Il y a beaucoup à dire sur le rôle de l'Alliance Française en Amérique Latine. D'abord et surtout, instrument de pénétration des intérêts capitalistes français dans ces pays (voir la publicité dans Paris Match à ce sujet). Mais ce qui m'apparaît de façon très nette, c'est

la vie très agréable dont jouit le personnel de ces écoles : professeurs, directeurs. Aussi, quand ils voient arriver dans leurs bureaux un de ces français hirsutes, sans un sou dans la poche, leur première réaction est de nous claquer la porte au nez. Mais bien sûr, l'intrus insiste, il faudrait le mettre à la porte de force... Alors s'engage un dialogue où celui qui possède tout essaie de se débarrasser de celui qui ne possède rien. C'est un exercice très sordide. Ces français à l'étranger vivent sur le même pied que les classes privilégiées des pays où ils se trouvent, avec pour eux, l'avantage d'un certain exotisme. Je suis écœuré par leur désinvolture et leur égoïsme. Mais, pour survivre, je dois malgré ça m'accrocher à leur pantalon...

Les syndicats sont puissants, très puissants au Mexique. Ce sont eux qui contrôlent l'embauche du personnel, l'achat de nouvelles machines dans l'entreprise, etc...

Pour vous donner un exemple, le jour du 1er Mai, il y avait un défilé des travailleurs de Mexico sur la place de la Constitution, devant le Palais Présidentiel. Là, le président Diaz Ordaz saluait les travailleurs qui passaient en rangs serrés devant son auguste personne, perchée très haut sur un balcon... Les journaux du lendemain ont titré qu'il y avait 750.000 travailleurs à cette manifestation. Ce qui n'était pas dit, et je tiens cela d'un ouvrier des transports d'Etat « Tranvia » de Mexico, c'est que cette manifestation, qui est bien sûr organisée par les syndicats, était une manifestation du genre suivant : chaque ouvrier qui n'apparaît pas à la manifestation dans le groupe de sa boîte perd une journée entière de salaire. Des responsables syndicaux pointent les ouvriers qui sont là. De plus, ceux-ci perçoivent dix pesos et une canette de bière après le défilé réglementaire... Sur ce tableau idyllique, il y a aussi une nouvelle « loi du travail » qui vient d'être votée par le Parlement ; et la propagande officielle se charge de la faire connaître. Il s'agirait d'une augmentation « substantielle » du niveau de vie des travailleurs...

sur I.C.O., l'opinion d'un camarade belge (4-70)

Ce qui m'a frappé, c'est l'anonymat d'I.C.O. Il y a d'abord des articles. Bien sûr, il y a des raisons pratiques de sécurité par exemple. Mais pas mal de camarades connus de toute façon, ne verraient pas d'inconvénients à être nommés. Il y a l'emploi de pseudonymes, la désignation du groupe éventuellement.

Cet anonymat me semble présenter deux inconvénients principaux : d'abord, il établit une différence entre le lecteur moyen d'I.C.O. et ceux qui ont accès à toutes les informations et peuvent connaître les tenants et aboutissants de chaque envoi. Ensuite, elle est un frein pour l'évolution des groupes et des individus car elle ne permet pas de juger sur quelle pratique s'appuie une opinion. Elle ramène le débat sur la pratique — qui est essentiel pour cette décentration que j'estime positive — à un débat sur la théorie de la pratique à un simple conflit sur ce qu'il convient de faire et non sur ce que l'on fait effectivement.

Là où l'anonymat devient franchement gênant, c'est lorsqu'il s'applique à des décisions qui engagent l'avenir d'I.C.O., en tant que bulletin du moins. Ainsi le dernier numéro (91-92) publie d'une part un projet de nouvelle base (proposé par qui ?) (1) et les résultats de la rencontre de Montpellier.

Il n'est nullement indiqué qui, finalement décidera du sort des deux documents. Si c'est I.C.O. Paris,

(1) La correspondance n'est pas le fait d'un camarade ou d'un groupe. Une réponse n'est pas LA réponse. Et chacun peut entrer en liaison directement avec celui qui écrit. Les problèmes relatifs au fonctionnement d'I.C.O. ou à la modification de son contenu ou de son orientation seront tous évoqués à la rencontre nationale et tranchés - provisoirement - si possible.

qu'on le dise. Si c'est la conférence « nationale » (au fait, qu'est-ce que c'est pour un belge), qu'on le dise aussi, et va-t-on alors en faire un cirque où s'affrontent encore différents groupes désireux de se monter du col ?

En d'autres termes, « qui » est I.C.O. ? On parle de I.C.O. Paris, de groupes en relations avec I.C.O., d'affrontements de groupes en rapports avec I.C.O., au sein d'I.C.O.... Qui est à l'intérieur d'I.C.O., qui est dehors avec les chiens et les meurtriers ?

Je me rends bien compte qu'une réponse finale à ces questions aboutirait à une gentille organisation avec cartes de membres... Mais ne pourrait-on pas, par exemple s'inspirer de l'exemple de Solidarity ? Ne peut-on au moins, clarifier la situation ?

Cela m'amène à parler du contenu d'I.C.O. Il me semble clair, après le dernier numéro, que la conception « boîte aux lettres » a définitivement fait son temps. Il est impensable qu'I.C.O. devienne le courrier du cœur de gars en mal de vie large et facile aux dépens d'autrui. Il est tout aussi regrettable qu'une part

importante du numéro soit consacrée au Tchad ou au Vietnam. Supprimer ces textes, ne serait pas une manifestation de censure ; ce serait constater que les personnes en question ont confondu I.C.O., organe d'information et de liaison ouvrière avec l'Idiot International.

Une conséquence regrettable de ces textes, c'est qu'ils suscitent une réponse intelligente mais qui, par souci de se concilier la susceptibilité de l'auteur, adoptent un ton paternel assez désagréable.

Une clarification de la « substance » d'I.C.O. et un élargissement de son contenu permettraient sans doute d'augmenter la diffusion ; cela pourrait régler les problèmes financiers plus sûrement et plus sainement que par le versement régulier d'une certaine somme par x camarades, comme le propose un copain de Montpellier. J'approuve toutefois cette proposition à titre transitoire et je suis prêt à participer. Ne serait-il pas possible de préciser quel supplément de diffusion pourrait couvrir le déficit actuel d'I.C.O. ?

Des camarades et des groupes

-- 06 NICE - La Colonne L (liaison) demander à I.C.O.

— 13 MARSEILLE (liaison) Cahiers du Communisme de Conseils - B.P. 15 Marseille 12ème.

— 26 VALENCE - Je vous fait parvenir un tract tiré à l'occasion de la grève des profs et des parents d'élèves dans les lycées valentinois : « tract d'un groupe de lycéens et d'un jeune travailleur au cours d'un moment marginal commun ensoleillé ».

La réaction a été très intéressante :

- du côté des élèves : « le tract n'est pas comme les autres. C'est nouveau et intéressant ». On est venu nous en redemander. Dédain bien sûr de la part des militants idéologiques de tous bords (mais ils sont si nombreux, les pôvres).

- du côté des profs : un prof de français a passé sa matinée de cours (4 heures) à démonter le tract auprès des différentes classes : « Tout ça est faux. Ce qui est important c'est de bien travailler à l'école pour bien travailler dans la vie, etc... ». Un prof de philo, stalinien du P.C.F. a décidé de donner comme sujet de dissertation à ses élèves : le TRAVAIL pour tâter un peu le terrain et voir si son idéal de militarisation du travail est ou non réalisable.

Enfin, ce tract n'est qu'un moment dans le mouvement de radicalisation de nos désirs et de la théorie qui permet de les cerner.

Voici le texte du tract :

GREVE CONTRE L'ENNUI

Les profs font grève, les parents d'élèves aussi (par enfants interposés !). Tous les magouilleurs syndicalistes, politiciens, idéologues pleurent pour nous : augmentation du prix des pensions, « démantèlement (chic) de l'enseignement, etc...

Quant à nous élèves, les véritables intéressés pour qui ils font tout ça, on n'a que le droit de fermer notre gueule, de ne pas dire que lorsque l'on nous fait gréviste c'est pour nous :

échapper durant un jour à l'ennui quotidien de nos études, à notre survie dans le bahut, c'est sécher colliquement des cours qui nous font chier.

Ce décalage entre les raisons invoquées par les « responsables » et la situation ressentie par les intéressés se retrouve de plus en plus chez les jeunes travailleurs en grève.

Lycéens et jeunes travailleurs ont en commun de s'emmerder sur les lieux de leur misère et de DESIRER EN SORTIR, devenant ainsi des ANTI-LYCEENS et des

ANTI-TRAVAILLEURS, pouvant alors s'allier réellement contre un pouvoir découvert dans la rue occupée.

A l'avenir, lorsqu'une grève sera lancée, ou lorsque nous sécherons nos cours, inscrivons comme motif : GREVE CONTRE L'ENNUI QUOTIDIEN PRODUIT PAR LE BAHUT, comme l'ont déjà fait quelques copains le 13 avril.

TOUT CE QUI COMBAT L'ENNUI EST UN PLAISIR. TOUT CE QUI EST PLAISIR EST REVOLUTIONNAIRE.

(Il paraît que beaucoup de tracts de ce genre ont circulé lors de la grève en question.)

— 34 MONTPELLIER (liaison) Séguret - 33, Bonnier de la Mosson, La Paillade - Montpellier.

— 37 TOURS « Compte à Rebours » - J.C. Savoye - 87, rue Jolivet, Tours.

Le moment actuel de Compte à Rebours

Le groupe restreint — moins de dix personnes — de Compte à rebours est en voie de formation. Ce premier numéro est le premier acte théorique et pratique du groupe qui s'ouvre ainsi sur l'extérieur et fait connaître son existence originale et autonome.

Il va de soi que les individus qui le composent actuellement se connaissent un minimum et ont défini un MINIMUM ACCEPTABLE quant à la théorie pratique du groupe.

Mais il ne saurait être question à l'heure actuelle de cohérence entre tous les membres du groupe (la notion même de cohérence étant à préciser). Aussi les articles « théoriques » qui sont des œuvres individuelles engagent essentiellement leurs auteurs. Il est évident par ailleurs que ces articles ne sauraient être contradictoires.

Avec la maturation du groupe doit apparaître une cohérence véritable entre tous les participants et ainsi l'éclaircissement et la précision du minimum acceptable, minimum qui n'est rien d'autre que la plate-forme de rencontre avec tout individu intéressé par Compte à Rebours. Il va de soi que tout élément concernant l'histoire du groupe et sa formation sont à la disposition de ceux qui voudraient nous rencontrer.

— 38 GRENOBLE (liaisons) Jean Francoz - 29, rue des Champs Elysées - Grenoble.

— 44 NANTES : des camarades demandent des contacts. publie dans l'Anarcho syndicaliste n° 96 - avril 70 - (Raynal - 12, rue Béchade, 79 Chef Boutonne) une étude sur les syndicats, intitulée « Banalités contre les syndicats », qui se termine par la prise de position pratique suivante : « Dans d'autres pays, comme en France, l'implantation profonde des syndicats dans la

classe ouvrière, leur influence constante (fut-elle négative), implique une prudence tactique élémentaire. Quand les circonstances sont favorables, à la crédibilité des syndicats, il vaut mieux y être et développer sa propre stratégie révolutionnaire, non pas vulgairement pour y pratiquer l'entrisme, mais pour utiliser jusqu'à la corde l'intention syndicale initiale : l'intention révolutionnaire. En outre, la lutte syndicale en elle-même, malgré sa pourriture, constitue en temps de paix sociale, la seule lutte directement utile pour le prolétariat par les améliorations quantitatives qu'elle apporte, améliorations quantitatives qu'il faut être bien inconscient pour mépriser. Il va de soi que cette présence ne doit en aucun cas être une caution, mais au contraire un désaveu constant par les attaques continuelles contre... ». Tout cela nous paraît reprendre, remis au goût du jour, les vieux arguments du « travail » dans les syndicats. Que l'Anarcho-syndicaliste qui autrefois patronna la collaboration Hébert-trotskyistes en Loire-Atlantique comme « minorité révolutionnaire » à Force Ouvrière ou à la C.G.T., retrouve cette même voie renouée par le « Conseil de Nantes » n'a rien qui étonne. Nous reviendrons sur la signification théorique et tactique de ces considérations syndicales qui en rejoignent bien d'autres. Toutes se placent du même point de vue avantgardiste, d'où l'importance d'une tactique à définir dans les appareils syndicaux. Qu'a tout ceci de commun avec la lutte de classe ?

— 44 NANTES : des camarades demandent des contacts.

— 59 LILLE (liaison) pour contacts s'adresser : J.-C. Thumerelle, B.P. 86, 59 La Madeleine.

— 59 - Des lycéens du Nord voudraient relancer un C.A.L., mais ils cherchent avant tout des contacts sur le plan national, craignant (à tort ou à raison) de sombrer dans l'opportunisme s'ils se limitent au plan local (transmettre à I.C.O.) (5-70).

— 62 HENIN LIETARD - des camarades qui signent « Groupe Goofiste » (sans autre adresse) donnent le texte d'une affiche placardée dans différents lycées de la région et relatant, sur un cas précis, une pratique de l'administration de l'Education Nationale, qui note des surveillants en fonction de renseignements sur leur vie privée obtenus par le canal des Renseignements Généraux.

— 63 CLERMONT-FERRAND (liaison) Sabatier, B.P. 209, Clermont-Ferrand.

— 66 PERPIGNAN (liaison) Pasquier, groupe des jeunes - 46, rue des 15 degrés, Perpignan.

— 67 *Objecteur de conscience* : deux tracts (5-70) - L'objection de conscience, acte politique (Bohrer - 7, avenue de la Forêt Noire, 67 Strasbourg). Essai d'élaboration d'une stratégie globale pour l'antimilitarisme révolutionnaire (demander à I.C.O.).

— 67 STRASBOURG - numéro 0 d'une revue à parution trimestrielle - « Conseilliste » - (F. Cazals, B.P. 76, R2, Strasbourg) « Contribution à la critique de l'idéologie syndicale et de ses prétentions révolutionnaires sur la base lointaine d'un texte de Congrès C.F.D.T. à tendance prétendument « autogestionnaire » - Vers la constitution d'un mouvement conseilliste - Sommaire : Introduction, Au fil de la lecture, Eléments d'une analyse, Ce sera notre dernier mot, Thèses provisoires pour la constitution d'une Internationale Conseilliste.

— 69 LYON (liaison) Bériou - 2, rue St-Jean, Lyon 5e. Ces camarades avaient eu l'idée de publier un ensemble de textes sur ce qui s'est passé en mai-juin 68 *en province*. Mais « un bouquin, ça fait gros. Alors on pense à autre chose : une série de brochures sur les régions. D'autant que ça peut se vendre en séparés pour les types s'intéressant plus particulièrement à Strasbourg ou Marseille, etc... Nous, on bosse beaucoup là-dessus, c'est-à-dire que pour l'instant on discute surtout de la forme. On a déjà un peu de copie et des promesses de participation (rédaction directe ou témoignages verbaux - pompiers, bâtiment, Berliet, prisons, etc...), et d'autres possibilités (copains à visiter et enregistrer sur magnéto), etc... En gros, on voudrait : passer rapidement sur une chronologie en quelques pages et ensuite faire parler un maximum de gens sur le « com-

ment ils ont vécu ça ». Avec des analyses, par les intéressés, de tel ou tel groupement spécifique (social ou politique) par exemple celle d'un groupe d'ouvriers du bâtiment (surtout émigrés) qui s'étaient plutôt bien organisés et sans syndicat *dès les premiers jours de mai* (répartition de l'essence (boîtes entre elles et aux étudiants de l'INSA, aux jeunes du quartier), répartition de la bouffe, participation aux manifs les plus radicales, résistance aux flics et aux patrons après le mouvement empêchant tout licenciement, politisation par eux de quelques cadres, etc... Autre exemple, analyse du « 22 mars » local par ses constituants, etc... Les rapports à cette époque entre Rhodia et d'autres ; ceux continuant jusqu'à la récente fermeture de l'une d'entre elles (Leleu) et quelques autres boîtes du quartier de Vaise entre elles et avec Rhodia... pour les facs et lycéens, bien sûr, il y a aussi à dire : peut-être entre 3 et 11 % du total. Et encore, ça nous paraît beaucoup, enfin on verra. Il ne faut pas oublier que le rôle étudiant à Lyon a été :

a) récupérateur par ses bureaucrates : AGEL, FER, MI...
b) réduit comme exemple : démarrant la nuit du 5 au 6 mai par la grève INSA (plus grosse proportion de fils d'ouvriers que dans les facs) et le 7 mai en lettres, il est dès l'origine soutenu par une minorité d'ouvriers révolutionnaires anars ; le 7 mai, il y a déjà un C.E.T. en grève et occupé (« par solidarité avec les étudiants parisiens »), malgré les profs généralement réacs, dès le 8 il y a de l'agitation accrue à Richard Continental (environs du campus - 1.800 ouvriers) qui entre en grève le 9 mai au matin et envoie des délégations au campus pour inviter les étudiants à venir discuter à l'usine y expliquer leur mouvement, entendre celui des prolos, etc... Ce qui fut fait. Le 8 mai, la gare de Solaire est en grève et occupée ; le 9 celle de Chasse ; les jours suivants, débrayages partiels dans d'autres gares et agitation croissante à Rhodia, Berliet. Le 13 mai, Rhodia prise d'assaut par plusieurs milliers de manifestants, grosses discussions dans les hôpitaux, les P.T.T., les 11 et 12. Vous voyez à ces faits (joint à des tas d'autres, comme la participation croissante des prolos et collégiens aux manifs des 7, 9 et 11 mai, dépassant déjà parfois de 50 % du total des manifestants) que le rôle étudiant à Lyon peut être à peine compté pour « détonnateur » dans un mouvement que beaucoup (non étudiants et étudiants) souhaitaient vraiment depuis un moment. Donc, ça vaut à peine le coup de parler de ce rôle, assez mineur, mais plutôt pensons nous du plus large mouvement prolétarien qui, à peu près de suite, y a fait suite. Tout en décrivant quand même bien sûr les aspects les plus intéressants du mouvement étudiant (les rôles pratiques de la belle petite organisation des occupants INSA, lettres, etc... aux piquets de grève et même à l'occupation de certaines usines, etc...) Vos critiques et suggestions...

— 73 ALBERTVILLE (liaison) Baptiste - 5, rue Félix Chautemps, Albertville.

— 73 CHAMBERY (liaison) Francoz Jean - 29, rue des Champs Elysées, Grenoble.

— 75 PARIS - P. Blachier - 13 bis, rue Labois-Rouillon Paris 19ème - Les camarades de Paris se retrouvent chaque jeudi de 18 à 20 h. pour les tâches courantes et les discussions plus générales (demander adresse et dates).

— 75 DU GROUPE CADERNOS DE CIRCUNSTANCIA : tract du 26-4-70 au sujet d'un nouveau procès politique au Portugal. Trois militants du Front d'Action Populaire (F.A.P.) seront jugés le 5 mai. Leur lutte est replacée dans le contexte de l'évolution économique et sociale du Portugal. Ils furent les premiers, après avoir rompu avec le P.C. portugais, à rompre également avec le « front anti-fasciste » traditionnel et à dénoncer la politique de collaboration de classe de l'opposition traditionnelle ». Mais, ce mode d'organisation et d'action, qui tenait à la période du reflux après les luttes de 1962, se trouve dépassé par les attaques ouvrières de masse contre l'exploitation et le développement capitaliste depuis 1968 (ces thèmes ont été développés dans une brochure - la lutte de classe au Portugal - reprenant un texte présenté à la rencontre internationale

d'I.C.O. 69 - voir brochure spéciale sur cette rencontre)

— 76 LE HAVRE (liaison) Périer - B.P. 11-47, Le Havre.

— 83 TOULON : une brochure d'un groupe « Pouvoir Ouvrier », contenant une critique de l'idéologie tiers mondiste et différents tracts : sur le syndicat, sur les cantonales, sur le parti, sur le référendum à l'E.D.F.

— 92 - Un camarade, actuellement hospitalisé demande des contacts en milieu hospitalier.

— 93 DE GAGNY 4-70) - Actuellement, avec un certain nombre de camarades, nous sommes en train de monter une bibliothèque qui sera à la disposition de tous les militants et de tous les gens intéressés - Ces camarades demandent tous numéros anciens d'I.C.O. ou de toutes autres publications.

— 93 ST-DENIS - Lettre de camarades ayant constaté une grande dispersion des groupes et organisations libertaires, nous proposons à tous les révolutionnaires libertaires de la région parisienne de se réunir afin de créer une liaison permanente entre tous les groupes, ce qui pourrait par exemple nous permettre de faire des actions d'ensemble cohérentes... Nous envisageons par la suite un séminaire qui réunirait tous les groupes et organisations contactés (suit une liste de 12 groupes). La réussite d'un tel projet ne dépend pas de nous seuls, mais de tous ces groupes et organisations, nous espérons que vous répondrez favorablement à notre appel.

Réponse à ces camarades :

Assez régulièrement des camarades rêvent d'un projet qui regrouperait des organisations diverses, soit pour une publication commune, soit pour des actions limitées, ou plus étendues. Cela rejoint les considérations habituelles sur l'unité syndicale, l'unité de la « gauche », l'unité d'action, etc...

Ou bien ces propositions procèdent d'une tactique également habituelle (permettre à travers des actions communes la sécurité pour sa propre organisation) ou bien cela témoigne d'une certaine naïveté politique qui considère que les divisions entre les groupes sont uniquement le fait des hommes, et qu'il suffit d'un peu de bonne volonté pour y mettre un terme.

Les groupes constitués n'échappent pas à l'influence de la société capitaliste, et ce sont souvent ceux qui proclament qu'ils y échappent, le plus, qui y sont le plus soumis ; les idées politiques et les théories de la plupart reflètent les expériences de chacun, et la réflexion qui en découle ; l'évolution des uns ou des autres, sur d'autres positions, dépend presque uniquement de l'affrontement avec le réel, donc d'événements qui s'imposent à nous et que nous ne pouvons créer. La

discussion que nous pouvons mener à un moment quelconque aide à dégager les leçons des expériences passées ; et à poser des jalons pour ce que nous pourrions affronter tôt ou tard, ou quelquefois jamais. Ce sont ceux qui sont le plus près du procès de production, c'est-à-dire les travailleurs qui se fixent le moins sur des systèmes cohérents, car ils vivent une confrontation constante des idées et des réalités ; ce sont ceux qui sont le plus loin de ce procès de production, où dont l'activité, où l'intérêt, se situe en dehors, qui se figent le plus souvent dans des théories sans possibilité d'évolution. On pourrait consacrer de longs développements à ces questions, tout en faisant ressortir que chacun détient une certaine part de vérité, alors qu'il prétend souvent lui donner un caractère universel.

Nous ne considérons pas que ce soit une calamité qu'il existe une multitude de groupes. Au contraire, le dépassement de la plupart des systèmes et des cadres traditionnels de pensée et d'action, ne peut se faire qu'à travers la multiplicité des noyaux, leur autonomie quant à leur réflexion, leur moyen d'expression, de propagande, et leur action.

En égard à la lutte de classes, c'est-à-dire à la lutte des travailleurs contre les exploiters, le brassage des idées et leur confrontation avec l'expérience se fait inévitablement à travers cette multiplicité de noyaux par les contacts qui s'établissent, par les discussions qui surgissent, par le passage incessant des uns et des autres d'un groupe dans un autre.

Quant aux actions d'ensemble « cohérentes » nous considérons, toujours d'après la lutte de classes, que cette cohérence et cet ensemble dépend plus des circonstances de la lutte, c'est-à-dire du capitalisme lui-même, que des individus en particulier. Il ne dépend pas de nous que cette lutte ait un caractère défensif ou offensif, général ou particulier, etc... ; c'est seulement à la mesure du conflit, avec le capitalisme, que cette lutte prend sa cohérence et se généralise, qu'elle quitte le domaine particulier pour aborder un domaine général et politique. Dans cette lutte, nous ne pouvons faire qu'une action de propagande, d'explication, de soutien, mais encore faut-il qu'elle soit ce que veulent faire les travailleurs et qu'elle ne vise pas à introduire de nouveaux dogmes et de nouvelles formes d'embrigadement, mais au contraire à être une ouverture et à montrer aux travailleurs que l'avenir est dans leurs propres actions et dans la propre organisation de leurs luttes.

— 94 ARCUEIL - Nous sommes un groupe de conseillistes de la banlieue sud de Paris... On voudrait avoir plus de contacts avec des groupes ou des individus isolés dans cette région.

RENCONTRES

Trois rencontres sont prévues pour les mois à venir :

1e — fin juin, début juillet (contacter I.C.O. immédiatement) : rencontre de tous les groupes et camarades **en liaison actuellement avec I.C.O. et participant au travail** d'élaboration et de diffusion sur les thèmes suivants :

- Liaisons, publication et critiques du bulletin ;
- Orientation d'I.C.O. pour la période à venir ;
- Organisation pratique.

2e — Réunion des délégués des groupes participant à la publication de « Liaisons Internationales ».

3e — A l'initiative de différents groupes, organisation d'une rencontre « élargie » au mois de septembre.

Pour plus de renseignements, s'adresser à I.C.O.

Les publications sont reportées au prochain numéro.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action, il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O., chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites, nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaire sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons, par des réalisations internationales, de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout appareil moderne de domination, alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

Ce texte est provisoire. Un nouveau pourra être établi à la suite des rencontres 1970. Voir proposition dans I.C.O. n°s 91-92 et 93.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 rue Labois-Rouillon - PARIS 19e.

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 12 Francs.**

Versements : **I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.**